



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

FEVRIER 2021

N°204

TOME II

SOMMAIRE
RAA DU MOIS FEVRIER 2021
N°204
TOME II

TOME I

PAGES

PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 1er février 2021</i>)	2
--	----------

TOME II

PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 1^{er} février 2021</i>)	2
PARTIE 3 : ARRETES INDIVIDUELS (<i>Janvier- février 2021</i>)	453
PARTIE 4 : ARRETES REGLEMENTAIRES (<i>Janvier- février 2021</i>)	479

PARTIE 2

Conseil du 1^{er} février 2021
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

SOMMAIRE

N°DECISION	TITRE DES AFFAIRES	PAGES
MD2020-671	Décision relative à la signature d'une convention de rejet des eaux pluviales sur la parcelle cadastrée AS n°1 sise commune de Saint Jean de Védas - Approbation	13
MD2020-698	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AE 256 (420 m²), AE 279 (504 m²) et AE 264 (287 m²) - Commune de Fabrègues	16
MD2020-713	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelle AV 433 avenue Augustin Fliche - Commune de Montpellier	18
MD2020-727	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé Parcelles cadastrée section SK n° 29-30-31-149 et 151 - Commune de Montpellier	21
MD2020-728	Décision relative au transfert de propriété de la commune de Montpellier dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Centre nautique Neptune - Ajustement foncier	23
MD2020-735	Décision relative à l'acquisition de la parcelle EL 711 rue Achille Zavatta Commune de Montpellier	26
MD2020-780	Décision relative à l'acquisition de 2 lots volumes - Parcelles cadastrées DV 621 et DV 622 avenue du Maréchal Leclerc - Commune de Montpellier	28
MD2020-806	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CD 107 - Chemin des Pins - Commune de Castelnau-le-Lez	30
MD2020-867	Décision relative à l'acquisition des parcelles AL 44 et AL 45 situées impasse Ceceles, AL 262 située rue des Couréches et AL 66 située rue Rabelais - Commune de Fabrègues	32
MD2020-877	Décision relative à l'instauration d'une restriction du droit de disposer - Obligation Proter Rem - Impasse de la Forge - Commune de Saussan	35
MD2020-879	Décision relative à l'acquisition des parcelles AS 60 (15 m²), AS 258 (430 m²) et AS 259 (63 m²) Rue Bir Hakeim - Commune de Fabrègues	38
MD2020-887	Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Bassin de rétention ' G ' (dit de l'arbre blanc) - Commune de Grabels	41
MD2020-888	Décision relative au marché n°M8D0025AT - RM986 - Construction d'une passerelle pour le franchissement de la Mosson - Avenant n°1 - Autorisation de signature	44
MD2020-905	Décision relative à l'acquisition de la parcelle MT 558 avenue du Père Soulas - Commune de Montpellier	46
MD2020-906	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) avec la société Cogedim opération sise 315 et 335 rue de la Croix des Rosiers sur la commune de Montpellier	48
MD2020-908	Décision relative à la résiliation de la convention portant sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice de la Société de Chasse Calage, sur la commune de Montpellier	50

MD2020-933	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées TC 180 et TC 181 - rue Robert Capa - rue de la Croix Verte - Commune de Montpellier	52
MD2020-934	Décision relative à la convention de mise à disposition n° 34 19 0040 02 avec la SAFER Occitanie - Ensemble de parcelles sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier	54
MD2020-940	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA	58
MD2020-945	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon	61
MD2020-948	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 161 chemin des Joncasses commune de Cournonterral	65
MD2020-950	Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès du CREDIT AGRICOLE CIB	67
MD2020-954	Décision relative à l'acquisition de plusieurs emprises Lieux dits - Pont du Mas Rouge, le Golf et l'Orée du Bois - Commune de Baillargues	71
MD2020-962	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 124 m ² - ZAC Garosud Extension - "Mas de Tandon" - Commune de Montpellier	74
MD2020-963	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation précaire des parcelles cadastrées DO n°38 et 137, sises commune de Montpellier-Avenue du Docteur Fourcade	76
MD2020-968	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée BB 202 - Lieudit le Golf Commune de Baillargues	78
MD2020-971	Décision complémentaire relative à un échange foncier avec la commune de Baillargues - Pôle d'Echange Multimodal - Commune de Baillargues	81
MD2020-974	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BM 174 rue Pasteur Commune de Saint-Jean de Védas	83
MD2020-975	Décision relative à un avenant n°6 à la convention d'occupation du domaine public conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	85
MD2020-976	Décision relative au marché n°M0B0069DE "Rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustrations de supports de communication et réalisation d'infographies" Lots 1 et 2 - Attribution. Le lot 3 a été déclaré infructueux.	88
MD2020-982	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 88 chemin des Joncasses - Commune de Cournonterral	91
MD2020-983	Décision relative à la conclusion d'avenants aux marchés de travaux pour la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (mandat SA3M)	93
MD2020-986	Décision relative à la vente de la parcelle AY 258 route de Mende - Projet ATRIUM - commune de Montpellier	96
MD2020-997	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AA 276 - Chemin du Roudourel - Commune de Cournonsec	98
MD2020-998	Décision relative au marché n°M9D0142EP de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public de la Métropole - Autorisation de signature	100

MD2020-1001	Décision relative au marché n°M0B0058EP d'utilisation et de Maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement – Attribution	103
MD2020-1002	Décision relative au marché n°M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole - Autorisation de signature	105
MD2020-1003	Décision relative au marché n°M9D0084AT - Entretien et d'aménagement des espaces verts sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 - Attributions	108
MD2020-1004	Décision relative au marché n° M0B0077DS - Prestation de lutte contre les nuisibles dans les établissements sportifs, administratifs, culturels et sites de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	111
MD2020-1005	Décision relative à l'instauration d'une restriction du droit de disposer Obligation Propter Rem - Impasse des Dahlias - Commune de Castelnau-le-Lez	114
MD2020-1006	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société POLIGMA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	116
MD2020-1007	Décision relative à l'acquisition de 10 bus fonctionnant au Gaz Naturel pour Véhicule (GNV) auprès de la centrale d'achats de l'UGAP	119
MD2020-1008	Décision relative au marché n°4376CO16 - Impression, Livraison et diffusion des magazines pour Montpellier Méditerranée Métropole et la ville de Montpellier - Lots 1, 2 et 3 - Avenants n°1	121
MD2020-1009	Décision relative au marché n° M9D0128DS - Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes - E-FISE Montpellier 2020 - Avenant n° 2	124
MD2020-1011	Décision relative au marché n°M0B0063DC de conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique	127
MD2020-1012	Décision relative au marché n°G9D0029MG - Prestations de maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs - Avenant n°1 - Autorisation de signature	129
MD2020-1013	Décision relative à l'acquisition d'emprises de voiries - Lotissement les Terres Rouges - Commune de Saint-Georges d'Orques	132
MD2020-1014	Décision relative au marché n°4678AT17 - Réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur des Jasses sur la commune de Saint Jean de Védas - Avenants - Autorisation de signature	134
MD2020-1016	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété de M.et Mme ZICKGRAF - un garage lot n°39 copropriété Beausoleil - cadastré KS 1 - 138 avenue de Lodève - Commune de Montpellier	136
MD2020-1017	Décision relative à l'exercice du Droit de Préemption Urbain - Immeuble situé 770 avenue André Ampère - Commune de Castenau-le-Lez	139
MD2020-1018	Décision relative au marché n°M9B0039AT - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du nettoyage de l'espace public de Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature	142
MD2020-1020	Décision d'ester en justice "Consorts OLMEDO - Tribunal Judiciaire"	144
MD2020-1021	Décision relative à la résiliation de la convention portant sur l'exercice du droit de chasse consenti au bénéfice du Syndicat de Chasse La Méjanelle sur les communes de Montpellier et Lattes	146

MD2020-1022	Décision relative au marché n°G9D0106MG - Prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles - Lot 1 : Opérations de déménagement – Attribution	148
MD2020-1023	Décision relative au renouvellement de l'adhésion au sein des organismes économiques extérieurs - Autorisation	151
MD2020-1025	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine privé - Parcelle cadastrée section BC n°45 - Commune de Castelnau-le-Lez	153
MD2020-1026	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée AP 372 - route de Lattes Commune de Pérols	155
MD2020-1027	Décision relative à l'acquisition de fournitures d'environnement de bureau auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP)	157
MD2020-1029	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société COMITI au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha	159
MD2020-1030	Décision relative à l'acquisition d'une emprise entre l'avenue du Pont Trinquat et la rue de l'Etang de Vic société EMERIS - Commune de Montpellier	162
MD2020-1031	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée DO 381 - rue de la Première Ecluse - Commune de Montpellier	165
MD2020-1033	Décision relative au marché n°MOB0070 PP - Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des Cartes de Bruit Stratégiques et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de 3ième échéance valant 2nde échéance - Attribution	167
MD2020-1035	Décision relative à l'agrément de candidature de la société AMPERE dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	170
MD2020-1036	Décision modificative relative à un protocole d'accord transactionnel - MAB PLANCHON - Modification de la décision n°MD2020-878	172
MD2020-1039	Commune de Lattes - Parc d'Activités des Commandeurs - Exercice du Droit de Préemption Urbain - Acquisition de lots de copropriété d'un immeuble sis 1 rue Louis Lumière, propriété de la SCI TELECOM -	174
MD2020-1040	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite "Ilot de la Mairie" avec la société "SARL PROMOTION" sur la commune de Vendargues	177
MD2020-1041	Décision modificative relative au marché n°5016MG18 - Accord-cadre pour les travaux neufs courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°10 Etanchéité bitumeuse et synthétique - Modification de la décision n°MD2019-146	180
MD2020-1042	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-Lez	182
MD2020-1044	Décision relative au renouvellement de l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au GEFLUC (groupement des entreprises françaises dans la lutte contre le cancer)	184
MD2020-1045	Décision relative à l'adhésion au Groupement de commandes porté par le Syndicat Hérault Energies - Achat de véhicules électriques	186
MD2020-1046	Décision relative au marché N°4678AT17 - Travaux de réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur des Jasses à Saint Jean de Védas - Lot N°1 - Avenant N°3 - Autorisation de signature	189

MD2020-1047	Décision relative à un contrat de prêt à usage de terrain - Parcelle cadastrée section AV n°3 - Commune de Jacou	192
MD2020-1048	Décision d'ester en justice "requête n°2003720-1 TA - Association Groupement des propriétaires de Naussargues"	194
MD2020-1049	Décision relative à la réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé CP-113-BD - Hôtel des ventes de Montpellier	196
MD2020-1050	Décision relative au réaménagement de deux emprunts auprès de Dexia Crédit Local	198
MD2020-1051	Décision relative à la signature d'une convention d'adhésion à un marché en groupement d'achat de fournitures scolaires, matériels pédagogiques et didactiques - Autorisation de signature	202
MD2020-1053	Décision relative à la réforme d'un copieur vétuste de marque Canon modèle IR-ADV 4245 - Reprise par la société Fac simulé Bureautique Canon	205
MD2020-1054	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AI n°72 et 75, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson	207
MD2020-1055	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AH n°47 partie, sise commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson	210
MD2020-1056	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°M9D0071AT de travaux de renouvellement des couches de roulement secteur 3M EST - Autorisation de signature	213
MD2020-1057	Décision modificative de la Régie mixte des aires des gens du voyage	215
MD2020-1058	Décision relative à la délégation du Droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession du bien de l'Etat situé 180 rue d'Argencourt à Montpellier	219
MD2020-1059	Décision d'ester en justice "Assignment TGI - Syndicat des copropriétaires 9 place A.Laissac Montpellier"	221
MD2020-1061	Décision relative au sinistre en dommages ouvrages ayant touché le parking St Roch - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	223
MD2020-1062	Décision relative à la délégation du Droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier à l'occasion de la cession du bien de l'Etat situé 4 boulevard Henri IV à Montpellier	225
MD2020-1064	Décision relative à l'acquisition de la parcelle B 2258 - Rue de l'Aqueduc - Commune de Castries	228
MD2020-1065	Décision relative à la consignation suite à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété société FONCIERE XV - Immeuble à usage commercial - Parcelle AI 69 - avenue du Languedoc - Commune de Pérols	230
MD2020-1066	Décision relative à la constitution d'une servitude de pose de deux fourreaux pour câble à fibre optique - parcelle AP n° 141 - commune de Montpellier	233
MD2020-1067	Décision relative à une convention de constitution de servitude - Parcelle A 2466 sur la commune de Sussargues	235
MD2020-1068	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AH n°62p, 63p et 97p, sises commune de Lattes - Aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson	237

MD2020-1070	Décision relative à la mise à disposition de Madame Chantal TOURRE auprès de la Ville de Montpellier	240
MD2020-1071	Décision relative à l'acquisition de la parcelles BH 243 - Rue des Ecureuils - Commune de Castelnau-le-Lez	242
MD2020-1072	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2020	244
MD2020-1073	Décision relative à l'avenant n°3 au marché M8D5159VD "Travaux de réhabilitation des Points Propreté de Montpellier "Hôpitaux-Facultés", Montpellier "Près d'Arènes", Beaulieu et Saint-Brès - Lot 3B: terrassement, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des Points Propreté de Beaulieu et Saint-Brès (34)	246
MD2020-1074	Décision relative à l'avenant n°2 au marché 4931VD17 "Traitement des déchets inertes issus des déchetteries de la Métropole de Montpellier"	249
MD2020-1075	Décision relative à l'avenant n°1 au marché de prestations n°5111VD18 " Traitement des collectes des encombrants des communes de Montpellier Méditerranée Métropole" - Introduction d'un prix nouveau pour la prise en charge du bois issu du tri des encombrants collectés en porte à porte ou issus des collectes particulières (traitement)	252
MD2020-1076	Décision relative à l'avenant n°1 au marché n°4798VD17 "Traitement des bennes bois issues des déchetteries de Montpellier Méditerranée Métropole"	255
MD2020-1077	Décision d'ester en justice "Appel Cour Administrative d'Appel de Marseille - Mula Christine"	258
MD2020-1079	Décision relative à l'acquisition de la parcelle IV 627, route de Lavérune résidence ' Lemon ' Commune de Montpellier	260
MD2020-1080	Décision relative au marché MOB0116DC pour l'acquisition par Montpellier Méditerranée Métropole d'un lot de manuscrits de CAMBACERES issu de la collection ARISTOPHIL	262
MD2020-1082	Décision relative au marché subséquent M0D0070AT - travaux d'aménagement de la rue des Lavandins sur la Commune de Vendargues - autorisation de signature	264
MD2020-1084	Décision relative à la mise à disposition d'un agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	266
MD2020-1085	Décision portant mise à disposition de deux agents de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole	268
MD2020-1086	Décision de mise à disposition de Madame Monique PEDRO auprès de la Ville de Montpellier	270
MD2020-1088	Décision relative au sinistre dommages ouvrages ayant touché le MIBI - Indemnités d'Assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation	272
MD2020-1089	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au contrat de Prêt à Usage entre la SA3M et Montpellier Méditerranée Métropole concernant l'utilisation des cuisines du Domaine de la Pompignane	274
MD2020-1090	Décision relative à une Convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle A 2466 sur la commune de Sussargues	277
MD2020-1091	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CV-003-SC techniquement réparable et économiquement irréparable - Abrogation de la décision de réforme MD2019-773 du 23/07/2019	279

MD2020-1092	Décision relative au don de Monsieur Marc LATHAM d'un pastel de Georges Daniel de MONFREID (Paris 1856 - 1929) - Nu féminin roux, juin 1891	281
MD2020-1093	Décision relative à un marché n° M0B0087EA - Surveillance et maintenance des clapets mobiles des seuils Moulin de l'Évêque et Pont Juvénal	283
MD2020-1094	Décision relative à la constitution d'un groupement de commande entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour un marché d'Achat de Gaz naturel comprimé pour véhicules - Montpellier Méditerranée Métropole coordonnateur	285
MD2020-1095	Décision relative au marché n°M0C0020VD - Travaux d'entretien et de reprise de la galerie de pompage des eaux de drainage - ISDnD Castries - Suivi décennal	288
MD2020-1096	Décision relative au don de Monsieur Bertrand Talabardon, président de la SAS Talabardon et Gautier, d'un fusain d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 - Paris, 1889), Tête de faune.	290
MD2020-1097	Décision relative à l'acquisition des parcelles en nature de voirie - Domaine Nicolas - Les Balcons - Val de Combe - Commune de Saint-Jean de Védas	292
MD2020-1099	Décision relative au don de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre de deux œuvres d'André VALENSI (1947-1999), Sans titre, 1983 et Sans titre, 1985	295
MD2020-1101	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 100 rue du Stade Commune de Saussan	297
MD2020-1102	Décision modificative relative au marché G8D5215 " réfection des tranchées et investigations complémentaires " - Autorisation de signature	299
MD2020-1104	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CV-977-SB - Hôtel des ventes de Montpellier	301
MD2020-1105	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé EL-916-TR - Hôtel des ventes de Montpellier	303
MD2020-1106	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Toyota Dyna immatriculé EL-218-FK - Hôtel des ventes de Montpellier	305
MD2020-1107	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite "Les Terrasses Impériales" avec la société "SCI IMPERIALE" sur la commune de Baillargues	307
MD2020-1108	Décision relative à une Convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle A 2468 sur la commune de Sussargues	309
MD2020-1109	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C immatriculé EH-436-LP - Hôtel des ventes de Montpellier	311
MD2020-1110	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C immatriculé EL-574-FR - Hôtel des ventes de Montpellier	313
MD2020-1111	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Chemin du Petit Bonheur ' avec les sociétés ' SCCV NGP19-IMPERIALE ', ' SCCV Baillargues chemin du Petit Bonheur ' et ' Société Française des Habitations Economiques - Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré ' sur la Commune de Baillargues	315

MD2020-1112	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C immatriculé EL-772-TR - Hôtel des ventes de Montpellier	317
MD2020-1113	Décision relative à la cession pour réforme d'une remorque vétuste de marque Rumeau immatriculée EP-803-HK - Hôtel des ventes de Montpellier	319
MD2020-1114	Décision relative à une Convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle A 2324 sur la commune de Sussargues	321
MD2020-1115	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule poids-lourd vétuste de marque Mercedes immatriculé FF-618-QH - Hôtel des ventes de Montpellier	323
MD2020-1116	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Peugeot Boxer benne immatriculé EL-272-FK - Hôtel des Ventes de Montpellier	325
MD2020-1117	Décision relative à une Convention d'occupation temporaire et de travaux sur la parcelle 2323 sur la commune de Sussargues	327
MD2020-1118	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public - Rue de Salaison - Commune de Vendargues	329
MD2020-1119	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AO 71 - Route de Murviel - Commune de Cournonterral	331
MD2020-1120	Décision relative à l'acquisition de la parcelle BL 245 - Rue de Las Coustierrasses - Commune de Grabels	333
MD2020-1121	Décision relative à la cession de la parcelle AN 53 - avenue de la Cresse Saint Martin - Commune de Cournonsec	335
MD2020-1122	Décision relative une convention de constitution de servitude - Parcelle 2468 sur la commune de Sussargues	337
MD2020-1124	Décision relative à une convention de constitution de servitude - Parcelle A 2324 sur la commune de Sussargues	339
MD2020-1125	Décision relative à une convention de constitution de servitude - Parcelle A 2323 sur la commune de Sussargues	341
MD2020-1126	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AK 229 - chemin du Cambas - Commune de Montferrier-sur-Lez	343
MD2020-1127	Décision relative à l'acquisition emprises chemin de Bourgidoux - ex-RD n°54E - Commune de Sussargues	345
MD2020-1128	Décision relative au marché n° M8B0046DS "achat de matériels pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole" - Avenant n° 1	347
MD2020-1129	Décision relative à une convention de mandat d'études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur le site ' Jules Rimet ' - Commune de Sussargues - Avenant n°2 - Autorisation de signature	349
MD2020-1130	Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES) pour l'année 2021	351
MD2020-1132	Décision modificative relative à l'avenant n°1 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leurs études et de leurs restaurations	353
MD2020-1133	Décision modificative relative à l'avenant n°2 à la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au CICRP en vue de leurs études et de leurs restaurations	355

MD2020-1134	Décision relative à l'avenant n°10 à la convention cadre d'Intermédiation locative par la SAFER-OCCITANIE - Exploitation de l'Ilot viticole au lieu-dit ' Valédeau ' - Commune de Montpellier	357
MD2020-1135	Décision relative à la conclusion d'un avenant n° 2 au contrat de location de places de stationnement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Elphi Investissements - Parking 157 rue Messidor à Montpellier	359
MD2020-1136	Avenant n°3 au marché n° 5024 "Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier"	362
MD2020-1137	Décision relative au marché n°4549 ' Travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole ' - lots 1 et 2 - Avenants n°2	365
MD2020-1140	Décision relative à l'acquisition de la parcelle A 1447 - Route de Nîmes - Commune de Saint-Brès	367
MD2020-1143	Décision relative à l'acquisition de la parcelle CP 125 - chemin de Soriech - Commune de Lattes	369
MD2020-1144	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AE 59 chemin de la Fabrique Commune de Fabrègues	371
MD2020-1146	Décision relative à la régie de recettes des droits de stationnement parking Vicarello - Modification des modes de recouvrement de la régie	373
MD2020-1147	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZC 440 - Rue de la Fontaine - Commune de Montaud	377
MD2020-1148	Décision relative au marché n°M0C0029VD - Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la collecte des déchets ménagers métropolitains et le nettoyage de la ville de Montpellier	379
MD2020-1149	Décision relative à l'adhésion à un groupement de commandes publiques entre le Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Achat de pièces détachées de tous types de véhicules et d'engins	381
MD2020-1150	Décision relative au marché n°M9C0058EP d'audit de conformité des dispositifs de modération de vitesse - Attribution	384
MD2020-1153	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Préemption Urbain à la Ville de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI CLOJY, un local professionnel avec parkings, lots 10-15-16-23 copropriété 3 avenue Clemenceau à Montpellier.	386
MD2020-1154	Décision d'ester en justice "Requête n°2005132-4 TA - Hicham CHADILI"	388
MD2020-1155	Décision d'ester en justice "Requête n°2005300-4 TA - Dominique RIVIERE"	390
MD2020-1156	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°201802929S1801 de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du cimetière métropolitain - Autorisation de signature	392
MD2020-1159	Décision relative au transfert de propriété dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Station d'épuration - Commune de Murviel-lès-Montpellier	395
MD2020-1160	Décision relative à l'acquisition d'une emprise de 67 m² Rue des Clauzes Commune de Murviel les Montpellier	398
MD2020-1163	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise à extraire du Domaine Public - Rue de la Calade - Commune de Vendargues	400

MD2020-1164	Décision relative à l'acquisition de la parcelle IV 653 rue de la Figairasse - Commune de Montpellier	402
MD2020-1167	Décision d'ester en justice "Cour d'Appel de Montpellier - SCI Odysseum Place de France"	404
MD2020-1168	Décision relative au transfert d'office et valant classement dans le domaine public métropolitain Parcelle cadastrée KS 40 "rue Cité du Mas de Tesse" - Commune de Montpellier	406
MD2020-1169	Décision relative à un avenant n°1 aux lots n°6 et 8 du marché 4715DC17 de travaux dans les bâtiments culturels de Montpellier Méditerranée Métropole	409
MD2020-1170	Décision relative à un avenant n°1 aux lots 2 et 4 du marché alloti de travaux pour la construction du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional (Mandat SA3M)	411
MD2020-1172	Décision relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 23 m ² - impasse Georges Brassens - Commune de Fabrègues	413
MD2020-1176	Décision relative à l'exercice du droit de priorité de l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de la parcelle RX 17 à usage de voirie dénommée Impasse Marconi à Montpellier.	415
MD2020-1177	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société France TV Studio - locaux lieudit Mante - Commune de Fabrègues	418
MD2020-1179	Décision relative à l'exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du code de l'urbanisme à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de la parcelle RX 329 située 105 rue Guglielmo Marconi à Montpellier	420
MD2020-1182	Décision relative au marché M9D0121DC - Marché de conduite d'exploitation et de maintenance multitechnique du bâtiment du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole - Attribution	423
MD2020-1183	Décision relative au marché n°M0B0054EA - Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud - Attribution	426
MD2020-1184	Décision relative à la cession pour réforme d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota n°20851 - Hôtel des ventes de Montpellier	428
MD2020-1185	Décision relative à la cession pour réforme d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota n° 10920 - Hôtel des ventes de Montpellier	430
MD2020-1186	Décision relative au dépôt provisoire et gratuit du Centre national des arts plastiques d'une œuvre de Thomas ERMA, Composition, collage gouaché sur papier marouflé	432
MD2020-1187	Décision relative au marché n°M0D0015RI d'acquisition des licences ALFRESCO et développements informatiques pour le système d'information	434
MD2020-1189	Décision relative au marché n°5056EA18 - Prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux humides et leurs ouvrages - Modification de la décision n° MD2018-856	437

MD2020-1191	Décision relative au marché 3984TV15 - Modification de la décision n° MD2019-1209	439
MD2020-1193	Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier afin de renouveler la maintenance du logiciel commun de gestion de la dette et de ses prestations connexes	441
MD2020-1194	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Lavandières ' avec la société ' SAS CASTRIES LES LAVANDIERES ' sur la Commune de Castries	444
MD2020-1199	Décision relative à l'attribution du Mandat de Maitrise d'ouvrage déléguée n°M9D5019DM18 pour l'étude et la réalisation de la 2ème phase de la ligne 5 de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole	446
MD2020-1202	Décision relative à l'attribution du marché n°M9D0139EA Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson	449
MD2021-023	Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation - SCI TELECOM"	451



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention de rejet des eaux pluviales sur
la parcelle cadastrée AS n°1 sise commune
de Saint Jean de Védas - Approbation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Colralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU le transfert de gestion signé le 11 juillet 2017 avec SNCF RESEAU, pour une durée de 3 ans, portant sur les parcelles cadastrées AS n°1, 179 et 180, ainsi que AO n°204, sises communes de Saint Jean de Védas ;

- **VU** le permis de construire n°34270 16M0081 et le permis de construire modificatif n°34270 16 M0081M02 délivré par la commune de Saint Jean de Védas sur les parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8 328 m², sises commune de Saint-Jean-de-Védas, pour la création de 7 786 m² de surface de plancher soit 134 logements, prévoyant le rejet des eaux pluviales de cette opération sur la parcelle AS n°1 dont la Métropole a la gestion ;
- **VU** la décision MD 2019-1263 du 17 janvier 2020, portant autorisation de signature d'une convention de gestion pluviale sur la parcelle AS n°1 au profit des parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8 328 m², sises commune de Saint-Jean-de-Védas ;
- **VU** le transfert de gestion signé le 9 mars 2020 d'une durée de 30 ans portant sur l'ancienne voie ferrée de Saint Jean de Védas à Cournonsec venant se substituer au premier transfert de gestion, notamment sur la parcelle AS n°1 à Saint Jean de Védas objet de la convention de rejet des eaux pluviales ;
- **VU** le projet de convention de rejet des eaux pluviales annexé à la présente ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de fixer les conditions techniques et administratives du rejet des eaux pluviales du projet immobilier autorisé sur les parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8.328 m², sises commune de Saint Jean de Védas,
- que la signature le 9 mars 2020 de la nouvelle convention de transfert de gestion d'une durée de 30 ans portant sur l'ancienne voie ferrée entre Montpellier et Cournonsec et notamment sur la parcelle AS n°1 à Saint Jean de Védas, venant se substituer à celle signée le 11 juillet 2017, avant la signature de la convention de rejet des eaux pluviales visée dans la décision n°MD 2019-1263 nécessite la prise d'une nouvelle décision afin de prendre en compte les conditions du nouveau transfert de gestion ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de rejet des eaux pluviales est conclue avec la SCCV CHEMIN DE LA ROQUE dont le siège social est situé 9 impasse de Borderouge BP 60401, à Toulouse (31204) Cedex 2, immatriculée au RCS de Toulouse sous le numéro 823 004 320, représentée pour la SAS Crédit Agricole Immobilier Promotion par Philippe BOURCE et pour la SAS HELENIS par Denis LEFEBVRE dont la parcelle cadastrée AS n°1 sise commune de Saint Jean de Védas constitue le fond servant et dont le fonds dominant est constitué par les parcelles cadastrées AW n°275, 276, 277, 278, 279, 280, 147 et 90, d'une superficie totale de 8.328 m², sises commune de Saint Jean de Védas.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée à titre gratuit pour une durée de 30 ans.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention EP version définitive 10.11.2020.doc
- 2019-1263 approbation signature.pdf
- Plan du rejet.pdf
- convention TDG signée, Montpellier Cournonsec.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AE 256 (420 m²), AE
279 (504 m²) et AE 264 (287 m²) -
Commune de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) « La Fabrique » conclue entre la société GGL AMENAGEMENT et Montpellier Méditerranée Métropole en date du 13 décembre 2018 ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées AE 256 (420 m²), la AE 279 (504 m²) et la AE 264 (287 m²) nécessaires la réalisation des aménagements envisagés dans le cadre du PUP « La Fabrique » situées sur la commune de Fabrègues ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société GGL AMENAGEMENT les parcelles cadastrées AE 256 (420 m²), la AE 279 (504 m²) et la AE 264 (287 m²) situées sur la commune de Fabrègues nécessaires à la réalisation des aménagements envisagés dans le cadre du PUP « La Fabrique ». Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Le montant de cette acquisition s'élève au prix de 117 166 €, sans versement de numéraire car déduit des participations dues au titre de la convention de PUP signée le 13 décembre 2018 et modifiée par son avenant conformément à la décision n° MD2020-749 en date du 13 novembre 2020.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
priorité - Parcelle AV 433 avenue Augustin
Fliche - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises ou conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Deuxième Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction et de signature à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière »,
- VU le droit de priorité au titre de l'article L.240-1 du code de l'urbanisme, adressé par l'Etat et réceptionné par Montpellier Méditerranée Métropole le 13 novembre 2020, enregistrée sous le numéro M 290 concernant la cession de la parcelle cadastrée AV 433 d'une superficie de 2 979 m², située avenue Augustin Fliche à Montpellier au prix de un euro,

- VU l'accord de Monsieur le Directeur Général du CROUS gestionnaire de l'espace cédé, en date du 28 juillet 2020,

CONSIDERANT :

- qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AV 433 située avenue Augustin Fliche à Montpellier, qui correspond au parvis devant la résidence étudiante,
- que la Direction départementale des Finances publiques de l'Hérault accepte de céder la parcelle au prix de un euro, compte tenu des travaux d'aménagement déjà réalisés par la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'Etat, de la parcelle cadastrée AV 433 d'une superficie de 2 979 m² située avenue Augustin Fliche à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de un euro, compte tenu des travaux d'aménagement pris en charge par la Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

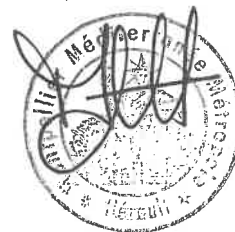
ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 01 DEC. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
Parcelles cadastrées section SK n° 29-30-31-
149 et 151 - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de Monsieur Gérard TAINÉ, domicilié OMEGA Bât D – 100 rue des Pradiers à Montpellier (34000), sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 29-30-31-149 et 151 d'une contenance totale de 6 509m², et d'une contenance mise à disposition de 5 700m² environ, à savoir hors emprise supportant les bâtiments afin de lui permettre d'y faire pâturer ses chevaux, ;

CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, doit entretenir et sécuriser les terrains précités dans l'attente de la réalisation des travaux d'aménagement à intervenir,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée d'un an, renouvelable deux fois, prenant effet au 1^{er} janvier 2021 entre Monsieur Gérard TAINE et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire sur les parcelles situées sur la commune de Montpellier, section SK n° 29-30-31-149 et 151 d'une contenance totale de 6 509m², et d'une contenance mise à disposition de 5 700m² environ, à savoir hors emprise supportant les bâtiments pour lui permettre d'y faire pâturer ses chevaux.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel de 171€.

ARTICLE 3 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 DEC. 2020



Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
de la commune de Montpellier dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole - Centre nautique Neptune -
Ajustement foncier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier n°V2020-128 en date du 15 octobre 2020,

- CONSIDERANT :

- que, d'un commun accord, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent procéder aux ajustements parcellaires pour une meilleure cohérence notamment en termes d'espaces dédiés à la circulation ;
- qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code ;
- que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte de procéder aux transferts de propriétés ci-dessous :

Référence cadastrale	Contenance en m ²	Propriétaire	Futur Propriétaire
LP n° 54d	216	Ville de Montpellier	Montpellier Méditerranée Métropole
LP n° 52 b	9	Montpellier Méditerranée Métropole	Ville de Montpellier

ARTICLE 2 : Les transferts de propriété s'effectueront à titre gratuit, les frais d'acte notarié seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Coralie MANTION est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAPOSSE



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle EL 711 rue Achille Zavatta
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Madame Gisèle BERTRAND en date du 11 février 2020, pour céder la parcelle EL 711 d'une superficie de 58 m², située rue Achille Zavatta sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 60 €/m² soit un montant total de 3480 € ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise nécessaire à l'élargissement du chemin piéton situé rue Achille Zavatta à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame Gisèle BERTRAND, la parcelle cadastrée EL 711 d'une superficie de 58 m², afin d'élargir le chemin piéton situé rue Achille Zavatta à Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette transaction est consentie au prix au prix de 60 €/m² soit un montant total de 3480 € pour 58 m². La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de 2 lots
volumes - Parcelles cadastrées DV 621 et
DV 622 avenue du Maréchal Leclerc -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de NG PROMOTION en date du 7 mars 2018 concernant la cession d'une emprise de 201 m² devant la résidence « Le Central » située au 684 avenue Maréchal Leclerc à Montpellier ;
- **CONSIDERANT** que l'emprise objet de la cession est constituée de deux volumes – V6 et V8 – sur les parcelles DV 621 de 110 m² et DV 622 de 91 m², avenue Maréchal Leclerc à Montpellier ;

- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain les deux volumes pour une emprise au sol de 201 m², acquis en vue de l'alignement de la voie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de NG PROMOTION, le volume 6 et le volume 8 pour une emprise au sol de 201 m² cadastrée DV 621 et DV 622, avenue du Maréchal Leclerc sur la commune de Montpellier, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 60 € / m² soit un montant de 12 060 € pour une superficie de 201 m². Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTOU



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 03 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle CD 107 - Chemin des Pins
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur LAPORTE Patrick et Madame URBINI épouse LAPORTE Corinne pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle CD 107 d'une superficie de 19 m² ;
- **Considérant** la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise de 19 m² supportant un transformateur électrique ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur LAPORTE Patrick et Madame URBINI épouse LAPORTE Corinne, la parcelle CD 107 d'une superficie de 19 m², située Chemin des Pins sur la commune de CASTELNAU-LE-LEZ afin de régulariser la situation juridique de cette emprise supportant un transformateur électrique.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien, à savoir une emprise occupée par un transformateur électrique.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles AL 44 et AL 45 situées impasse
Ceceles, AL 262 située rue des Courèches
et AL 66 située rue Rabelais
Commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération 2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU les accords de Madame ALLEMANDI Nathalie, Madame LE PRIOL Helga, Madame RIBAUT Evelyne, les consorts VINAY-GALZIN, Madame BARDY Marie, les consorts CALONNE, Madame COVES Monique, Monsieur CROIX Eric, Monsieur BOURSAUD Gilles, Monsieur et Madame ALCAMO, Monsieur et Madame DI PRIMA, Monsieur et Madame DURAND, Monsieur et Madame HACQUET, Monsieur et Madame MIMOSO, Monsieur et Madame MOLINER, Monsieur et Madame SABLOS, Madame SPINNER Laetitia, Monsieur SPINNER Bruno, les consorts TOURNIER, Monsieur et Madame VONGSAYKHAN, Madame THIERRY Marie-Hélène, propriétaires indivis, pour céder les parcelles AL 44 et AL 45 situées impasse Rabelais, AL 262 située rue des Courèches et AL 66 située rue Rabelais d'une superficie totale de 1858 m² sur la commune de Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame ALLEMANDI Nathalie, Madame LE PRIOL Helga, Madame RIBAUT Evelyne, les consorts VINAY-GALZIN, Madame BARDY Marie, les consorts CALONNE, Madame COVES Monique, Monsieur CROIX Eric, Monsieur BOURSAUD Gilles, Monsieur et Madame ALCAMO, Monsieur et Madame DI PRIMA, Monsieur et Madame DURAND, Monsieur et Madame HACQUET, Monsieur et Madame MIMOSO, Monsieur et Madame MOLINER, Monsieur et Madame SABLOS, Madame SPINNER Laetitia, Monsieur SPINNER Bruno, les consorts TOURNIER, Monsieur et Madame VONGSAYKHAN, Madame THIERRY Marie-Hélène, ou toute personne s'y substituant, les parcelles AL 44 et AL 45 situées impasse Rabelais, AL 262 située rue des Courèches et AL 66 située rue Rabelais d'une superficie totale de 1858 m² sur la commune de Fabrègues, en vue de leurs intégrations dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Ces acquisitions sont consenties à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 3 DEC. 2020
Coralie MANTION Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : - 4 DEC. 2020
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'instauration d'une
restriction du droit de disposer -
Obligation Proter Rem - Impasse de la
Forge - Commune de Saussan

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération 2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération 2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser la prise de possession anticipée et les conventions d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière, ;
- **VU** les accords donnés par Monsieur WEBER Vincent et Madame PARGUEL Elodie en date du 28 septembre 2020, sur la constitution d'une servitude relative à la restriction au droit de disposer, sur la parcelle AA13 leur appartenant, pour permettre la continuité du cheminement piéton depuis la rue du Commerce jusqu'à l'impasse de la Forge sur la commune de Saussan ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'instaurer une servitude de passage piéton sous le porche de leur habitation, afin d'assurer la continuité du cheminement piéton public notamment pour les riverains de l'impasse ;
- **CONSIDERANT** que cette servitude s'appliquera uniquement sur la partie gauche en entrant, le long du mur en pierre existant au rez-de chaussée, et que cette servitude doit faire l'objet d'un acte à publier aux Hypothèques, pour garantir son maintien dans le temps ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une restriction au droit de disposer consentie par Monsieur WEBER Vincent et Madame PARGUEL Elodie sur la parcelle AA13 leur appartenant, pour permettre la continuité du cheminement piéton public depuis la rue du Commerce jusqu'à l'impasse de la Forge à Saussan. La servitude de passage piéton s'appliquera uniquement au rez-de chaussée, sur la partie gauche en entrant sous le porche, le long du mur en pierre existant.

ARTICLE 2 : La restriction au droit de disposer est consentie pour un prix forfaitaire de 1000,00 € (mille euros), sachant que cette servitude de passage ne pourra pas être obturée.

ARTICLE 3 : La restriction au droit de disposer portera sur la parcelle cadastrée AA 13 à Saussan. Elle sera rédigée par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, afin de permettre sa publication au service des Hypothèques.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 30 DEC. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles AS 60 (15 m²), AS 258 (430 m²) et
AS 259 (63 m²) Rue Bir Hakeim
Commune de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération 2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU les accords de M. et Mme PUY, les consorts TURNERET, M. et Mme BOYER, M. et Mme PANOS, M. et Mme KYPRAÏOS, M. BARRAL, Mme ESCAFFIT, M. et Mme BOUQUIER, pour céder les parcelles AS 60 (15 m²), AS 258 (430 m²) et AS 259 (63 m²) dont ils sont les propriétaires indivis, situées rue Bir Hakeim sur la commune de Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. et Mme PUY, les consorts TURNERET, M. et Mme BOYER, M. et Mme PANOS, M. et Mme KYPRAÏOS, M. BARRAL, Mme ESCAFFIT, M. et Mme BOUQUIER, ou toute personne s'y substituant, les parcelles AS 60 (15 m²), AS 258 (430 m²) et AS 259 (63 m²) dont ils sont les propriétaires indivis, situées rue Bir Hakeim sur la commune de Fabrègues en vue de leurs intégrations dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : Ces acquisitions sont consenties à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié, à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au transfert de propriété
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole - Bassin de
rétenion ' G ' (dit de l'arbre blanc) -
Commune de Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente, le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Grabels n° 076/28-09-2020 en date du 28 septembre 2020,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Grabels utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- **CONSIDERANT** que, d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la commune de Grabels des biens énumérés ci-dessous:

Equipements au titre de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²	N° inventaire	Valeur vénale portée à l'inventaire
Bassin de rétention « G » (dit de l'arbre blanc)	AR n° 98	5 824	TER/AR98	89 020.91€
	AR n° 99	5 893	TER/AR99	90 295.38€
	AR n° 156	806	Communication ultérieure	
	AT n° 50	250		
	AT n° 51	209		
	AT n° 56	6 673	TER/AT56	101 993.99€
	AT n° 60	6 272	TER/AT60	95 804.04€

Soit une contenance totale de 25 927m²

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8D0025AT
- RM986 - Construction d'une passerelle
pour le franchissement de la Mosson -
Avenant n°1
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public »,
- VU la décision n°MD2019-1279 du 30 décembre 2019 attribuant le marché n°M8D0025AT – RM986 Construction d'une passerelle pour le franchissement de la Mosson au groupement BUESA FRERES/METALU pour un montant estimatif de 208 493.10 € HT.

Considérant :

- qu'il est nécessaire de créer une passerelle pour le franchissement de la Mosson au PR 53+900 de la RD986 sur les communes de Lattes et de Villeneuve lès Maguelone,
- que la crise sanitaire du COVID a engendré des moyens humains et matériels supplémentaires,
- que le déplacement des dispositifs d'éclairage nécessite la création d'un réseau enterré;
- que la mise en protection des réseau HTA est nécessaire.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 du marché n°M8D0025AT – RM986 Construction d'une passerelle pour le franchissement de la Mosson avec une incidence financière de 13 271.18 € HT. Le montant total du marché initial était de 208 493.10 € HT. L'avenant n°1, porte le nouveau montant total du marché à 221 764.28 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

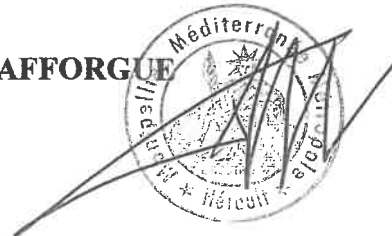
ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 08 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle MT 558 avenue du Père Soulas -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté de délégation de Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la SCI Père Soulas Kalelithos en date du 16 septembre 2020, pour céder la parcelle cadastrée MT 558, d'une superficie de 39 m², située avenue du Père Soulas sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette emprise nécessaire à l'élargissement du trottoir situé avenue du Père Soulas à Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI Père Soulas Kalelithos, ou toute société se substituant à elle, la parcelle cadastrée MT 558 d'une superficie de 39 m², afin d'élargir le trottoir situé avenue du Père Soulas à Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

17 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

17 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) avec la société Cogedim opération
sise 315 et 335 rue de la Croix des Rosiers
sur la commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 Juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière » ;

CONSIDÉRANT :

- le Pré Projet (PP) n°20M0022 déposé en date du 28/05/2020 par Cogedim sur une unité foncière d'environ 4 002 m², constituée par les parcelles cadastrées PS08, PS 09 et PS 10 ;
- le projet porté par Cogedim a pour objet la réalisation d'un projet d'environ 92 logements (dont 22 seront affectés au logement social) et un cabinet médical pour une surface de plancher totale de 5 550 m²;

- que la réalisation de ce programme de construction nécessite des travaux de requalification et d'aménagement de l'espace public.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de Projet Urbain Partenarial, sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et Cogedim, dont le projet est annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant de la participation exigible auprès de Cogedim s'élève à 398 693 € HT.

ARTICLE 3 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre d'application de la convention de PUP précitée est de 5 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

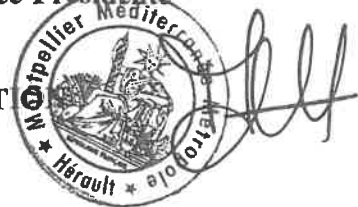
ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANT



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la résiliation de la
convention portant sur l'exercice du droit
de chasse consenti au bénéfice de la Société
de Chasse Calage, sur la commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU la convention en date 9 août 2012 et son avenant n° 1, par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a consenti à la Société de Chasse Calage, représentée par son Président Monsieur Patrick BROS, la possibilité d'exercer le droit de chasse sur une partie de ses propriétés, situées sur la commune de Montpellier lieudit « Valedeau »,
- **CONSIDERANT** que si la destruction de certaines espèces peut parfois s'avérer utile, la chasse de loisir ne répond pas à des critères scientifiques objectifs de gestion de la faune. En effet, si la faune sauvage doit être « gérée », cela doit se faire de façon scientifique, documentée, indépendante et transparente, dans le seul intérêt des espèces et de leurs équilibres,

- **CONSIDERANT** qu'une gestion efficace des populations d'animaux sauvages ne peut être convenablement assurée que par des agents assermentés de l'Etat, hautement qualifiés par une formation théorique et pratique leur donnant compétence à reconnaître les animaux qui devraient être abattus, sans souffrance, et mettre en œuvre des méthodes répulsives les éloignant des plantations agricoles,

- **CONSIDERANT** que l'exercice du droit de chasse tel qu'il est exercé actuellement ne permet pas de respecter les conditions précitées et qu'il convient donc de procéder à la résiliation de la convention précitée et de son avenant n° 1,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole décide de procéder à la résiliation de la convention relative à l'exercice du droit de chasse et de son avenant précités.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **23 DEC. 2020**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées TC 180 et TC 181 -
rue Robert Capa - rue de la Croix Verte -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, urbanismes et maîtrise foncière ;
- VU l'accord des Nouveaux Constructeurs en date du 22 octobre 2020, pour céder les parcelles cadastrées TC 180 et TC 181 d'une emprise respective de 147 et 1024 m² situées rue Robert Capa et rue de la Croix Verte à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir ces emprises en vue de l'élargissement du trottoir rue Robert Capa et de l'ouverture d'une liaison entre la rue Robert Capa et la rue de la Croix Verte sur Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès des Nouveaux Constructeurs, ou toute société se substituant, les parcelles cadastrées TC 180 et TC 181 d'une emprise respective de 147 et 1024 m², afin d'élargir le trottoir et créer un passage entre la rue Robert Capa et la rue de la Croix Verte sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain. Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la convention de mise à
disposition n° 34 19 0040 02 avec la
SAFER Occitanie - Ensemble de parcelles
sur les communes de Castelnau-le-Lez,
Lattes et Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention par lequel Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de la SAFER Occitanie, dont le siège est à CASTANET-TOLOSAN (31321), 10 Chemin de la Lacade Auzeville-Tolosane, BP 22125, un ensemble de parcelles situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier, tel que détaillé dans le tableau ci-dessous

DESIGNATION CADASTRALE

Commune de CASTELNAU-LE-LEZ : 1 ha 41 a 67 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	NR
LE GRES	AK	0028		34 a 71 ca	Landes	Landes
LE GRES	AK	0039		1 ha 06 a 96 ca	Terres	Terres

Commune de LATTES : 29 ha 53 a 12 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	NR
FIGUIERE	CA	0001		2 ha 24 a 18 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0006		1 ha 02 a 11 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0011		2 ha 41 a 75 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0022		1 ha 38 a 36 ca	Terres	Terres
FONT DE LA BANQUIERE	CB	0080		5 ha 11 a 07 ca	Terres	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0004		9 a 30 ca	Sols	Sols
MAS DE PORTAL	CC	0062		7 ha 17 a 78 ca	Terres	Terres
MAS DE PORTAL	CC	0064		8 ha 60 a 42 ca	Terres	Terres
MAS DU CHEVAL	CX	0031		1 ha 48 a 15 ca	Terres	Terres

Commune de MONTPELLIER : 42 ha 88 a 19 ca

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	NR
RASTOUBLE	RA	0004		84 a 85 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0005		62 a 00 ca	Vignes	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	A	90 a 40 ca	Vignes	Vignes
RASTOUBLE	RA	0008	B	55 a 21 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0011		7 a 32 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0012		1 ha 78 a 75 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0013		15 a 33 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0014		64 a 90 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0024		3 a 47 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0030		2 ha 04 a 76 ca	Terres	Terres
RASTOUBLE	RA	0031		81 a 56 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0027		64 a 90 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0030		72 a 81 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0048	J	23 ca	Vignes	Vignes
PONT TRINQUAT	SH	0048	K	1 ha 74 a 87 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0083		47 a 56 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0122		6 a 18 ca	Jardins	Jardins
PONT TRINQUAT	SH	0124		1 ha 30 93 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0126		34 a 04 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0128		27 a 16 ca	Terres	Terres
PONT TRINQUAT	SH	0130		31 a 49 ca	Terres	Terres
DU MAS DE BROUSSE	SM	0006		5 ha 18 a 30 ca	Terres	Vergers
DU MAS DE BROUSSE	SM	0007		81 a 37 ca	Vergers	Vergers
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0054		2 ha 20 a 89 ca	Vignes	Vignes
FONT DE LA BANQUIERE	SP	0087		4 ha 35 a 96 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0005		37 a 22 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0006		56 a 31 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0007		2 ha 77 a 25 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0008		70 a 77 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0013	A	27 a 79 ca	Vignes	Vignes

Lieu-dit	Section	N°	Sub.	Surface	N C	N R
LE TILLEUL	SR	0013	B	25 a 00 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0014	J	40 a 43 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0014	K	30 a 00 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0015		87 a 68 ca	Vignes	Vignes
LE TILLEUL	SR	0016		56 a 69 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	A	8 a 85 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0017	B	34 a 75 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0020		54 a 60 ca	Terres	Terres
LE TILLEUL	SR	0024		57 a 86 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0003		25 a 26 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0009		55 a 29 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0010		21 a 07 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	J	1 ha 93 a 52 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0019	K	60 a 51 ca	Vignes	Vignes
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0032		1 ha 21 a 58 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0034		49 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0042		6 a 05 ca	Terres	Terres
DOMAINE DE LA BANQUIERE	SS	0043		96 a 68 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0058		3 ha 69 a 61 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0060		1 ha 60 a 46 ca	Terres	Terres
TERRE DE BANQUIERE	ST	0076		22 a 68 ca	Terres	Terres

TOTAL SURFACE : 77 ha 88 a 43 ca

- **CONSIDERANT** que la mise en culture de ces terres permet d'une part, une valorisation patrimoniale entraînant la perception d'une redevance et, d'autre part, d'éviter tout risque d'occupation illicite,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole, en application des dispositions de l'article L 142-6 du Code Rural, met à disposition de la SAFER Occitanie, les parcelles listées ci-dessus, situées sur les communes de Castelnau-le-Lez, Lattes et Montpellier pour une surface totale de 77 ha 88 a 43 ca.

ARTICLE 2 : La convention de mise à disposition est consentie pour une durée d'une campagne, jusqu'au 31 octobre 2021.

ARTICLE 3 : La convention de mise à disposition est consentie moyennant une redevance annuelle de douze mille cent quarante-cinq euros (12 145€).

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

23 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un Emprunt de 10 millions d'euros auprès d'ARKEA

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires :
 - procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
 - à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des « Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes » ;

- VU l'offre établie par Arkéa en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure un contrat d'emprunt,

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition d'ARKEA répond correctement à la demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la banque ARKEA, dont le siège est situé Allée Louis Lichou – 29480 Le Relecq-Kerhuon, et l'adresse postale est située Immeuble Altaïr – 3 avenue d'Alphasis – CS 96856 – 35760 SAINT GRÉGOIR, un emprunt d'un montant total de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 30/09/2047 et s'amortira sur 25 ans à compter de la date de consolidation fixée au 30/09/2022.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Phase de mobilisation revolving

Montant :	10 000 000 €
Début :	Date de signature du contrat
Fin :	30/09/2022
Modalités de versement :	J pour une demande par fax ou @-mail avant 10 h
Modalités de remboursement :	J pour une demande par fax ou @-mail avant 11 h 30
Intérêts :	Moyenne mensuelle des Euribor 3 mois du mois en cours flooré à 0 + 0,70%
Capacité Revolving	Sur toute la durée de la phase de mobilisation

Phase de consolidation

Index monétaires :	Euribor 3 mois préfixé, flooré à 0
Marge :	0.56%
Durée	25 ans
Périodicité des échéances :	Trimestrielle
Profil d'amortissement :	linéaire
Typologie Gissler :	1A
Passage à taux fixe	Possible et sans pénalité.
Remboursement anticipé :	Possible à chaque date d'échéance, moyennant un préavis d'un mois et le paiement d'une indemnité limitée à 3% du capital remboursé par anticipation en taux monétaires, et d'une indemnité actuarielle en taux fixe
Commission d'engagement :	0.08 % du montant

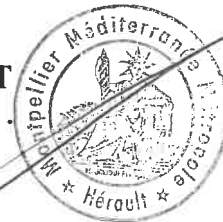
ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2020

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat+cg ARKEA 10 M€ - 2020.pdf
- 5.Demande verst ph de mob.pdf
- 6.Demande rbst ph de mob.pdf
- 7 Demande mise en amort.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un Emprunt de 10
millions d'euros auprès de la Caisse
d'Epargne Languedoc Roussillon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.

Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :

- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

- VU l'offre établie par la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon en réponse à la consultation bancaire de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de prêt ci-annexé,

- **CONSIDERANT** que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- **CONSIDERANT** qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse d'Epargne répond correctement à la demande,

DECIDE

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Caisse d'Epargne du Languedoc Roussillon, dont le siège est situé 254 rue Michel Teule, BP 7330, 34184 Montpellier Cedex 4, une convention de financement Flexilis avec phase de mobilisation.

ARTICLE 2 : Le montant de la convention s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'euros).

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

- Score Gissler : 1A
- Montant : 10 000 000 €,
- Durée de la phase de mobilisation : 2 ans, jusqu'au 30/12/2022.
- Durée totale maximale de consolidation : 25 ans

o Phase de Mobilisation (de la date de signature du prêt au 30/12/2022):

Pendant la phase de mobilisation, l'emprunteur peut demander la mise à disposition des fonds sous forme de tirage de mobilisation.

- Durée : jusqu'au 30/12/2022,
- Versement des fonds : à la demande de l'emprunteur, avec possibilité de dédit partielle,
- Montant minimum de versement : 100 000 Euros,
- Taux d'intérêt mensuel : Euribor 1 mois flooré à 0 assorti d'une marge de + 0.42%,

- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Périodicité des intérêts : mensuelle, payable trimestriellement
- Remboursement de l'encours en phase de mobilisation : possible à tout moment, sans indemnité
- Commission d'engagement : 0,10% du montant emprunté payable à la signature du contrat

o Phase de consolidation

La période d'amortissement du capital mobilisé débute lors de la mise en place de chaque emprunt long terme et au plus tard à la fin de la phase de mobilisation. Les emprunts long terme sont mis en place soit lors de la mise à disposition des fonds, soit par transformation des tirages de mobilisation. L'emprunteur en détermine le montant, la durée, la périodicité, le profil d'amortissement ainsi que l'index ou le taux qui lui est applicable parmi les index et taux ci-dessous.

- Durée maximale d'amortissement : 25 ans
- Taux indexés : ils seront constatés dans les conditions prévues au contrat

Durée initiale du tirage	Jusqu'à 20 ans	De 21 ans à 25 ans
Marge sur Euribor 1, 3, 6 ou 12 mois	0.50%	0.56%

- Taux fixe : Taux de swap emprunteur taux fixe contre Euribor + marge sur Euribor du contrat.
- Base de calcul des intérêts : en taux fixe : 30 / 360 jours ; en taux indexé : exact / 360
- Echéances d'amortissement du capital : en fonction des index, mensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle
- Mode d'amortissement : constant
- Remboursement anticipé : possible à chaque échéance pour tout ou partie du capital restant dû moyennant un préavis d'un mois
- Pénalités de remboursement anticipé :
 - Sur Euribor : aucune indemnité
 - Sur taux fixe : indemnité actuarielle
- Changement de taux d'intérêt : possible à chaque échéance sous réserve du paiement d'une indemnité actuarielle en cas d'arbitrage à partir d'un module taux fixe, et sans indemnité en cas d'arbitrage à partir des modules Euribor.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2020

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 04 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- FLEXILIS Classique_Contrat global.pdf
- FLEXILIS 4_Annexes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AO 161 chemin des Joncasses
commune de Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame GONZALES par courrier en date du 12 octobre 2020, pour céder la parcelle AO 161 d'une superficie de 73 m², aménagée en voirie, située chemin des Joncasses sur la commune de Cournonterral, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame GONZALES, la parcelle AO 161 d'une superficie de 73 m², aménagée en voirie, située chemin des Joncasses sur la commune de Cournonterral, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : - 4 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un Emprunt de
10 millions d'euros auprès du CREDIT
AGRICOLE CIB

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires :
 - procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT, dans le domaine des « Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes » ;

- VU l'offre établie en date du 9 octobre 2020 par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et le Crédit Agricole CIB en réponse à la consultation de Montpellier Méditerranée Métropole concernant le financement de ses dépenses d'investissement et le projet de contrat de Prêt ci-annexé,

CONSIDERANT :

- que pour financer les investissements de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de conclure une convention de financement,

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et du Crédit Agricole CIB répond correctement à la demande.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De contracter auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc dont le siège est situé avenue du Montpellieret – Maurin – 34 977 Lattes Cedex, et le Crédit Agricole CIB, dont le siège est situé 12 place des Etats-Unis - CS 70052 – 92 547 Montrouge Cedex un emprunt, avec phase de mobilisation, d'un montant total de 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros) dont les caractéristiques sont précisées dans les articles suivants.

ARTICLE 2 : Le prêt est consenti jusqu'au 07/09/2047 et s'amortira sur 25 ans à compter de la date de consolidation fixée au 07/09/2022.

ARTICLE 3 : Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes:

Objet :	Financement du programme d'investissements de la Métropole.
Prêteur :	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc
Domiciliataire :	Crédit Agricole CIB
Montant :	10 000 000 EUR (dix millions d'euros)
Date de Remboursement Final :	07/09/2047, soit 25 ans
Type d'amortissement :	Trimestriel linéaire
Frais de dossier :	0,10% du montant emprunté, soit 10 000 €
Commission de non utilisation :	Néant

Principes de fonctionnement du contrat

Période de mobilisation revolving :

- De la date de signature de la Convention jusqu'au 07/09/2022 (Date de Fin de Mobilisation)
- Encours mobilisable avec indexations EURIBOR 3 moyenne et sur EURIBOR 3 mois

Période d'Amortissement :

- Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation soit au 07/09/2022.
- Plusieurs tirages possibles
- Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
- Remboursements anticipés définitifs possibles sans indemnité sur taux variable avant tout changement de taux, avec remboursement obligatoire à une date d'échéance. Si indexation Taux Fixe ou alternatif et/ou après tout changement de taux sera calculée une indemnité de marché (type actuariel).

Indexations de taux disponibles

Index Monétaires Courants :

- EURIBOR 3 mois (flooré à 0.00%) préfixé augmenté d'une marge de 0.12% l'an

Index de Mobilisation :

- EURIBOR 3 mois (flooré à 0.00%) moyenné augmenté d'une marge de 0.12% l'an (disponible pendant la phase de mobilisation)

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
 - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « Taux Fixe Duo » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit :

$$\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \times (n1 / NBT)] + [T2 \times (n2 / NBT)]$$

où :

- n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
- n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
- NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2020

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PROJET - CREDIT AGRICOLE CIB

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
plusieurs emprises Lieux dits - Pont du
Mas Rouge, le Golf et l'Orée du Bois
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'utilité publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet ;
- VU la promesse de vente signée le 1^{er} septembre 2020 par Monsieur Erick GAY, représentant MASSANE LOISIRS SAS, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole les parcelles BA 32, BA 34 – BB 200 – BE 192 et BE 194 ;
- VU les estimations de France Domaines n°2017-022 V 1244 unité foncière 100 et UF 110 du 6 octobre 2017 et n°2017-022 V 1358 Unité foncière 190 en date du 9 octobre 2017 ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de MASSANE LOISIRS SAS ou tout autre société s'y substituant, les parcelles BA 32- BA 34 – BB 200 – BE 192 et BE 194 d'une superficie respective de 238 m², 1844 m², 7 m², 81 m², et 93 m² situées sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 3894 euros décomposé comme suit : une indemnité principale 3244,90 euros, une indemnité de réemploi 648,98 euros soit un montant total de 3 893,88 euros arrondi à 3894 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 124 m² -
ZAC Garosud Extension - "Mas de
Tandon" - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- **VU** la demande de la SERM qui souhaite régulariser l'emprise d'un lot par l'acquisition d'un terrain non cadastré d'une superficie de 124 m², situé au lieu-dit « Mas de Tandon » dans la ZAC Garosud Extension sur la commune de Montpellier ;
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public, et de prononcer le déclassement de cette emprise de 124 m², avant de pouvoir la céder ;
- **CONSIDÉRANT** que ce terrain n'est pas affecté à l'usage public ;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette emprise et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation du domaine public d'une emprise d'une superficie de 124 m² située au lieu-dit « Mas de Tandon » dans la ZAC Garosud Extension sur la commune de Montpellier qui n'est pas affectée à l'usage du public.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public de cette emprise et l'intègre à son domaine privé.

ARTICLE 3 : Les services du cadastre sont sollicités pour procéder au numérotage cadastral de l'emprise, qui est désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 07 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 08 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation précaire des
parcelles cadastrées DO n°38 et 137, sises
commune de Montpellier- Avenue du
Docteur Fourcade**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la demande de location formulée par Monsieur Abdelmoumen MSSAATE gérant de la société TTPR services reçue à l'Hôtel de la Métropole le 10 avril 2020 ;
- VU le projet de convention d'occupation précaire portant sur les parcelles cadastrées DO 38 et 137 sises commune de Montpellier, avenue du Docteur Fourcade et appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de 35 mois, consenti à titre onéreux au profit de Monsieur Abdelmoumen MSSAATE gérant de la société TTPR services ;

- **CONSIDERANT** que l'occupation précaire des parcelles précitées pour une durée de 35 mois assure une présence sur site évitant ainsi le risque d'occupation illicite ;

-**CONSIDERANT** que les travaux d'aménagement envisagés sur ces parcelles n'interviendront pas avant cette période de 35 mois ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation précaire est passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société TTPR, représentée par Monsieur Abdelmoumen MSSAATE, en qualité de gérant, pour une durée de 35 mois sur les cadastrées DO 38 et 137 sises commune de Montpellier appartenant à Montpellier méditerranée Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2021.

ARTICLE 2 : Cette convention est consentie et acceptée moyennant une redevance annuelle de 11 000 €.

ARTICLE 3 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 907.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçue délégation est autorisée à signer la convention d'occupation précaire visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **23 DEC. 2020**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : **28 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée BB 202 - Lieudit le Golf
Commune de Baillargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **VU** l'arrêté préfectoral n°2018-I-015 du 10 janvier 2018 déclarant d'Utilité Publique le recalibrage et l'aménagement de cheminements doux sur les communes de Mauguio, Mudaison et Baillargues ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-1375 du 4 décembre 2018 déclarant cessibles les immeubles bâtis ou non bâtis situés sur la commune de Baillargues et nécessaires au projet ;
- VU la promesse de vente signée le 1^{er} septembre 2020 par Monsieur Erick GAY, représentant la SCI MASSANE, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle BB 202 ;
- VU l'estimations des domaines n°2017-022 V 1244 unité foncière 100 et UF 110 du 6 octobre 2017 ;

CONSIDERANT la nécessité de recalibrer la route métropolitaine 26 et d'aménager en bordure un cheminement doux reliant Mauguio à Baillargues ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI MASSANE ou tout autre société s'y substituant, la parcelle BB 202 d'une superficie 640 m² située sur la commune de Baillargues, en vue du recalibrage de la route reliant Mauguio à Baillargues et de l'aménagement d'un cheminement doux.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 730 euros décomposé comme suit : une indemnité principale 608 euros, une indemnité de réemploi 121.60 euros soit un total de 729.60 euros arrondi à 730 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision complémentaire relative à un
échange foncier avec la commune de
Baillargues - Pôle d'Echange Multimodal -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la Décision n°MD2019-861 du 2 octobre 2019 ;
- VU la nécessité de régulariser la situation foncière d'une parcelle appartenant à la Métropole à la suite de la réalisation des travaux concernant le Pôle d'Echange Multimodal de Baillargues et à la suppression du passage à niveau n° 31, parcelle omise dans la décision citée ci-dessus ;

- VU les estimations de France Domaine n° 2019-022V0018 en date du 11 janvier 2019 et n°2019-022V0958 en date du 16 juillet 2019 ;

- **CONSIDERANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver cette parcelle à l'issue de la réalisation des travaux d'aménagement du pôle d'échange multimodal de Baillargues ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la commune de Baillargues, la parcelle BE 222 d'une superficie de 82 m².

ARTICLE 2 : La cession sera réalisée à l'euro symbolique conformément à la décision d'échange n°MD2019-861 du 2 octobre 2019, cette parcelle ayant été omise dans le tableau récapitulatif.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise la commune de Baillargues à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme sur ses parcelles, dans l'attente de la signature de l'acte définitif.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **- 4 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BM 174 rue Pasteur Commune de
Saint-Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;**
- **VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;**
- **VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;**
- **VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;**
- **VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,**
- **VU l'accord de la SARL LV PROMOTION, par courrier en date du 26 octobre 2020, pour céder la parcelle BM 174 d'une superficie de 53 m², aménagée en voirie, située rue Pasteur sur la Commune de Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,**

- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL LV PROMOTION ou toute autre société s'y substituant, la parcelle BM 174 d'une superficie de 53 m², aménagée en voirie, située rue Pasteur sur la Commune de Saint-Jean de Védas, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : - 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : - 4 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°6 à la
convention d'occupation du domaine
public conclue entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
FRUITION SCIENCES pour une
réduction de la surface de ses locaux au
sein du bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique et numérique »;
- VU la délibération du Conseil n°2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2020 au sein du bâtiment MIBI;
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} juillet 2013 passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise FRUITION SCIENCES pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI, modifiée par avenants dont le dernier est en date du 1^{er} juillet 2019;
- **CONSIDERANT :**
 - que l'entreprise FRUITION SCIENCES a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a réservé une suite favorable à cette demande;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société FRUITION SCIENCES pour la restitution du module B2.3 d'une surface de 29,20 m² situé au deuxième étage du bâtiment MIBI afin d'organiser ses activités selon les nouvelles normes sanitaires.

ARTICLE 2 : A compter de la signature de cet avenant, la surface occupée par la société FRUITION SCIENCES passe de 107,30 m² à 78,10 m².

ARTICLE 3 : La durée d'occupation de la nouvelle surface (78,10 m²) est consentie jusqu'au terme de la prorogation de la convention d'occupation initiale fixé au 30 juin 2022.

ARTICLE 4 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société FRUITION SCIENCES est de 1093,40 €, conformément au tarif applicable approuvé par la délibération n°D2019-777 du Conseil de Métropole en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 5 : La recette résultant de la présente convention d'occupation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 6 : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent avenant.

Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSÉ



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Marketing Réseaux et Animation

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0B0069DE "Rédaction et réalisation
d'interviews filmés, réalisation
d'illustrations de supports de
communication et réalisation
d'infographies" Lots 1 et 2 - Attribution.
Le lot 3 a été déclaré infructueux.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement Économique et Numérique » ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- Considérant :

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande sous la forme de 3 lots pour une durée de 12 mois non reconductible.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Pour le LOT 1

- prix 40%

- valeur technique au regard du mémoire remis 60% :

- De la connaissance de l'environnement économique local et des secteurs technologiques ciblés (15 %)
- Des moyens techniques pour la réalisation des interviews filmés (15 %)
- Des savoir-faire et références fournis en différenciant la technique de rédaction web et la communication papier, dont 5% seront attribués à la rédaction de l'article test pour le web (20 %)
- Des capacités humaines et techniques des candidats à respecter les délais d'exécution (10 %)

Pour le LOT 2

- prix 40%

- valeur technique au regard du mémoire remis 60% :

- Des savoir-faire et références fournis (35%)
- Des moyens techniques dédiés à la mission (15 %)
- Des capacités humaines et techniques des candidats à respecter les délais d'exécution (10 %)

Pour le LOT 3

- prix 40%

- valeur technique au regard du mémoire remis 60% :

- Des savoir-faire et références fournis (35%)
- Des moyens techniques dédiés à la mission (15 %)
- Des capacités humaines et techniques des candidats à respecter les délais d'exécution (10 %)

- qu'après analyse,
pour le lot 1, l'entreprise SAS Le Mas Média 29, rue de la Croix 34080 Montpellier et
pour le lot 2, l'illustrateur Christophe Coudouy, 16 rue des Étuves 34000 Montpellier, présentent les
offres économiquement les plus avantageuses.

Concernant le lot 3, il est déclaré infructueux.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord cadre Rédaction et réalisation d'interviews filmés, réalisation d'illustration de supports de communication et réalisation d'infographies à l'entreprise Mas Média pour le lot 1 pour un montant maximum de 25 000€ HT et à l'illustrateur Christophe Coudouy pour le lot 2 pour un montant maximum de 18 000 € HT ;

L'accord cadre prendra effet à compter de sa notification pour les lots 1 et 2. Sa durée est de 12 mois non reconductible pour les lots 1 et 2

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE SIGNE.pdf
- RAO SIGNE-v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AO 88 chemin des Joncasses -
Commune de Cournonterral**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté du 6 août 2020 portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de Monsieur MARTIN par courrier en date du 14 octobre 2020, pour céder la parcelle AO 88 d'une superficie de 355 m², aménagée en voirie, située 9 chemin des Joncasses sur la commune de Cournonterral, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur MARTIN ou toute autre personne s'y substituant, la parcelle AO 88 d'une superficie de 355 m², aménagée en voirie, située chemin des Joncasses sur la commune de Cournonterral, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la conclusion d'avenants
aux marchés de travaux pour la
construction du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;

- VU la décision n°2019-053 attribuant le lot n°01 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Colas – St Jean de Védas, pour un montant de 595 660,80 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-053 attribuant le lot n°06B du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Laclau - Béziers, pour un montant de 235 088 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-073 attribuant le lot n°7 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise SBPR - Béziers, pour un montant de 279 880 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-073 attribuant le lot n°22 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise VIDELIO – Gennevilliers, pour un montant de 504 283 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-1113 attribuant le lot n°06A du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Gargini - Nîmes, pour un montant de 474 434,90 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-511 attribuant le lot n°10 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise EP3 - Marsillargues, pour un montant de 799 803 euros HT et pour une durée de 20 mois ;
- VU la décision n°2019-511 attribuant le lot n°11 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional à l'entreprise Cortina - Montpellier, pour un montant de 871 000 euros HT et pour une durée de 20 mois ;

Considérant :

- que des travaux supplémentaires sont rendus nécessaires pour le bon déroulement du chantier de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional.

DÉCIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants aux marchés de travaux de réalisation du conservatoire à rayonnement régional avec :

- l'entreprise Colas – lot 1 : montant 69 531,09 € HT portant le nouveau montant du marché à 665 191,89 € HT ;
- l'entreprise Gargini – lot 06A : montant 2 154,87 € HT portant le nouveau montant du marché à 476 589,77 € HT ;
- l'entreprise Laclau – lot 06B : montant 1 878 € HT portant le nouveau montant du marché à 236 966 € HT ;
- l'entreprise SBPR – lot 07 : montant 30 205 € HT portant le nouveau montant du marché à 310 085 € HT ;
- l'entreprise EP3 – lot 10 : montant 81 212,27 € HT portant le nouveau montant du marché à 881 015,27 € HT ;
- l'entreprise Cortina – lot 11 : montant 77 767,50 € HT portant le nouveau montant du marché à 946 427,50 € HT ;
- l'entreprise Videlio – lot 22 : montant 90 870,18 € HT portant le nouveau montant du marché à 595 153,18 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

09 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 09 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant COLAS signé.pdf
- Avenant CORTINA signé.pdf
- Avenant EP3 signé.pdf
- Avenant GARGINI signé.pdf
- Avenant LACLAU signé.pdf
- Avenant SBPR signé.pdf
- Avenant VIDELIO signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la vente de la parcelle
AY 258 route de Mende - Projet ATRIUM -
commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision MD 2019-082 en date du 4 février 2019 relative à la désaffectation définitive d'une emprise de 472 m² route de Mende, angle avenue Val de Montferrand sur la commune de Montpellier ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2019-I-668 en date du 5 juin 2019 autorisant l'acquisition par l'Etat de la parcelle AY 258 sur la commune de Montpellier dans le cadre du projet ATRIUM Learning Center ;

- VU l'avis de France Domaine en date du 30 juin 2020, réf. 2019 - 172V0373 validant la cession à l'euro symbolique ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de vendre la parcelle AY 258 de 472 m² à l'Etat, préalablement désaffectée et déclassée du domaine public, afin de permettre la construction de l'ATRIUM dans le cadre de l'opération CAMPUS ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à l'Etat la parcelle AY 258 d'une superficie de 472 m² route de Mende à Montpellier, dans le cadre de l'opération CAMPUS.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique conformément à l'avis de France Domaines en date du 30 juin 2020.

ARTICLE 3 : Montpellier Méditerranée Métropole consent une autorisation de prise de jouissance immédiate, afin de ne pas retarder les travaux de construction.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AA 276 - Chemin du Roudourel -
Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de Monsieur Jean Marc AUNAY en date du 14 septembre 2020 pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle AA 276 d'une superficie de 110 m²,
- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise de 110 m² aménagée en trottoir, située devant la clôture de la propriété privée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur AUNAY, la parcelle AA 276 d'une superficie de 110 m², située chemin du Roudourel sur la commune de Cournonsec, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en trottoir.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien, à savoir un trottoir.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0142EP
de détection, géo-référencement et
cartographie du réseau d'éclairage public
de la Métropole -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et à l'Espace Public » ;

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de prévoir un marché de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public de la Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40%
- ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60%

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 10 novembre 2020 a classé les offres et choisi le groupement d'entreprise ODM-PAGES TIP sise 103 rue Jean-Baptiste Calvignac 34670 Baillargues présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0142EP de détection, géo-référencement et cartographie du réseau d'éclairage public au groupement d'entreprises ODM-PAGES TIP sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois.

Le marché prendra effet à compter de sa notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

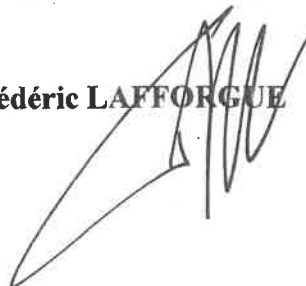
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M0B0058EP
d'utilisation et de Maintenance d'un
logiciel de gestion des arrêtés de circulation
et de stationnement - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la Commande Publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voiries et à l'Espace Public » ;
- **CONSIDERANT** :
 - qu'il est nécessaire d'équiper la Métropole d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché à tranches pour une durée de 14 mois toutes tranches confondues suivie d'une période de garantie de 2 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations – 30%
 - ° Valeur technique – 70%

- qu'après analyse, l'Entreprise SOGELINK sise 131 chemin du Bac à Traille – Les Portes du Rhône – 69647 Caluire et Cuire présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M0B0058EP relatif à l'utilisation et à la maintenance d'un logiciel de gestion des arrêtés de circulation et de stationnement à l'entreprise SOGELINK, pour un montant global et forfaitaire de 53 400€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 14 mois toutes tranches confondues suivie d'une période de garantie de 2 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2020 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **30 DEC. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : **31 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0140EP
d'entretien et de maintenance des
installations d'éclairage public de la
Métropole - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de prévoir un marché d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre alloti en 8 lots géographiques à bons de commande mono-attributaire sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40%
- ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60%

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 24 novembre 2020 a classé les offres et choisi :

- L'entreprise CITELUM sise ZA des Clashes 1A impasse des Lauriers à Poussan présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 1 Pôle Plaine Ouest ;
- Le groupement d'entreprises BOUYGUES ENERGIE SERVICES-SERPOLLET-CESML sis 120 rue Georges Onslow à Montpellier présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 Pôle Piémonts et Garrigues ;
- L'entreprise CITELUM sise ZA des Clashes 1A impasse des Lauriers à Poussan présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3 Pôle Vallée du Lez ;
- L'entreprise INEO sise 1252 avenue de l'Aigoual à Millau présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 4 Pôle Cadoule et Bérange ;
- L'entreprise CITELUM sise ZA des Clashes 1A impasse des Lauriers à Poussan présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 5 Pôle Littoral ;
- Le groupement d'entreprises CITEOS-SPIE CITYNETWORKS sis 242 avenue du Progrès 34820 Teyran présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 6 Pôle Montpellier Quartiers Centre ;
- Le groupement d'entreprises SPIE CITYNETWORKS-CITEOS sis Parc d'Activités Marcel Dassault 170 rue Henri Farman à Saint-Jean-de-Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 7 Pôle Montpellier Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent ;
- Le groupement d'entreprises SPIE CITYNETWORKS-CITEOS sis Parc d'Activités Marcel Dassault 170 rue Henri Farman à Saint-Jean-de-Védas présentant l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 8 Pôle Montpellier Quartiers Cévennes, Mosson et Hôpitaux-Facultés ;

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0140EP d'entretien et de maintenance des installations d'éclairage public de la Métropole aux entreprises suivantes :

- Entreprise CITELUM sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 1 Pôle Plaine Ouest ;
- Groupement d'entreprises BES-SERPOLLET-CESML sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 2 Pôle Piémonts et Garrigues ;
- Entreprise CITELUM sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 3 Pôle Vallée du Lez ;
- Entreprise INEO sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 4 Pôle Cadoule et Bérange ;

- Entreprise CITELUM sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 5 Pôle Littoral ;
- Groupement d'entreprises CITEOS-SPIE CITYNETWORKS sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 6 Pôle Montpellier Quartiers Centre ;
- Groupement d'entreprises SPIE CITYNETWORKS-CITEOS sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 7 Pôle Montpellier Quartiers Port Marianne, Près d'Arènes et Croix d'Argent ;
- Groupement d'entreprises SPIE CITYNETWORKS-CITEOS sur la base d'un accord cadre sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois pour le lot 8 Pôle Montpellier Quartiers Cévennes, Mosson et Hôpitaux-Facultés.

Les marchés prendront effet à compter de leur notification.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 31 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 31 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0084AT
- Entretien et d'aménagement des espaces
verts sur le territoire de Montpellier
Méditerranée Métropole - Lots 1 et 2 -
Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération du Conseil du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de prévoir un marché d'entretien et d'aménagement des espaces verts sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2124-2, R2124-2 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires alloti en 2 lots géographiques sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois par période de 6 mois. La durée maximale du contrat toutes périodes confondues, est de 1 an et 18 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 60%
- ° Valeur technique au regard de la note méthodologique pour la réalisation des prestations pour chaque « étude de cas » – 40%

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 10 novembre 2020 a classé les offres et choisi les multi-attributaires suivants présentant les offres économiquement les plus avantageuses:

- Lot 1 Pôle territorial de Montpellier, pôle Piémonts Garrigues et pôle Plaine Ouest :
 - SARIVIERE sise avenue Paysagère de Maurin 34970 Lattes ;
 - CMEVE sise chemin des Canaux Lieu-dit Gara de Paille 30230 Bouillargues ;
 - CIEL VERT sise chemin des Ecoliers Vauguières le Haut 34130 Mauguio.
- Lot 2 Pôles Vallée du Lez, Cadoule et Bérange et Littoral :
 - CIEL VERT sise chemin des Ecoliers Vauguières le Haut 34130 Mauguio ;
 - SARIVIERE sise avenue Paysagère de Maurin 34970 Lattes ;
 - CMEVE sise chemin des Canaux Lieu-dit Gara de Paille 30230 Bouillargues.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9D0084AT d'entretien et d'aménagement des espaces verts sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole aux entreprises suivantes :

- Lot 1 Pôle territorial de Montpellier, pôle Piémonts Garrigues et pôle Plaine Ouest : SARIVIERE, CMEVE et CIEL VERT sur la base d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois par période de 6 mois ;
- Lot 2 Pôles Vallée du Lez, Cadoule et Bérange et Littoral : CIEL VERT, SARIVIERE et CMEVE sur la base d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires sans minimum ni maximum et d'une durée de 1 an renouvelable 3 fois par période de 6 mois.

Les marchés prendront effet à compter de leur notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M0B0077DS - Prestation de lutte contre les
nuisibles dans les établissements sportifs,
administratifs, culturels et sites de collecte
de Montpellier Méditerranée Métropole -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU le code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

CONSIDÉRANT :

- la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer des prestations de lutte contre les nuisibles dans les établissements sportifs, administratifs, culturels et sites de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole,
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaire (3 titulaires maximum) à bons de commande sans minimum et avec maximum, passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, pour une durée initiale d'un an (deux reconductions tacites d'un an),
- que cet accord-cadre sera exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande, conformément à l'article R. 2162-3 du code de la commande publique,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - la valeur technique (60%),
 - le prix des prestations (40%),
- qu'après analyse, la société Service Entretien Méditerranée, sise 359, rue Charles Nungesser, à Manguio (34130), présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre n° M0B0077DS « Prestation de lutte contre les nuisibles dans les établissements sportifs, administratifs, culturels et sites de collecte de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société Service Entretien Méditerranée, sans minimum et avec maximum annuel de 28 000,00 € H.T.
L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification, pour une durée initiale d'un an (deux reconductions tacites d'un an).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **31 DEC. 2020**
Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : **31 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **31 DEC. 2020**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'instauration d'une
restriction du droit de disposer Obligation
Propter Rem - Impasse des Dahlias -
Commune de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** le protocole d'accord signé par la société H2IMMOS sur la constitution d'une obligation Propter Rem - restriction au droit de disposer sur sa propriété cadastrée AS 107, pour permettre la continuité du cheminement piéton le long de l'impasse des Dahlias à Castelnau-le-Lez ;
- **CONSIDERANT** que cette convention, doit faire l'objet d'un acte à publier aux Hypothèques, pour garantir dans le temps, le maintien du passage piéton le long de l'impasse des Dahlias ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole bénéficie d'une restriction au droit de disposer consentie par la société H2IMMOS ou toute autre société s'y substituant, sur le cheminement piétonnier traversant sa propriété cadastrée AS 107 située 117 impasse des Dahlias à Castelnau-le-Lez, pour permettre le passage des piétons.

ARTICLE 2 : La restriction au droit de disposer est consentie à titre gratuit, et sans limitation de durée.

ARTICLE 3 : La restriction au droit de disposer sera rédigée par l'étude notariale FOCH, notaire à Montpellier, qui se chargera de sa publication aux Hypothèques.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION OBLIGATION PROTER REM H2IMMOS-3M PDF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
POLIGMA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises CAP OMEGA,

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 19 décembre 2016, passée entre la Métropole et la société POLIGMA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 18 décembre 2019,
- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 4 novembre 2020,
- **CONSIDERANT** que l'incertitude économique provoquée par la crise sanitaire du Covid-19 engendre un manque de visibilité quant à l'évolution à court terme trop important pour permettre à l'entreprise d'envisager une sortie de pépinière à ce jour, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société POLIGMA a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société POLIGMA pour une période de douze mois à compter du 1^{er} décembre 2020 et jusqu'au 30 novembre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société POLIGMA pour la surface de 29,76 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Omega s'élève à 448,78 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n° M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4: Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition de 10 bus
fonctionnant au Gaz Naturel pour Véhicule
(GNV) auprès de la centrale d'achats de
l'UGAP**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine des « Transports et des Mobilités actives » ;

- VU la décision n° MD2018-094 du 26 mars 2018 relative au partenariat conclu avec l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) dans le domaine des véhicules qui permet de recourir à cette centrale d'achats, qui a elle-même procédé à la consultation de fournisseurs de véhicules et d'équipements par voie d'appel d'offres, dans le respect du code des marchés publics ;

CONSIDERANT :

- que pour l'année 2021, le programme d'investissements pour l'exploitation du service des transports publics comprend l'acquisition de 10 bus GNV (Gaz Naturel pour Véhicule) ;
- que dans la continuité du parc de véhicules actuels, les bus seront à motorisation GNV, qu'ils seront équipés pour les personnes à mobilité réduite avec des planchers surbaissés, des palettes rétractables, de l'information sonore et visuelle pour les voyageurs et que ces bus seront conformes à la norme Euro 6, norme européenne limitant les émissions et applicable depuis le 1er janvier 2014 pour les poids lourds.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver la commande de 10 bus urbains au GNV à l'UGAP pour un montant maximum de 2 900 000 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 21.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer cette commande, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRACHET



Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4376CO16 -
Impression, Livraison et diffusion des
magazines pour Montpellier Méditerranée
Métropole et la ville de Montpellier - Lots
1, 2 et 3 - Avenants n°1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°13806 attribuant :
 - le lot n°1 - Impression du marché 4376CO16 Impression, livraison et diffusion des magazines institutionnels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier - à l'entreprise CHIRRIPO, pour seuil annuel minimum de 300 000 € H.T. et un seuil annuel maximum de 1 200 000 € H.T., pour une durée de 1 an (renouvelable trois fois).

- le lot n°2 - Distribution du marché 4376CO16 Impression, livraison et diffusion des magazines institutionnels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier - à l'entreprise LA POSTE, pour un seuil annuel minimum de 100 000 € H.T. et un seuil annuel maximum de 400 000 € H.T., pour une durée de 1 an (renouvelable trois fois).
- le lot n°3 - Maquette du marché 4376CO16 Impression, livraison et diffusion des magazines institutionnels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier - à l'entreprise SCOOP COMMUNICATION, pour un seuil annuel minimum de 20 000 € H.T. et un seuil annuel maximum de 80 000 € H.T., pour une durée de 1 an (renouvelable trois fois).

- VU la décision n°D2017-98 autorisant la signature de l'avenant n°1 pour le marché du lot n°2 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une réorganisation interne a retardé la poursuite du projet de refonte des magazines institutionnels. Il est donc nécessaire de proposer une prolongation pour permettre la parution des magazines actuels pour le mois de février 2021 en attendant le magazine unique pour lequel une consultation est en cours.

- que les 3 lots de l'accord-cadre ont été notifiés le 17/01/2017 pour une durée de 1 an, renouvelable trois fois, leur échéance est donc fixée au 16/01/2021.

Les présents avenants pour chacun des lots ont pour objet de prolonger la durée de chaque lot d'une durée de 1 mois, portant ainsi leur date de fin au **16/02/2021**.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Impression, livraison et diffusion des magazines institutionnels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier Lot 1 – Impression avec l'entreprise CHIRRIPO, avenant n°1 sans incidence financière sur le montant maximum du lot.

ARTICLE 2 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Impression, livraison et diffusion des magazines institutionnels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier Lot 2 – Distribution avec l'entreprise LA POSTE, avenant n°2 sans incidence financière sur le montant maximum du lot.

ARTICLE 3 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché Impression, livraison et diffusion des magazines institutionnels de Montpellier Méditerranée Métropole et de la ville de Montpellier Lot 3 – Maquette avec l'entreprise SCOOP COMMUNICATION, avenant n°1 sans incidence financière sur le montant maximum du lot.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 Lot 1 CHIRRIPO 4376C016 signature titulaire.pdf
- Avenant 1 Lot 3 SCOOP 4376C016 signature titulaire.pdf
- Avenant 2 Lot 2 LA POSTE 4376C016 signature titulaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M9D0128DS - Achat d'espaces
publicitaires et d'actions de
communication pour le développement des
sports extrêmes - E-FISE Montpellier 2020
- Avenant n° 2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF délégué aux Politiques sportives ;

- VU la décision n° MD2020-439 en date du 11 juin 2020 attribuant le marché n° M9D0128DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – E-FISE Montpellier 2020 » à la société Hurricane Action Sports, pour un montant forfaitaire de 120 000,00 euros HT ;

- VU la décision n° MD2020-764 en date du 25 septembre 2020 autorisant la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M9D0128DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – E-FISE Montpellier 2020 » avec la société Hurricane Action Sports, qui prolonge le marché jusqu'au 20 novembre 2020, et augmente le prix global et forfaitaire du marché de 51 000,00 € HT, soit une augmentation de 42,50% ;

- Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence sportive, contribue à l'organisation de manifestations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de son territoire ;

- la nécessité d'associer l'image de Montpellier Méditerranée Métropole à la première édition virtuelle du Festival international des sports extrêmes de Montpellier (E-FISE Montpellier) ;

- qu'une prolongation de la compétition est envisagée jusqu'au 20 décembre 2020 dans le cadre d'une ultime étape dénommée « E-FISE Montpellier Battle Of The Nations », dans laquelle s'affrontent les meilleurs riders de 46 pays ;

- que la société Hurricane Action Sports, sise 3, rue Christian André-Benoit, à Baillargues (34670), est l'agence de communication spécialisée dans l'organisation d'événements sportifs dans le domaine des sports extrêmes qui dispose de l'exclusivité de l'organisation du Festival international des sports extrêmes de Montpellier ;

- que dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite modifier le marché initial passé avec la société Hurricane Action Sports pour prolonger son partenariat événementiel sous forme de prestations de services dans le cadre de l'édition 2020 du E-FISE ;

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché n° M9D0128DS « Achat d'espaces publicitaires et d'actions de communication pour le développement des sports extrêmes – E-FISE Montpellier 2020 » avec la société Hurricane Action Sports, qui prolonge le marché jusqu'au 20 décembre 2020. L'avenant n'a pas d'incidence financière sur le montant du marché public.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M0B0063DC de conception et réalisation
d'un programme audiovisuel immersif
muséographique

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique » ;
- **Considérant :**
 - que la mise en œuvre d'un programme audiovisuel immersif muséographique est nécessaire pour la valorisation des collections permanentes du musée Fabre à travers son histoire et son évolution architecturale du XVII^{ème} siècle à nos jours ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix mixtes pour une durée de 12 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard des réponses apportées dans le mémoire technique : 35%
 - ° Qualité de l'édition éditoriale et esthétique au vu de la note d'intention éditoriale et de la maquette transmise : 35%
 - ° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire (D.P.G.F) et du détail quantitatif estimatif (D.Q.E) pour les prestations ponctuelles: 30%
- qu'après analyse, l'entreprise OPIXIDO sise 42 rue Alexandre Dumas, 75011 Paris présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de Conception et réalisation d'un programme audiovisuel immersif muséographique à l'entreprise OPIXIDO, pour un montant forfaitaire de 40 800,00 € HT. Les prestations faisant l'objet de bons de commande sont sans minimum et avec un maximum de 10 000 € HT pour la durée totale du marché.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le Budget Principal, chapitre 933, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO



Publiée le : 02 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°G9D0029MG - Prestations de
maintenance préventive et corrective des
équipements ascenseurs - Avenant n°1 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un marché n°G9D0029MG de « Prestations de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs » pour un montant forfaitaire de 211 967,01 € HT, attribué à la société OTIS, sise ZAC de Tournezy, 164 rue Maurice Le Boucher, 34070 Montpellier ;

- que le parking Vicarello, situé rue de la Crouzette, 34 170 Castelnau-le-Lez, dispose d'un ascenseur qui figure dans la liste de l'annexe 1 du CCTP du marché n°G9D0029MG ;

- que la gestion du parking Vicarello est confiée à un autre prestataire à partir du 1er janvier 2021 et qu'il convient par la signature d'un avenant n°1 de retirer ledit parking de la liste de l'annexe 1 du CCTP ;

- que l'avenant n°1 a une incidence financière sur le montant forfaitaire de l'accord-cadre avec une moins-value de 2 541,74 € HT, le nouveau montant total pour la partie forfaitaire passant à 209 425,27 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°G9D0029MG « Prestation de Maintenance préventive et corrective des équipements ascenseurs » avec la société OTIS, titulaire du marché.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 supprime la ligne de l'annexe 1 du CCTP concernant le parking Vicarello situé rue de la Crouzette, 34170 Castelnau-le-Lez, avec pour incidence financière une moins-value de 2 541,74 € HT, le nouveau montant total pour la partie forfaitaire du marché est de 209 425,27 € HT.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant visé à l'article 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 1 signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'emprises
de voiries - Lotissement les Terres Rouges -
Commune de Saint-Georges d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les accords de tous les propriétaires donnés par procurations, pour céder les parcelles AO 27, AO 157, AO 173, AO 224, AO 228, AO 229, AO 231, AO 232, AO 236, d'une superficie totale de 4335 m², aménagées en voirie et intégrées dans le lotissement les Terres Rouges sur la commune de Saint-Georges d'Orques, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès M. et Mme ZAKIETA, Mme GIL, M. et Mme LEBLANC, M. et Mme SEGURA, M. et Mme MOURGUES, M. et Mme FICHET, M. et Mme ROCHET, M. et Mme LAFFONT, M. et Mme BONNEFOUS, la société SCI BONNEFOUS, M. et Mme MAILLE, M. et Mme BRESSON, Mme BRESSOL, Mme DEY, M. et Mme DENAUX, Mme MARTY, Mme PHOCAS, M. et Mme BEZEL, M. et Mme SERRE, M. et Mme SANIER, ou toute autre personne s'y substituant, les parcelles AO 27, AO 157, AO 173, AO 224, AO 228, AO 229, AO 231, AO 232, AO 236, d'une superficie totale de 4335 m², aménagées en voirie et intégrées dans le lotissement les Terres Rouges sur la commune de Saint-Georges d'Orques, en vue de leur intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature des biens transférés. Les parcelles acquises seront intégrées au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4678AT17 -
Réaménagement de la rue des Jasses et
amélioration de l'inondabilité du secteur
des Jasses sur la commune de Saint Jean
de Védas - Avenants - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°MD2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Frédéric LAFFORGUE en qualité de vice-président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans le domaine de « la Voirie et l'Espace Public » ;

- VU la décision n°D2017-1017 du 22 décembre 2017 attribuant le marché n°4678AT17 – Réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur des Jasses sur la commune de Saint Jean de Védas aux entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie - EIFFAGE TRAVAUX MEDITERRANEE.
- Lot 2 Réseaux secs - SPIE CITYNETWORKS.
- Lot 3 Plantations arrosage - SARIVIERE SAS.

CONSIDERANT :

- que le marché n°4678AT17 a été établi dans le but de réaménager la rue des Jasses et améliorer l'inondabilité du secteur des Jasses sur la commune de Saint Jean de Védas ;
- que des erreurs matérielles ont été constatées dans les CCAP des lots 1, 2 et 3 ;
- que des erreurs matérielles ont été constatées dans l'acte d'engagement du lot 3 ;
- qu'il est nécessaire de rectifier ces erreurs afin de pouvoir calculer les révisions de prix.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature des avenants aux lots 1, 2 et 3 du marché 4678AT17 – Réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur des Jasses sur la commune de Saint Jean de Védas ; avenants sans incidence financière.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAEFFORGUE

The image shows a handwritten signature in blue ink over a circular official stamp. The stamp contains the text "Montpellier Méditerranée Métropole" around the top and "Hérault" at the bottom, with a central emblem.

Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant2 signéEiffage- 4678AT17 LOT1.pdf
- Avenant2-signé SPIE- 4678AT17 LOT2.pdf
- Avenant1 signé Sarivière- 4678AT17 LOT3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété de M.et
Mme ZICKGRAF - un garage lot n°39
copropriété Beausoleil - cadastré KS 1 -
138 avenue de Lodève - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 02 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 02 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil municipal de Montpellier du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 04 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la commune de Montpellier par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la décision n°MD2020-823 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier sur la parcelle cadastrée KS n° 1,
- VU la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- VU l'emplacement réservé C23 inscrit au PLU de la Ville de Montpellier pour élargissement de la rue de Las Sorbes,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 5 octobre 2020 envoyée par DM Notaires et Associés, notaires à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 6 octobre 2020, concernant la vente par Monsieur et Madame ZICKGRAF, d'un garage occupé, constituant le lot 39 de la copropriété Beausoleil, cadastrée section KS 1, au prix de 14 000 €.

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.
- que l'aménagement de voirie prévu par l'emplacement réservé C23 inscrit au PLU de la Ville de Montpellier, impacte la parcelle cadastrée KS 1, assise de la copropriété Beausoleil. Plus précisément, la réalisation des travaux d'élargissement de la rue de Las Sorbes nécessite l'acquisition de plusieurs lots de la copropriété, composés de garages dont certains aménagés en commerce et des places de stationnement, qui bordent la voie à élargir.
- que le garage propriété des époux ZICKGRAF pourrait permettre de relocaliser le garage de propriétaires concernés par l'alignement
- que dans ces conditions, l'acquisition de la propriété ZICKGRAF s'avère nécessaire, en vue de la réalisation du projet d'aménagement de la Métropole, projet conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété des Epoux ZICKGRAF, un garage, constituant le lot 39 de la copropriété Beausoleil, cadastrée section KS 1.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé à 14.000 €, prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du Droit de
Préemption Urbain - Immeuble situé 770
avenue André Ampère - Commune de
Castenau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°M 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de deuxième Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION à l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière,

- **VU** la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de CASTELNAU- LE- LEZ approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 29 juin 2007,
- **VU** la délibération du Conseil municipal de la Commune de CASTELNAU- LE- LEZ du 29 juin 2007 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et NA du PLU,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 08 septembre 2020, envoyée par Maître Justine N'DIAYE, notaire à PARIS (75008), reçue en Mairie de CASTELNAU- LE- LEZ le 11 septembre 2020, concernant la vente par la Société COLMDB, d'un ensemble immobilier occupé à usage de bureaux et d'activités, situé dans la zone d'activités les Garrigues, 770 Avenue André AMPERE à CASTELNAU- LE- LEZ, cadastré section CT 126, au prix de 1 375 000 €, auquel s'ajoute une commission de 49 500 €,
- **VU** l'avis de France domaine,

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de développement et d'aménagement économique ;
- que, sur ce site, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit d'installer un centre technique métropolitain afin de regrouper les équipes techniques du secteur « Vallée du Lez » de la collectivité,
- que, situé en mitoyenneté d'une propriété métropolitaine et d'une propriété communale utilisée par les services techniques municipaux, il apparaît évident d'acquérir ce bien pour permettre une unité foncière cohérente à destination d'un pôle technique,
- que ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, de la propriété de la Société COLMDB, composée d'un ensemble immobilier à usage de bureaux et d'activités, situé dans la zone d'activités des Garrigues, 770 avenue André AMPERE à CASTELNAU LE LEZ, cadastré section CT n° 126.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au prix estimé par France Domaine soit 962 500 € correspondant à la valeur fixée pour un immeuble vendu vide (1 375 000 €) minoré de 30% pour un immeuble vendu occupé, auquel s'ajoute la commission de 49 500 € et les frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0039AT
- Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la
gestion du nettoyage de l'espace public
de Montpellier Méditerranée Métropole -
Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, dans les domaines des Voiries et de l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-785 attribuant le marché M9B0039AT du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du nettoyage de l'espace public métropolitain au groupement d'entreprises SAGE ENGINEERING-PARME Avocats pour un montant de 74 925 euros HT et pour une durée de 23 mois ;

CONSIDÉRANT :

- que suite à la première phase d'état des lieux de l'étude, l'ampleur des données à produire a amené le groupement à adapter sa méthodologie ;
- que des travaux supplémentaires nécessaires à la bonne poursuite de l'étude impliquent une augmentation du montant forfaitaire du marché à hauteur de 5 600 € HT pour la réalisation de la phase 2 « mode de gestion », soit 7% d'augmentation du montant du marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la gestion du nettoyage de l'espace public métropolitain avec le groupement d'entreprises SAGE ENGINEERING-PARME Avocats, avenant n°1 d'un montant de 5 600 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 80 525 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Consorts
OLMEDO - Tribunal Judiciaire"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

-L'ordonnance du Tribunal Judiciaire de Montpellier du 22 octobre 2020 déclarée commune et opposable à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'expertise demandée par les consorts OLMEDO sur une fosse septique non conforme sise à Castelnau Le Lez dont le projet de conception et les travaux auraient été approuvés par le Service Public d'Assainissement non Collectif (SPANC).
qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts dans cette affaire près le Tribunal judiciaire de Montpellier.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la résiliation de la
convention portant sur l'exercice du droit
de chasse consenti au bénéfice du Syndicat
de Chasse La Méjanelle sur les communes
de Montpellier et Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** la convention en date des 16 et 24 février 2014 et son avenant n° 1, par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a consenti au Syndicat de Chasse La Méjanelle, représenté par son Président Monsieur Alain Ferreres, la possibilité d'exercer le droit de chasse sur une partie de ses propriétés, situées sur les communes de Montpellier et Lattes,
- **CONSIDERANT** que si la destruction de certaines espèces peut parfois s'avérer utile, la chasse de loisir ne répond pas à des critères scientifiques objectifs de gestion de la faune. En effet, si la faune sauvage doit être « gérée », cela doit se faire de façon scientifique, documentée, indépendante et transparente, dans le seul intérêt des espèces et de leurs équilibres,

- **CONSIDERANT** qu'une gestion efficace des populations d'animaux sauvages ne peut être convenablement assurée que par des agents assermentés de l'Etat, hautement qualifiés par une formation théorique et pratique leur donnant compétence à reconnaître les animaux qui devraient être abattus, sans souffrance, et mettre en œuvre des méthodes répulsives les éloignant des plantations agricoles,

- **CONSIDERANT** que l'exercice du droit de chasse tel qu'il est exercé actuellement ne permet pas de respecter les conditions précitées et qu'il convient donc de procéder à la résiliation de la convention précitée et de son avenant n° 1,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole décide de procéder à la résiliation de la convention relative à l'exercice du droit de chasse et de son avenant précités.

ARTICLE 2 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°G9D0106MG - Prestations de
manutentions, de déménagements et de
gardes meubles - Lot 1 : Opérations de
déménagement - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,

CONSIDÉRANT :

- que dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont conclu une convention de groupement de commande concernant un marché n° G9D0106MG pour l'achat de prestations de manutentions, de déménagements et de gardes meubles, la Métropole étant coordinateur du groupement ;
- qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence a été lancée par un appel d'offres ouvert conformément aux articles R2124-1 à 2124-2 et 2161-2 à R2165-5 du Code de la Commande Publique ;
- qu'il s'agit d'un marché de services, accord-cadre à bons de commande sans mini et sans maxi, de 1 an reconductible 3 fois un an, dont l'estimation annuelle est de 80 000 euros HT, avec un allotissement en 3 lots :
 - . Lot 1 : Opération de déménagement
 - . Lot 2 : Manutention/Transfert de mobilier
 - . Lot 3 : Garde meuble
- que la présente décision ne porte que sur le lot 1 ;
- que les critères intervenant pour le jugement des offres concernant le lot 1 sont pondérés de la manière suivante :
 - Prix des prestations au regard du DQE, pondération 60% ;
 - Valeur technique au regard du mémoire technique 40% ;
- que suite à l'analyse des offres pour le Lot 1 « Opération de déménagement », le groupement LG OB Transferts (mandataire)/ HDSD/SNLPF, sise 2 rue André Michel 34 000 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 1 « Opération de déménagement » du marché G9D0106MG au groupement LG OB Transferts (mandataire)/ HDSD/SNLPF sise 2 rue André Michel 34 000 Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum. L'accord-cadre prend effet à compter de la date de notification du marché pour une première période allant jusqu'au 20/10/2021. Il est reconductible 3 fois pour une période d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'attribution du marché visé à l'articles 1 et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion au sein des organismes
économiques extérieurs - Autorisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Hind EMAD dans le domaine du Développement économique et numérique;
- **CONSIDERANT :**
 - Le positionnement de Montpellier Méditerranée Métropole permettant de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de la Métropole ;
 - La politique de développement économique menée par Montpellier Méditerranée Métropole favorisant la création d'emplois durables sur son territoire.à travers le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité ;

- Le souhait pour Montpellier Méditerranée Métropole d'amplifier sa stratégie de développement économique en adhérant à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans ;
- L'organisme Retis qui est le réseau français des professionnels et acteurs de l'accompagnement de l'innovation sur les territoires. Le coût de cette adhésion pour 2020 est de 2 200 €;
- AEROSPACE VALLEY et le programme ESABIC engagé dans la création d'entreprises innovantes et le développement de services et d'applications issus des technologies spatiales vers d'autres secteurs. Le coût de cette adhésion pour 2020 est de 3 000,00 €;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser le renouvellement annuel de l'adhésion à RETIS pour un montant de 2 200,00 € et à AEROSPACE VALLEY pour le programme ESABIC pour un montant de 3 000,00 €.

ARTICLE 2 : De dire que les crédits nécessaires sont inscrits aux chapitres 936 du budget principal 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAROSSE



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine privé
- Parcelle cadastrée section BC n°45 -
Commune de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération en date du 15 juillet relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voiries et Espace Public »,
- VU la loi du 29 décembre 1892 relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution de travaux publics,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire consentie par Madame Tatiana PHILBERT et Monsieur Rémi GELLEE, demeurant au 29 rue Charles GIDE à Castelnau-le-Lez (34170), sur la parcelle cadastrée section BC n°45 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole lui permettant de pénétrer sur le terrain privé afin de réaliser des travaux publics,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole doit procéder à la réhabilitation du mur de soutènement de l'Impasse Bossuet à Castelnau-le-Lez ; mur soutenant le domaine public routier dont Montpellier Méditerranée Métropole est gestionnaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire du domaine privé est passée pour une durée de deux mois renouvelable par tacite reconduction dans la limite de 1 an, entre Montpellier Méditerranée Métropole et les propriétaires de la parcelle située Impasse BOSSUET sur la commune de Castelnau-le-Lez, cadastrée section BC n°45.

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée moyennant la reconstitution par la Métropole, côté jardin, d'un parement pierres « collées » sur la structure porteuse qui sera réalisée dans le cadre des travaux.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **04 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée AP 372 - route de Lattes
Commune de Pérols**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée métropole,
- VU la délibération de la commune de Pérols n°09-696 en date du 8 octobre 2009 relative à la cession de la parcelle cadastrée AP 372,
- VU la demande de rétrocession formulée par GGL Groupe formulée le 15 novembre 2020 à Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AP 372 à titre de régularisation foncière, car cette parcelle a déjà fait l'objet des aménagements de voirie conformément à l'emplacement réservé n°1 du PLU de Pérols,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de GGL Groupe ou toute autre société venant en substitution, la parcelle cadastrée AP 372 d'une superficie de 237 m², située route de Lattes à Pérols, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
fournitures d'environnement de bureau
auprès de l'Union des Groupements
d'Achats Publics (UGAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L 5211-10 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP, et celle prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines « Administration générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine

CONSIDERANT que la redéfinition nécessaire et complexe du besoin, aggravée par la crise sanitaire, a fait prendre du retard à la procédure d'une relance du marché,

CONSIDERANT dans ce contexte qu'il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP), qui propose un service et des fournitures adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics pour l'acquisition et la livraison de fournitures d'environnement de bureau.

ARTICLE 2 : Le montant estimatif est 65 000 euros HT, pour une période de 6 mois à compter de la date exécutoire de la présente décision. Le numéro de marché est le M0B0104MG.

ARTICLE 3 : Les crédits seront inscrits au budget principal et budgets annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
COMITI au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Alpha**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans les domaines du Développement Economique et Numérique,

- VU la délibération du Conseil n° M2019-777 du 18 décembre 2019 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 29 novembre 2017 passée entre la Métropole et la société COMITI pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenant en date du 26 novembre 2019,

- VU la validation de la décision de reconduction par le comité d'agrément en date du 13 novembre 2020,

- CONSIDERANT :

- que la crise sanitaire impacte fortement les entreprises du secteur de l'économie du sport en souffrance depuis plusieurs mois, et que la convention modifiée précitée arrive à échéance, la société COMITI a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société COMITI pour une période de douze mois supplémentaires à compter du 1^{er} décembre 2020 jusqu'au 30 novembre 2021.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société COMITI pour la surface totale de 43 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 478,59 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2019-777 du Conseil en date du 18 décembre 2019.

ARTICLE 3: La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Hind EMAD est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition d'une
emprise entre l'avenue du Pont Trinquat et
la rue de l'Etang de Vic société EMERIS
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU la réserve C210 du Plan Local d'Urbanisme en vue de la création d'une voie nouvelle de liaison entre l'avenue du Pont Trinquat et la rue de l'Etang de Vic, à Montpellier ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de réaliser cette voie de liaison au droit de l'opération immobilière EMERIS ;

- **CONSIDERANT** l'accord de la société EMERIS en date du 15 octobre 2020, acceptant la cession des parcelles nouvellement cadastrées DS 834 (40 m²), DS 848 (390 m²) et DS 855 (45 m²) soit une emprise totale de 475m², à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, permettant la réalisation de la voie ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société EMERIS, domiciliée à Montpellier (rue Ernest Michel), les parcelles nouvellement cadastrées DS 834 (40 m²), DS 848 (390 m²) et DS 855 (45 m²) soit une emprise totale de 475 m², ouvrant la liaison entre la rue de l'Etang de Vic et l'avenue du Pont Trinquat à Montpellier, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, sans versement, compte-tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée DO 381 - rue de la
Première Ecluse - Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, urbanismes et maîtrise foncière ;
- VU l'accord de la société Les Pins Promoteur d'Immobilier, pour céder la parcelle cadastrée DO 381 d'une emprise de 169 m², située rue de la Première Ecluse à Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir cette parcelle en vue de l'élargissement de la rue de la Première Ecluse sur la commune de Montpellier ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société Les Pins Promoteur d'Immobilier, ou toute société se substituant, la parcelle cadastrée DO 381 d'une emprise de 169 m², en vue de l'élargissement de la rue de la Première Ecluse sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro pour tout prix avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service Déplacement / Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°MOB0070
PP - Mission d'assistance à maîtrise
d'ouvrage pour la révision des Cartes de
Bruit Stratégiques et du Plan de
Prévention du Bruit dans l'Environnement
de 3^{ème} échéance valant 2^{ème} échéance -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle TOUZARD, dans le domaine de la « Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Énergie, à l'Agroécologie et à l'Alimentation » ;

CONSIDÉRANT :

- que la directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement transposée dans le code de l'environnement aux articles L 572-2 et suivants prévoit la réalisation de Cartes Stratégiques de Bruit (CSB), et la définition de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) ;
- que cette directive a pour objectifs, de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, d'identifier les « zones calmes » et de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore, tout en garantissant une information des populations sur le niveau d'exposition au bruit et sur les effets du bruit sur la santé, ainsi que les actions prévues pour réduire les nuisances sonores ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de lutte contre les nuisances sonores ;
- que la cartographie de l'environnement sonore et le PPBE doivent faire l'objet d'un réexamen au moins tous les 5 ans ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée le 20/07/2020, en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire à prix mixte (prix forfaitaire et prix unitaires) pour une durée de 48 mois à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %, et prix des prestations au regard du total du montant forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et du montant du DQE : 40 % ;
- qu'après analyse, l'entreprise SAS ORFEA ACOUSTIQUE, sis 33 rue de l'Ile du Roi, BP 40098, 19103 BRIVE Cedex, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la révision des CBS et du PPBE de 3^{ème} échéance valant 2^{ème} échéance » à l'entreprise SAS ORFEA ACOUSTIQUE, 33 rue de l'Ile du Roi, BP 40098, 19103 BRIVE Cedex pour un montant de 76 475 euros HT pour la prestation à prix forfaitaire, et pour un montant maximum de 5 000 euros HT pour les prestations à prix unitaires. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois à compter de sa notification.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 48 mois à compter de sa notification

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Principal, budgets Annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 NOV. 2020

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société AMPERE dans
les Ateliers Relais du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société AMPERE, représentée par Monsieur Philippe DUPUY est une SA dont l'activité est la conception et la fabrication d'équipements électroniques et mécatronique ;

Elle est candidate à la location du lot MA de 637 m² occupés en 2 phases, liées à l'achèvement de travaux au sein du lot, pour une durée de 9 ans ;

L'entreprise projette un effectif de 30 personnes dans 3 ans ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société AMPERE ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE



Publiée le : 21 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à un
protocole d'accord transactionnel - MAB
PLANCHON - Modification de la décision
n°MD2020-878**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président, le 15 juillet 2020;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean François AUDRIN, délégué à « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la décision n°MD2020-878 du 29/10/2020 autorisant la signature du protocole transactionnel avec le MAB PLANCHON ;

CONSIDERANT :

- que la décision n°MD2020-878 comporte une erreur matérielle dans son article 1 sur le montant de la somme totale qui est de 3 945 € ;
- que l'article 1 de la décision doit donc se lire ainsi « Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser au syndic de copropriété SARL MAB PLANCHON 70% de la somme totale de 3 945 € TTC, soit 2 761,50 € TTC ;

- qu'il est donc nécessaire de modifier la décision n°MD2020-878 au regard de l'erreur matérielle.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De modifier la décision MD n°2020-878.

De dire que Montpellier Méditerranée Métropole accepte de verser au syndic de copropriété SARL MAB PLANCHON 70% de la somme totale de 3 945 € TTC, soit 2 761,50 € TTC.

ARTICLE 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer le protocole d'accord transactionnel ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **11 DEC. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Commune de Lattes - Parc d'Activités des
Commandeurs - Exercice du Droit de
Préemption Urbain - Acquisition de lots de
copropriété d'un immeuble sis 1 rue Louis
Lumière, propriété de la SCI TELECOM -**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION à l'Aménagement Durable du Territoire, l'Urbanisme et la Maitrise Foncière,
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) révisé,
- **VU** le Plan Local d'Urbanisme de la commune de LATTES approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 12 mars 2009,
- **VU** la délibération du Conseil municipal de LATTES du 02 avril 2009 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU,
- **VU** la délibération du 30 septembre 2019 portant instauration d'un périmètre de prise en considération, au titre de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme sur le secteur du Parc d'Activités des Commandeurs à Lattes,
- **VU** la déclaration d'intention d'aliéner en date du 30 septembre 2020, envoyée par Maître CHAUVET, notaire à MAUGUIO, reçue en Mairie de LATTES le 05 octobre 2020, concernant la vente au prix de 1 270 000 € TTC, par la S.C.I. TELECOM, de locaux en copropriété, composés des lots 1,3,4,5,6,7 sur la parcelle CH n° 112 située 1 rue Louis Lumière, Parc d'Activités des Commandeurs à LATTES,
- **VU** l'avis de France domaine,

CONSIDERANT :

- qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- que cette parcelle est classée en zone UI3 au PLU de la commune de Lattes correspondant à une zone d'activités économiques,
- que la situation géographique de ce parc d'activités est stratégique pour le territoire métropolitain entre l'opération d'aménagement Ode à la Mer sur les communes de Lattes et de Pérols d'un part, et le Pays de l'Or et en particulier la zone d'activités de Fréjorgues Ouest,
- qu'une emprise importante de ce secteur devrait être libérée dans le cadre de la délocalisation du cinéma CGR sur le territoire,
- que la parcelle, objet de la DIA, est située à proximité de cette emprise,
- que ce parc d'activités est peu densifié, au regard de ses capacités,
- que la parcelle objet de la présente déclaration d'intention d'aliéner est nécessaire à la réalisation du projet envisagé, projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie de préemption, des lots 1 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 identifiés dans la copropriété située sur la parcelle CH 112 sur la commune de Lattes, propriété de la S.C.I. TELECOM, située 1 rue Louis Lumière, Parc d'Activités des Commandeurs.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien libre de toute occupation est fixé à 801 000 €, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

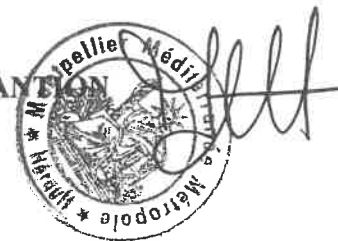
ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTON



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite "Ilot de la Mairie" avec la
société "SARL PROMOTION" sur la
commune de Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU l'article L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis de la Direction au Service des Territoire de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 25/11/2020 ;
- VU l'avis de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 02/12/2020 ;

Considérant :

- le projet immobilier porté par la société « SARL PARADIS » qui projette la démolition d'une habitation et d'une remise permettant la construction d'un collectif de 23 logements sur une unité foncière d'environ 1 053 m² constituée par les parcelles AL0085, AL0084, AL0083a et AL083b ;
- que la réalisation de ce programme de logements nécessite la réalisation d'équipements publics d'infrastructure pour un montant prévisionnel de 330 495 € ;
- qu'il y a lieu de conclure une convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SARL PARADIS » ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité concédante du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés sur son territoire ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs à l'aménagement de la voirie ;
- que la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des équipements publics d'infrastructure relatifs au service public de l'eau et à la défense incendie ;
- qu'en application de l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme, Montpellier Méditerranée Métropole, et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole percevront directement la contribution financière de la société « SARL PARADIS » permettant de concourir au financement des équipements publics dont ils assurent la maîtrise d'ouvrage ;
- que la contribution financière s'élève à 212 939 € en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous maîtrise d'ouvrage ou concédés par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'au vu de l'avis rendu par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole le 02/12/2020, la contribution financière précitée s'élève à 18 000 € en ce qui concerne les équipements publics réalisés sous sa maîtrise d'ouvrage ;
- que la participation de la société « SARL PARADIS » au financement des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention, ci-après annexée à la présente décision, s'élève à 230 939 €, incluant un montant foncier valorisé à hauteur de 90 720 €.

DECIDE

Article 1 : Le projet de convention de PUP entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « SARL PARADIS », annexé à la présente décision, est approuvé.

Article 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SARL PARADIS », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 230 939 € H.T, et intègre un apport foncier estimé à 90 720 €.

Article 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 212 939 €.

Article 4 : La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 18 000 €.

Article 5 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 10 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

Article 6 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 7 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC, 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe : Plan de situation et plan du périmètre du PUP
- Projet de convention de Projet Urbain Partenarial "Ilot de la Mairie"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
n°5016MG18 - Accord-cadre pour les
travaux neufs courants de rénovation et
réhabilitation sur les bâtiments de
Montpellier Méditerranée Métropole - Lot
n°10 Etanchéité bitumeuse et synthétique -
Modification de la décision n°MD2019-146**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du « Transport et des Mobilités actives » ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la décision n°MD2019-146 du 11 mars 2019 attribuant le marché n°5016MG18 « Accord-cadre pour les travaux neufs courants de rénovation et réhabilitation sur les bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole - Lot n°10 - Etanchéité bitumeuse et synthétique » à la société SAS ETI, sise Parc Tec. Les Terres de Roy, 80 impasse des Millepertuis, BP40074, 34 742 Vendargues.

CONSIDÉRANT :


- qu'il est nécessaire que le marché n°5016MG18 puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n°MD2019-146.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 03 DEC. 2020
Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SAS
SOGEPROM SUD REALISATIONS dans
la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-
Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle, d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION notamment dans les domaines suivants : Avis sur des opérations d'urbanisme menées sur le territoire de la Métropole ; Zones d'aménagement de sites de compétence métropolitaine, hors parcs d'activité ; Politique foncière : acquisitions et ventes foncières liées aux compétences de la Métropole et leurs réitération notamment par voie administrative en qualité d'officier public, instauration des Zones d'Aménagement Différé, exercice des droits de préemption, procédures d'expropriation, exercice du droit de priorité, acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318 3 du Code de l'urbanisme, procédures de classement et déclassement du domaine public, prises et dons à bail, conventions, autorisation et servitudes constitutives ou non de droits réels sur les propriétés métropolitaines, mise à disposition ou transfert des biens utilisés pour l'exercice des

compétences transférées, autorisation de dépôt de tout type de demande d'autorisation d'occupation des sols. » ;

CONSIDERANT la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Extension Eureka à Castelnau-le-lez : la société SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS est candidate à l'acquisition, auprès de la SERM, du lot 23A de 4 582 m² pour la réalisation d'un programme immobilier de 85 Logements en accession libre. La surface de plancher maximale est de 5 950 m².

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SAS SOGEPROM SUD REALISATIONS ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 0 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 4 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Unité administrative qualité de vie au travail

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion de Montpellier Méditerranée
Métropole au GEFLUC (groupement des
entreprises françaises dans la lutte contre
le cancer)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, et notamment celle d'autoriser au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction accordée à Monsieur Joël RAYMOND, dans le domaine des « Ressources Humaines et du Dialogue social »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de Montpellier Méditerranée Métropole, l'association Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer (GEFLUC) est un partenaire prépondérant depuis plus de 10 ans désormais ;
- que son action se situe auprès des entreprises de la région Occitanie, en partenariat avec les chefs d'entreprises, les Directions des Ressources humaines, la médecine du travail pour mettre en place des programmes de sensibilisation et de prévention des risques des cancers en proposant des actions adaptées à chaque entreprise ;

- que pour poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des démarches de prévention alcool, dépistages des cancers, hygiène de vie, il est nécessaire d'adhérer à cette association ;
- que cette demande d'adhésion s'inscrit ainsi plus globalement dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver le renouvellement d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association GEFLUC pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : D'autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 500 € au titre de l'année 2020.

ARTICLE 3 : Les crédits nécessaires à l'adhésion sont inscrits au budget primitif 2020, Chapitre 930.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame La Trésorière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Gefluc_convention3M_20.pdf
- Gefluc_convention3M_20.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'adhésion au
Groupement de commandes porté par le
Syndicat Hérault Energies - Achat de
véhicules électriques

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles :
 - d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes visées à l'article L. 2113-6 du Code de la Commande Publique, et celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- la loi relative à la transition énergétique prévoyant que les collectivités territoriales et leurs établissements publics acquièrent lors de tout renouvellement de leur parc auto au moins 20% de véhicules à faibles émissions ;
- que le regroupement des collectivités territoriales et leurs établissements publics, acheteuses de véhicules, leur permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, mais aussi de faciliter les actions de tous les membres du groupement de commandes en termes de développement durable et de mobilité propre en mettant à leur disposition un catalogue de véhicules, de leur permettre de bénéficier d'économies d'échelles significatives ;
- que le Syndicat Hérault Energies (SHE) déploie, depuis 2016, sur tout le territoire de l'Hérault, un réseau public pour la recharge des véhicules électriques ou hybrides rechargeables. Les premières bornes ont été mises en service fin 2016. 13 bornes rapides et 113 bornes accélérées sont aujourd'hui en service.
- que le SHE a déjà été mandataire d'un groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques, auquel à adhérer Montpellier Méditerranée Métropole pour sa plus grande satisfaction ;
- que le SHE dispose à ce titre d'une réelle expérience et expertise pour l'acquisition de ce type de matériels ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole va mettre en œuvre au cours du mandat 2020-2026 un important programme de renouvellement de sa flotte de véhicules afin de la décarboner et de la dépolluer et répondre notamment aux enjeux de la constitution d'une Zone à Faible Emissions sur son territoire ;
- qu'il est dans l'intérêt Montpellier Méditerranée Métropole d'adhérer au un groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques neufs et d'occasion que souhaite constituer le SHE, afin de répondre à ses importants besoins au cours des prochaines années ;
- que le SHE est désigné coordonnateur du groupement par l'ensemble des membres. À ce titre, il est chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des membres dans le domaine ci-dessus. Il est également chargé de signer, notifier et avenanter (le cas échéant) les marchés ou accords-cadres qu'il passe, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de la bonne exécution des marchés.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver l'acte constitutif, agréé par le comité syndical Hérault Energies, du groupement de commandes pour l'achat de véhicules électriques.

ARTICLE 2 : D'autoriser le Président du Syndicat Hérault Energies, en sa qualité de coordonnateur, à signer et notifier les accords-cadres ou marchés dont Montpellier Méditerranée Métropole sera partie prenante.

ARTICLE 3 : La participation financière s'élève à 1 000 € TTC conformément à l'article 6 de l'acte constitutif.

ARTICLE 4 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres.

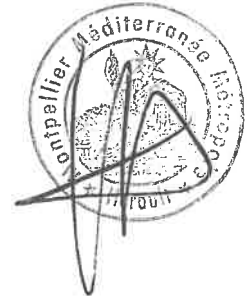
ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'acte constitutif visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Acte_constitutif_Groupement_VE_et_ou_occasion_maj_1605792803668.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché N°4678AT17 -
Travaux de réaménagement de la rue des
Jasses et amélioration de l'inondabilité du
secteur des Jasses à Saint Jean de Védas -
Lot N°1 - Avenant N°3 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « voirie espace public » ;

- VU la décision n°D2017-1017 attribuant le lot n°1 du marché n°4678AT17 travaux de réaménagement de la rue des Jasses et amélioration de l'inondabilité du secteur des Jasses à Saint Jean de Védas à l'entreprise Eiffage Route Méditerranée, pour un montant estimatif de 648 900,00 euros HT et pour une durée de 18 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage.

- VU la décision n°MD2019-247 autorisant la signature de l'avenant n°1 ;

- VU la décision n°MD2020-1014 autorisant la signature de l'avenant n°2 ;

Considérant :

- que : suite à des demandes complémentaires du maître d'ouvrage, à des modifications de projet rendues nécessaires par l'aménagement de la clinique et du pôle médical, des réparations suite à des désordres constatés après les travaux du pôle médical et une reprise du fossé due à un épisode cévenol, il est nécessaire d'intégrer au bordereau de prix unitaires des nouvelles prestations.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n° 3 au marché n°4678AT17/LOT1 avec l'entreprise Eiffage Route Méditerranée, avenant d'un montant de 34 678,34 euros HT portant le nouveau montant du marché à 735 781,67 euros HT ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 3

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un contrat de prêt à
usage de terrain - Parcelle cadastrée
section AV n°3 - Commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de contrat de prêt à usage de terrain consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au profit de l'association Scouts Guides de France, domiciliée Maison Diocésaine, Villa Maguelone, 31 ter avenue Saint Lazare à Montpellier, représentée par Madame Christine LE GOFF, sur une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3 d'une contenance totale de 53 393m², située sur la commune de Jacou,
- **CONSIDERANT** que l'association Scouts Guides de France a demandé à pouvoir occuper temporairement une partie de la parcelle cadastrée section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393 m², située commune de Jacou pour accueillir plusieurs rassemblements au cours de l'année 2021,

- **CONSIDERANT** que l'association Scouts Guides de France est reconnue d'utilité publique, que son rayonnement sur le territoire de la Métropole est important, et que les actions conduites respectent l'intérêt métropolitain,

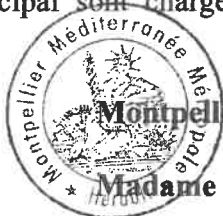
D E C I D E

ARTICLE 1 : Un contrat de prêt à usage de terrain est signé pour une durée allant de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2021, entre l'association Scouts Guides de France et Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, autorisant l'occupation d'une partie de la parcelle située sur la commune de Jacou section AV n° 3, d'une contenance totale de 53 393m².

ARTICLE 2 : Le présent contrat de prêt à usage est consenti et accepté à titre gratuit. Les frais induits par la consommation d'eau et d'électricité seront à la charge de l'association.

ARTICLE 3: Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer l'acte de transfert de propriété et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2021.pdf
- Annexe 1.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "requête
n°2003720-1 TA - Association Groupement
des propriétaires de Naussargues"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration générale, la commande publique et la gestion active et optimisée du patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2003720-1 déposée le 20 août 2020 près le Tribunal Administratif de Montpellier par l'association groupement des propriétaires de Naussargues contre la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-554 du 18 novembre 2019 portant approbation du dossier révisé du schéma de cohérence territoriale, en semble la décision de rejet du recours gracieux née du silence de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2003720-1 par l'Association groupement des propriétaires de Naussargues.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

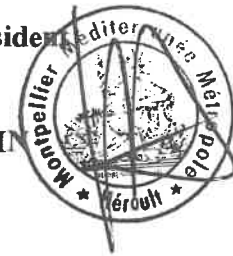
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRI



Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la réforme d'un véhicule
vétuste de marque Renault modèle Twingo
immatriculé CP-113-BD - Hôtel des ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;

- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;

VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

-VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;

- CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Twingo immatriculé CP-113-BD ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Twingo immatriculé CP-113-BD et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Expertise Financière

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au réaménagement de deux emprunts auprès de Dexia Crédit Local

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle de procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ; de procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
 - avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
 - avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
 - à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;

- VU le contrat de financement numéro MIR236968EUR conclu avec Dexia Crédit local,

- VU les prêts numéro MIR236968EUR001 et MIR236968EUR002 issus du contrat ci-dessus, dont le capital restant dû à la date de réaménagement est de 34 527 362,69 EUR,

- VU l'offre de refinancement et les conditions générales version CG-19-07 y attachées proposées par Dexia Crédit Local

- **CONSIDERANT** que pour refinancer les prêts numéro MIR236968EUR001 et MIR236968EUR002, il est opportun de recourir à deux emprunts d'un montant total de 34 527 362,69 EUR,

DECIDE

ARTICLE 1 : Principales caractéristiques du contrat de prêt refinçant le prêt n° MIR236968EUR001 :

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 20 651 135,84 EUR

Durée du contrat de prêt : 20 ans

Objet du contrat de prêt : à hauteur de 20 651 135,84 EUR, refinancer, en date du 15/12/2020, le contrat de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MIR236968EUR	001	1A	20 651 135,84 EUR

Le montant total refinancé est de 20 651 135,84 EUR.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Par l'effet du refinancement du capital restant dû des contrats de prêt n° MIR236968EUR001 et MIR236968EUR002, l'emprunteur et Dexia Crédit Local seront libérés en date du 15/12/2020 de leurs droits et obligations respectifs au titre du contrat de prêt MIR236968EUR refinancé qui sera éteint. L'emprunteur est, le cas échéant, redevable au titre du contrat de prêt refinancé des commissions, des échéances et plus généralement de toutes les sommes dues à quelque titre que ce soit en exécution du contrat de prêt refinancé jusqu'à la date d'effet de clôture soit le 15/12/2020.

Tranche obligatoire à taux fixe du 15/12/2020 au 01/12/2040

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 20 651 135,84 EUR

Versement des fonds : 20 651 135,84 EUR réputés versés automatiquement le 15/12/2020

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0,00 %

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle

ARTICLE 2 : Principales caractéristiques du contrat de prêt refinançant le prêt n° MIR236968EUR002 :

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : 13 876 226,85 EUR

Durée du contrat de prêt : 20 ans

Objet du contrat de prêt: à hauteur de 13 876 226,85 EUR, refinancer, en date du 15/12/2020, le contrat de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MIR236968EUR	002	1A	13 876 226,85 EUR

Le montant total refinancé est de 13 876 226,85 EUR.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

Par l'effet du refinancement du capital restant dû des contrats de prêt n° MIR236968EUR001 et MIR236968EUR002, l'emprunteur et Dexia Crédit Local seront libérés en date du 15/12/2020 de leurs droits et obligations respectifs au titre du contrat de prêt MIR236968EUR refinancé qui sera éteint. L'emprunteur est, le cas échéant, redevable au titre du contrat de prêt refinancé des commissions, des échéances et plus généralement de toutes les sommes dues à quelque titre que ce soit en exécution du contrat de prêt refinancé jusqu'à la date d'effet de clôture soit le 15/12/2020.

Tranche obligatoire à taux fixe du 15/12/2020 au 01/12/2040

Cette tranche obligatoire est mise en place lors du versement des fonds.

Montant : 13 876 226,85 EUR

Versement des fonds : 13 876 226,85 EUR réputés versés automatiquement le 15/12/2020

Taux d'intérêt annuel : taux fixe de 0.00%

Base de calcul des intérêts : nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours

Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité trimestrielle

Mode d'amortissement : constant

Remboursement anticipé : autorisé pour tout ou partie du montant du capital restant dû moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.

ARTICLE 3 : Les sommes dues au titre du refinancement objet de la présente décision sont bien inscrites aux budgets et sont intégrées dans leurs limites.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêt ci-dessus et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2020

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALV



Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- lettre d'offre et conditions générales

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'adhésion à un marché en
groupement d'achat de fournitures
scolaires, matériels pédagogiques et
didactiques - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celle-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

Considérant :

- Que dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole Baillargues, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Prade-le-Lez, Saint-Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone pour l'**achat de fournitures scolaires, matériels pédagogiques et didactiques** conformément à la Convention annexée à la présente délibération ;
- Que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur de ce groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Que dans le cadre de l'achat de fournitures scolaires, matériels pédagogiques et didactiques, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises en groupement de commandes dont les membres sont la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Baillargues, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Prade-le-Lez, Saint-Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone afin de conclure un accord cadre à bons de commande ;
- Que la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bon de commandes sans minimum et sans maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans ;

DECIDE

Article 1 : D'autoriser la signature de la convention d'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement de commandes pour « l'Achat de fournitures scolaires, matériels pédagogiques et didactiques » entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Villes de Montpellier, Baillargues, Beaulieu, Castelnau-Le-Lez, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Montferrier-sur-Lez, Pérols, Pignan, Prade-le-Lez, Saint-Georges d'Orques, Villeneuve-lès-Maguelone.

Article 2 : Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

Article 3 : Le montant estimatif des prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole est de 10 000 € HT.

Article 4 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

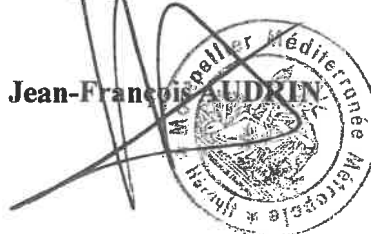
Article 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 JAN. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 06 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la réforme d'un copieur
vétuste de marque Canon modèle IR-ADV
4245 - Reprise par la société Fac similé
Bureautique Canon**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un copieur vétuste de marque Canon modèle IR-ADV 4245 (iA4245), n° de série QHW01056 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un copieur vétuste et qu'il convient de le réformer ;

-CONSIDERANT que ledit copieur est repris par la société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9, conformément aux dispositions du marché ;

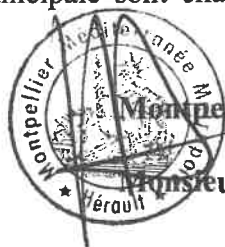
D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme un copieur vétuste de marque Canon modèle IR-ADV 4245 (iA4245), n° de série QHW01056.

ARTICLE 2 : La société Fac similé bureautique Canon, 550 rue Alfred Nobel 34 935 Montpellier cedex 9, reprend à titre gratuit le copieur vétuste, conformément aux dispositions prévues dans le marché.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la réforme visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AI n°72 et 75, sises
commune de Lattes - Aménagement de
protection contre les inondations de la
Basse Vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière,

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone,
- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 13 août 2020,
- VU la délibération du conseil municipal de la Ville de Lattes n°2020-105 en date du 15 septembre 2020 autorisant la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AI n°72 et 75, sises commune de Lattes, appartenant à la Ville de Lattes, moyennant le prix de 18 155 € majoré d'une indemnité de remploi de 908 €,

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir les parcelles cadastrées AI n°72 et 75, sises commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la Ville de Lattes les parcelles cadastrées AI n°72 et 75, sises commune de Lattes lui appartenant, d'une superficie cadastrale respective de 4 532 m² et 7 571 m² en nature de digues.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 18 155 € (dix-huit mille cent cinquante cinq euros) majoré d'une indemnité de remploi de 908 € (neuf cent huit euros), les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AH n°47 partie, sise commune de
Lattes - Aménagement de protection contre
les inondations de la Basse Vallée de la
Mosson

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION, dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;

- VU l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

- VU l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 2 décembre 2020 ;

VU la promesse de vente consentie le 30 octobre 2020 par M ; GAY Stéphane, M. GAY Gilbert, Mme GAY Isabelle, épouse DARMAU, et Mme DALLO Marie Thérèse, épouse GAY , pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole de la parcelle cadastrée AH n°47partie, leur appartenant, sise commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 8 814 m² environ, moyennant le prix de 35 256 € majoré d'une indemnité de remploi de 8 194,57 € ;

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir la parcelle cadastrée AH n°47partie, sise commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone ;

DECIDE

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M ; GAY Stéphane, domicilié 20 route du Moulin du Sant à Verdalle (81110), M. GAY Gilbert, domicilié à Saint Saturnin de Lenne (12560), Mme GAY Isabelle, épouse DARMAU, domiciliée 201 chemin de Pépouzou à Montlaur (31450) et Mme DALLO Marie Thérèse, épouse GAY, route de Campagnac à Saint Saturnin de Lenne (12560), la parcelle cadastrée AH n°47p, sise commune de Lattes leur appartenant, d'une superficie cadastrale acquise de 8 814 m² environ en nature de terres agricoles.

ARTICLE 2: L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 35 256 € (trente cinq mille deux cent cinquante six euros) majoré d'une indemnité de remploi de 8 194,57 € (huit mille cent quatre-vingt-quatorze euros et cinquante sept cents), les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3: Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n°M9D0071AT de travaux de
renouvellement des couches de roulement
secteur 3M EST - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voiries et Espace Public » ;
- VU la décision n°2019-711 attribuant le marché M9D0071AT relatif aux travaux de renouvellement des couches de roulement sur le secteur 3M Est à l'entreprise MALET, pour un montant estimatif total toutes tranches confondues de 328 849,70 euros HT et pour une durée de 70 jours à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Considérant :

- que suite à une diminution de la surface des travaux en raison d'une intervention de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole, une économie de 6 720,58€ HT a été réalisée sur la tranche ferme.
- que suite à une diminution de la surface des travaux en raison d'une intervention de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole, une économie de 264,78€ HT a été réalisée sur la tranche optionnelle 1.
- que suite à une diminution du nombre de purges prévues initialement au marché, une économie de 6240€ HT a été réalisée sur la tranche optionnelle 2.
- que suite à la mise en œuvre de sujétions techniques non prévues initialement mais plus adaptées au chantier et permettant une meilleure pérennité de l'ouvrage, une plus-value de 7 040€ HT est à prévoir sur la tranche optionnelle 3.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant au marché M9D0071AT relatif aux travaux de renouvellement des couches de roulement sur le secteur 3M Est avec l'entreprise MALET, avenant n°1 d'un montant total en moins-value de 6 185,36 euros HT, portant le nouveau montant total du marché à 322 664,34 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant / le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 07 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 08 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision modificative de la Régie mixte des aires des gens du voyage

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président, le 15 juillet 2020,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

-VU la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, donnée à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,

-VU la décision n° 2016-969 du 23 décembre 2016 modifiée, portant création d'une régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage des Gens du Voyage,

- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale, en date du 23 novembre 2020.

CONSIDERANT, que pour le bon fonctionnement de la régie, il est nécessaire de d'ajouter des dépenses autorisées.

DE C I D E

ARTICLE 1 : La régie de recettes et d'avances pour les aires d'accueil et de grand passage auprès du service gens du voyage de la Direction Habitat et Parcours Résidentiel (DHAPAR), est modifiée comme suit.

ARTICLE 2 : Cette régie est située à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus – 34961 Montpellier.

La régie gère les emplacements suivants :

- aire d'accueil de Bionne à Montpellier,
- aire d'accueil de Castelnau-le-Lez,
- aire de grand passage de Lattes,
- aire de grand passage de Pailletrice à Pérols,
- aires provisoires de grand passage.

ARTICLE 3 : La régie encaisse :

- recettes liées aux droits d'emplacement sur l'aire,
- cautions,
- consommations de fluides,
- dons.

ARTICLE 4 : Les recettes désignées à l'article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- espèces,
- cartes bancaires,
- chèques,
- virements.

Elles sont perçues contre remise à l'usager de ticket ou formule assimilée, facture, quittance, ou carte d'emplacement.

ARTICLE 5 : dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose d'un délai de 4 mois pour procéder à l'encaissement des recettes liées aux cautions désignées à l'article 3.

ARTICLE 6 : Un fonds de caisse d'un montant de 2 000 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 16 000 €.

ARTICLE 8 : Le montant maximum des avances consenties est fixé à 5 000 €.

ARTICLE 9 : Les dépenses autorisées sont les suivantes :

- dépenses de matériel et de fonctionnement (achat de petites fournitures et petits outillage),
- denrées alimentaires,
- remboursement des cautions,
- **achat de fournitures ou petits matériels pour les projets et les animations.**

ARTICLE 10 : Les dépenses désignées à l'article 9 sont payées selon les modes de paiement suivants :

- espèces,
- virements,
- chèques.

ARTICLE 11 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésor Public.

ARTICLE 12 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 13 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 14 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes et de dépenses tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 15 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 17 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 04 DEC. 2020
Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le : 08 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de priorité de l'article L 240-1 du Code de
l'urbanisme à la Ville de Montpellier à
l'occasion de la cession du bien de l'Etat
situé 180 rue d'Argencourt à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme
- VU l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme ;

- VU la déclaration de l'Etat du 29 septembre 2020, reçue le 30 septembre 2020, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, d'un immeuble à usage de bureaux, situé 180 rue d'Argencourt à Montpellier, cadastré CM 184, au prix de 854.000 € ;

- CONSIDERANT :

- qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain ;
- que l'article L. 240-1 autorise la délégation de ce droit de priorité ;
- que la Ville de Montpellier a fait part de sa volonté d'acquérir l'immeuble 180 rue d'Argencourt mis en vente par l'Etat ;
- que dans ces conditions, afin de permettre à la Ville de Montpellier d'exercer le droit de priorité sur la cession de ce bien en vue de son acquisition, il y a lieu de déléguer le droit de priorité dont la Métropole est titulaire, à la Ville, à l'occasion de cette mise en vente par l'Etat ;

DECIDE

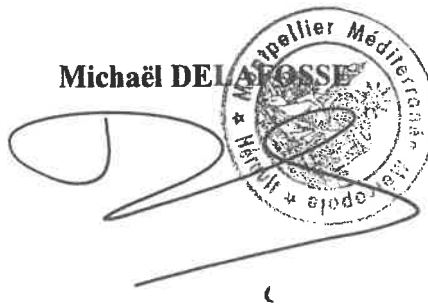
ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de priorité de l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier, à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de l'immeuble à usage de bureaux, situé 180 rue d'Argencourt à Montpellier, cadastré CM 184.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : 02 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Assignment
TGI - Syndicat des copropriétaires 9 place
A.Laissac Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

-l'assignation devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier reçue le 20 novembre 2020 à la demande du Syndicat des copropriétaires 9 place A.Laissac à Montpellier tendant à obtenir remboursement d'un paiement de 22 903,44 euros réglé à Montpellier Méditerranée Métropole correspondant à une régularisation des consommations d'eau estimées et qui est intervenue suite à un remplacement de compteur en avril 2018 ;
qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

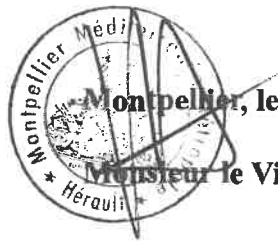
DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Tribunal Judiciaire de Montpellier suite à l'assignation reçue le 20 novembre 2020 à la demande du Syndicat des copropriétaires 9 place A.Laissac à Montpellier.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats PARME.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



30 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 03 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 03 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre en dommages
ouvrages ayant touché le parking St Roch -
Indemnités d'assurances - Acceptation
d'une offre d'indemnisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération du Conseil de Métropole relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean François AUDRIN, délégué à « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- **VU** la proposition de la SMABTP, compagnie d'assurances dommages ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 13 781.01€ suite à la déclaration de sinistre consécutive à plusieurs dommages constatés le 25/02/2019 sur le parking St Roch (infiltrations ; fissures ; revêtement de sol endommagé) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 13 781.01€uros.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues aux budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tous documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.



11 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 17 DEC. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la délégation du Droit
de priorité de l'article L 240-1 du Code de
l'urbanisme à la Ville de Montpellier à
l'occasion de la cession du bien de l'Etat
situé 4 boulevard Henri IV à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'article L.240-1 du Code de l'Urbanisme ;

- **VU** la déclaration de l'Etat du 7 octobre 2020, reçue le 12 octobre 2020, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, d'un hôtel particulier dit « Hôtel des Etats majors » à usage de bureaux, situé 4 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79, au prix de 2.300.000 € ;

- CONSIDERANT :

- qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain ;

- que l'articles L. 240-1 autorise la délégation de ce droit de priorité ;

- que la Ville de Montpellier a fait part de sa volonté d'acquérir l'immeuble 4 boulevard Henri IV mis en vente par l'Etat ;

- que dans ces conditions, afin de permettre à la Ville de Montpellier de faire jouer le droit de priorité sur la cession de ce bien en vue de son acquisition, il y a lieu de déléguer le droit de priorité dont la Métropole est titulaire, à la Ville, à l'occasion de cette mise en vente par l'Etat ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole délègue le droit de priorité de l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme à la Ville de Montpellier, à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de l'hôtel particulier dit « Hôtel des Etats majors », situé 4 boulevard Henri IV à Montpellier, cadastré BW 79.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle B 2258 - Rue de l'Aqueduc -
Commune de Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de Monsieur Nicolas MIRAS pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle B 2258 d'une superficie de 83 m²,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette emprise de 83 m² impactée par l'emplacement réservé n° 19 pour élargissement à 10 m de la rue de l'Aqueduc, afin de l'aménager et de l'intégrer au domaine public de la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Nicolas MIRAS ou toute personne s'y substituant, la parcelle B 2258 d'une superficie de 83 m², située rue de l'Aqueduc sur la commune de Castries, afin de permettre l'élargissement de la voie et l'intégration dans le domaine public de la Métropole.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 50 € / m² soit un total de 4150 euros. L'acquéreur prend à sa charge la réfection de la clôture et le déplacement des compteurs.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la consignation suite à
l'exercice du droit de préemption urbain -
Propriété société FONCIERE XV -
Immeuble à usage commercial - Parcelle
AI 69 - avenue du Languedoc - Commune
de Pérols

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code de l'urbanisme et plus particulièrement l'article L 213-14 ;

- VU l'avis de France domaine du 7 septembre 2020 ;
- VU la décision de préemption n° MD2020-826 du 30 septembre 2020 ;

CONSIDERANT :

- que le 12 novembre 2019 Montpellier Méditerranée Métropole a exercé son droit de préemption, à l'occasion du dépôt d'une déclaration d'intention d'aliéner, sur la propriété de la société FONCIERE XV, un immeuble à usage commercial, situé avenue du Languedoc à Pérols, cadastré section AI 69, au prix de 650.000 € plus 54.600 € de commission d'agence.
- que le droit de préemption ayant été exercé au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, la vente au profit de la Métropole est parfaite mais que le délai pour signer et payer le prix d'acquisition ne doit pas excéder les quatre mois suivant notification de la préemption, soit le 30 janvier 2021.
- que les conditions suspensives particulières de la vente précisent que *« le parking du bien est actuellement occupé sans droit ni titre par la communauté des gens du voyage, ainsi que constaté par huissier de Justice correspondance du 1^{er} octobre 2019 annexé. La réitération des présentes est soumise à la libération totale du bien et à sa remise en bon état de propreté, avant signature de l'acte authentique de vente. Cette condition est consentie au profit de l'acquéreur qui seul pourra y renoncer »*.
- que la société FONCIERE XV va procéder à la libération des lieux, cette libération ne pourra s'effectuer que par la voie judiciaire.
- que l'issue de la procédure d'expulsion interviendra dans un délai non déterminable et pouvant être incompatible avec le délai du 30 janvier 2021 susmentionné.
- que l'article L 213-4 du Code de l'urbanisme précise qu'à la suite de la préemption *« Le prix d'acquisition est payé ou, en cas d'obstacle au paiement, consigné dans les quatre mois qui suivent soit la décision d'acquérir le bien au prix indiqué par le vendeur ou accepté par lui, soit la décision définitive de la juridiction compétente en matière d'expropriation, soit la date de l'acte ou du jugement d'adjudication. »*.
- que dans ces conditions, aux fins conservatoires, il convient de consigner la somme de 704.600 € correspondant au prix du bien et de la commission d'agence.
- que cette consignation sera faite auprès de Maître Edouard MOURGUES-MOLINES, notaire à Paris (17^{ème}) 3 rue Anatole de la Forge, notaire en charge de la rédaction de l'acte authentique de vente.
- qu'à la suite de la signature de l'acte de vente à venir, après libération des lieux, la somme consignée devra être virée comme paiement, en partie à la société FONCIERE XV et pour partie à l'agence immobilière pour ses frais.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La somme de sept cent quatre mille six cent euros (704.600 €), correspondant au prix d'acquisition, frais d'agence compris, de la propriété de la société FONCIERE XV, sera consignée en l'office notarial de Maître Edouard MOURGUES-MOLINES, notaire à Paris (17^{ème}), 3 rue Anatole de la Forge.

ARTICLE 2 : La somme à virer sera prélevée sur les crédits inscrit au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 3 : La déconsignation de cette somme ne pourra être effectuée qu'à la demande de Montpellier Méditerranée Métropole, pour paiement du prix de la vente et des frais d'agence immobilière.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la constitution d'une
servitude de pose de deux fourreaux pour
câble à fibre optique - parcelle AP n° 141 -
commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le projet de convention de servitude de passage en tréfonds de deux fourreaux destinés à recevoir un câble de fibre optique, consenti par Montpellier Méditerranée Métropole au bénéfice de la société Bouygues Télécom dont le siège social est situé à Paris (75116), 37-39 rue Boissière, représentée par Monsieur Fabrice WANEGUE en qualité de responsable déploiement réseaux fibres ;

- **CONSIDERANT** que la servitude est consentie, pour une durée de 12 ans, renouvelable pour une période de 12 ans avec possibilité de résiliation par courrier RAR 24 mois avant la date d'échéance, en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section AP n°141, d'une contenance totale de 2 912m² et d'une emprise de servitude de 4.50m², moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de 41.70€ ;

- **CONSIDERANT** que cette servitude est nécessaire au développement de la fibre optique ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage est acceptée au bénéfice de la société Bouygues Télécom pour une durée de 12 ans, renouvelable pour une période de 12 ans, en tréfonds de la parcelle située sur la commune de Montpellier, cadastrée section AP n°141, d'une contenance totale de 2 912m² et d'une emprise de servitude de 4.50m².

ARTICLE 2 : La convention est consentie et acceptée moyennant le versement d'une indemnité globale et forfaitaire de quarante et un euros soixante-dix centimes (41.70€).

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

30 DEC. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
constitution de servitude - Parcelle A 2466
sur la commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une convention de constitution de servitude doit être établie avec le propriétaire concerné pour y enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires sur la parcelle cadastrée A 2466 d'une surface de 1004 m², d'une longueur de traversée de 2,5 ml et une surface de servitude de 6 m², sur la commune de Sussargues ;
- la déclaration du propriétaire que l'emprise objet de la servitude est libre de toute exploitation.

DECIDE


ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude est consentie par le propriétaire Mr CAUPERT Christian Jean-Marie Léon sis Domaine des Oliviers, 11 allée de la Rougette - 34170 CASTELNAU LE LEZ sur la parcelle A 2466 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de constitution de servitude est consentie à titre gratuit et prendra effet à compter de la date de la signature par les parties valable pendant toute la durée de l'exploitation de la canalisation.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées sur la parcelle A 2466 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : Le « PROPRIETAIRE » autorise une servitude pour enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de constitution de servitude visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président
René REVOL

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CAUPERT Christain - CS signée 121120.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AH n°62p, 63p et 97p,
sises commune de Lattes - Aménagement
de protection contre les inondations de la
Basse Vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière,

- **VU** l'arrêté préfectoral n°2020-I-1109 en date du 25 septembre 2020, déclarant d'utilité publique le projet d'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone,

- **VU** l'avis des services du pôle d'évaluation domaniale en date du 23 novembre 2020,

- **VU** la promesse de vente consentie le 6 octobre 2020 par M. LACHIEZE Jean-Louis, pour la cession à Montpellier Méditerranée Métropole des parcelles cadastrées AH n°62partie, 63partie et 97partie, lui appartenant, sises commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 3 537 m² environ, moyennant le prix de 11 318,40 € majoré d'une indemnité de remploi de 3 073,10 €,

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir une emprise de 3 537 m² environ à prendre sur les parcelles cadastrées AH n°62partie, 63partie et 97partie, sises commune de Lattes pour la mise en œuvre de l'aménagement de protection contre les inondations de la Basse Vallée de la Mosson sur le territoire des communes de Lattes et Villeneuve-Les-Maguelone,

DECIDE

ARTICLE 1: Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de M. Jean-Louis LACHIEZE, demeurant à La Vineuse à Lattes (34970), les parcelles cadastrées AH n°62partie, 63partie et 97partie, lui appartenant, sises commune de Lattes, pour une surface totale vendue de 3 537 m² environ.

ARTICLE 2: L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 11 318,40 € (onze mille trois cent dix-huit euros et quarante cents) majoré d'une indemnité de remploi de 3 073,10 € (trois mille soixante treize euros et dix cents), les frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3: Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 4: Madame la Vice-Présidente déléguée, ou toute autre personne ayant reçu délégation, est autorisée à signer l'acte d'acquisition des parcelles visées à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5: Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 DEC. 2020
Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Service Carrière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition de
Madame Chantal TOURRE auprès de la
Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social;
- **CONSIDERANT** que Madame Chantal TOURRE a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} septembre 2020,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Chantal TOURRE, adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, est mise à disposition de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} septembre 2020 pour une durée de 1 an.

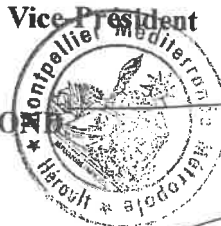
ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 NOV. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND



Publiée le : 01 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention de mise à disposition

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelles BH 243 - Rue des Ecureuils -
Commune de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU la demande de la société GGL en date du 29 avril 2019, pour intégrer la parcelle BH 243 dans le domaine public de la Métropole,
- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la propriété foncière de cette parcelle en nature de voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la société GGL GROUPE, ou toute autre société s'y substituant, la parcelle BH 243 d'une superficie de 234 m², située sur la commune de Castelnau-le-Lez en vue de son intégration dans le Domaine Public.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir de la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 09 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Ingénierie Partenariale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision relative au renouvellement de l'adhésion à l'AFIGESE - Exercice 2020

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment la délibération n° M2020-328 du 12 octobre 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT dans le domaine des Finances, Politique contractuelles et coopération avec les communes ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole adhère à des organismes par le versement de cotisations,
- que constituée en février 2000, l'Association Finances-Gestion-Évaluation des Collectivités Territoriales réunit sous une même bannière les professionnels territoriaux des finances publiques locales, de la gestion publique locale et de l'évaluation des politiques publiques, et plus largement du management public territorial ;
- que ses activités reposent sur des échanges de savoirs et de savoir-faire et visent à la diffusion d'acquis professionnels par l'information, le débat et la formation ;

- qu'il est proposé de reconduire l'adhésion à l'AFIGESE - Association Finances – Gestion – Evaluation des Collectivités Territoriales pour l'exercice 2020 comme suit :

Représentants	Montant HT	TVA	Montant TTC
Fabien DELCASSO	255,00 €	51,00 €	306,00
Vincent DOMEIZEL	255,00 €	51,00 €	306,00
Emilie DREUX	255,00 €	51,00 €	306,00
Caroline KNAPP-LUQUET	283,33 €	56,67 €	340,00
Natacha LEUPERT	283,33 €	56,67 €	340,00
TOTAL	1 331,66 €	266,34 €	1 598,00

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : D'accepter le versement de la cotisation à l'AFIGESE au titre de l'année 2020 pour un montant total de 1 598,00 € TTC.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2020 en nature 6281, chapitre 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Appel à cotisation 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'avenant n°3 au marché
M8D5159VD "Travaux de réhabilitation
des Points Propreté de Montpellier
"Hôpitaux-Facultés", Montpellier "Près
d'Arènes", Beaulieu et Saint-Brès - Lot 3B:
terrassement, voirie, réseaux humides,
génie civil et gabions des Points Propreté
de Beaulieu et Saint-Brès (34)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif au Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet ;
- VU l'ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- VU la décision n°2019-760 attribuant le marché n°M8D5159VD de « réhabilitation des points proprete de Montpellier " Hopitaux facultes ", Montpellier " Près d'arènes ", Beaulieu et Saint-Brès (34) – Lot n°3B : Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des points propreté de Beaulieu et Saint-Brès à l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, sise ZA LA Biste, CS 70013, 82 rue Jean-Baptiste Calvignac, 34 671 Baillargues cedex, pour un montant estimatif de 579 120,30 euros H.T. soit 694 944,36 euros TTC ;
- VU l'ordonnance n°2020-319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;
- VU la décision n°2020-092 autorisant la signature de l'avenant n°1
- VU la décision n°2020-457 autorisant la signature de l'avenant n°2

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°3 ayant pour objet d'introduire au marché n° M8D5159VD - lot n°3B les surcoûts directs résultant de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19.
- qu'eu égard aux circonstances imprévues de cette crise sanitaire survenue lors de l'exécution du présent marché, et qui n'avaient pas pu être initialement envisagées, le maître d'ouvrage consent à prendre à sa charge une partie des surcoûts imputables à l'épidémie de COVID-19.
- que le montant des indemnités lié au présent avenant n°3 est évalué à 7 280,41€ HT représentant 1,26 % du montant initial de 579 120,30 € H.T. euros H.T.

	€ HT	TVA 20%	€ TTC
Montant Marché initial – Lot 3B (hors révision)	579 120,30	115 824,06	694 944,36
Indemnités COVID-19	7 280,41	1 456,08	8 736,49
Montant du marché après avenant 3 – Lot 3B (hors révision)	586 400,71	117 280,14	703 680,85

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché M8D5159VD de « réhabilitation des Points Propreté de Montpellier " Hopitaux facultés ", Montpellier " Près d'arènes ", Beaulieu et Saint-Brès (34) – Lot n°3B : Terrassements, voirie, réseaux humides, génie civil et gabions des points propreté de Beaulieu et Saint-Brès avec l'entreprise EUROVIA LANGUEDOC ROUSSILLON, d'un montant de 7 280,41 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 586 400,71 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n3 - Marché M8D5159VD - Lot 3B EUROVIA (003) signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°2 au marché
4931VD17 "Traitement des déchets inertes
issus des déchetteries de la Métropole de
Montpellier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans les domaines « Collecte, tri, valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

- VU la délibération l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;

- VU la décision n°D2018-273 attribuant le marché 4931VD17 à l'entreprise SOVAMI dont le siège social est à Grabels (34970), pour un montant prévisionnel est de 225 130.00 € H.T. soit 247 643.00 € TTC (Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées) ;

- VU l'ordonnance n°2020 – 319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19;

- VU la décision n°2019-1215 autorisant la signature de l'avenant n°1 ;

- CONSIDERANT :

- que : le marché n°4931VD 17 notifié le 18 avril 2018 arrive à échéance le 31 décembre 2020 ;

- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°2 au marché 4931VD17 pour prolonger la durée du marché afin de prendre en compte l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de covid-19, avec incidence financière ;

- qu'il est donc souhaiter de prolonger la durée du marché n°4931VD17 pour une période de 3 mois dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché soit jusqu'au 31 mars 2021.

- que le montant estimatif de cette prolongation est évalué à 20 466,36 € HT représentant 9,09 % du montant initial du marché de 225 130,00 € HT

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché 4931VD17 avec l'entreprise SOVAMI dont le siège social est à Grabels (34970) d'un montant de 20 466,36 euros HT, portant le nouveau montant estimatif du marché à 245 596,36 euros HT ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CAO Avenant 2 marche 4931 inertes VOP VD le 12 nov 2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché
de prestations n°5111VD18 " Traitement
des collectes des encombrants des
communes de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Introduction d'un prix
nouveau pour la prise en charge du bois
issu du tri des encombrants collectés en
porte à porte ou issus des collectes
particulières (traitement)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet » ;
- VU la décision n°2018-700 attribuant le marché n°5111VD18 à l'entreprise SMN, pour un montant de 3 219 619,48 euros HT et pour une durée de 36 mois (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises).

Considérant :

- qu'à ce jour et conformément aux prescriptions techniques du marché 5111 VD 18, le bois issu du tri des encombrants de la Métropole de Montpellier est acheminé par camion benne vers l'exutoire désigné à savoir le site Onyx situé sur la commune de Pignan et titulaire du marché 4798 VD 17 (marché de traitement des bennes bois). Ce bois est alors pris en charge, contrôlé, transporté et valorisé depuis le centre Onyx ;
- que le marché du bois de recyclage a subi des évolutions considérables ces dernières années en termes de collecte et de filières de valorisation, notamment du fait de la mise en œuvre des filières relatives à la Responsabilité Elargie des Producteurs « meubles » qui a entraîné une augmentation importante des stocks de la quasi-totalité des sites de recyclage du territoire et par conséquent des variations haussières des prix de traitement ;
- qu'aussi, il est proposé d'introduire un prix nouveau pour le traitement des bois issu du tri des encombrants collectés sur le périmètre de la Métropole de Montpellier induisant ainsi une moins-value sur les prix révisés et ajustés du marché 4798 VD 17 dont :
 - La Prise en charge, contrôle, tri et broyage des bois : 47,10 € HT/T
 - Le Transport et valorisation des bois « B » (valeur aout 2020) : 67,00 € HT/T
- que sur la durée du marché restant à courir, les tonnages concernés du bois issu du tri des encombrants collectés en porte à porte et issus de collectes particulières sont estimés à 3 000 T (300 T/mois * 10 mois) ;
- que le bois ainsi trié sera directement valorisé par le titulaire du marché 5111 VD18 afin de réduire les coûts de prise en charge au sein du site Onyx (marché 4798 VD17) ;
- que le nouveau prix au marché 5111 VD18 introduit par le présent avenant n°1 est évalué à 66,10 € HT /T comprenant le traitement pour chaque tonne de bois issue du centre de tri ;
- que le montant estimatif induit par cette introduction de prix nouveau est évalué à 198 300,00 € HT représentant une augmentation de 6,16 % par rapport au montant initial du marché de 3 219 619,48 € HT ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 5111VD18 avec l'entreprise SMN, d'un montant prévisionnel de 198 300,00 euros HT portant le nouveau montant du marché à 3 417 919,48 euros HT

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 et 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport CAO Avenant 1 marché 5111 VOP VD le 12 nov 2020.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
n°4798VD17 "Traitement des bennes bois
issues des déchetteries de Montpellier
Méditerranée Métropole"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, II ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Francois VASQUEZ en qualité de Vice-président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Francois VASQUEZ dans le domaine « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et politique zéro déchet » ;

- VU la décision n°D2017-735 attribuant le marché 4798VD17 à l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON sise 765 rue Henri Becquerel, 34000 Montpellier, pour un montant estimatif est de 4 073 921,07 € HT soit 4 481 313,18 € TTC (Les prestations sont rémunérées par application aux quantités réellement exécutées) ;

- VU l'ordonnance n°2020-319 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 ;

Considérant :

- que : le marché n°4798VD17 notifié le 12 décembre 2017 arrive à échéance le 12 décembre 2020 ;
- qu'il est nécessaire de passer un avenant n°1 au marché n°4798VD17 pour prolonger la durée du marché afin de prendre en compte l'état de crise sanitaire due à l'épidémie de covid-19, avec incidence financière ;

- qu'il est donc souhaité de prolonger la durée du marché n°4798VD17 pour période de 3 mois dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché n° M0D0033VD soit jusqu'au 12 mars 2021 ;

- que le montant estimatif de cette prolongation est évalué à 236 803,42 € HT représentant 5.81% du montant estimatif initial du marché de 4 073 921,07 € HT.

Ce montant prend en compte le montant prévisionnel du marché pour la période courant du 12 décembre 2020 au 12 mars 2021 qui s'élève à 339 493,42 € HT.

Ainsi que les modifications apportées aux prestations de prise en charge du bois issu du traitement des collectes des encombrants de Montpellier Méditerranée Métropole (avenant n°1 au marché 5111VD18) afin d'optimiser son prix de transport et de traitement. La moins-value liée à la diminution de prise en charge du bois sur cette même période de trois mois sur le site Onyx (900 T) est ainsi estimée à 102 690, 00 € H.T. (prise en charge, contrôle, tri, broyage (47,10 € HT/T) et transport/valorisation (67,00 € HT/T) = 114,10 € HT /T valeur octobre 2020).

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4798VD17 avec l'entreprise ONYX LANGUEDOC ROUSSILLON, d'un montant de 236 803,42 euros HT, portant le nouveau montant prévisionnel du marché à 4 310 724,49 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 et 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEL



Page 2 sur 3

Publiée le : 10 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Appel Cour
Administrative d'Appel de Marseille -
Mula Christine"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'administration générale, de la commande publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

CONSIDÉRANT :

- le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1805306-4 du 19 novembre 2020 condamnant la Métropole à indemniser Madame Christine MULA pour préjudice subi consécutivement aux désordres affectant son habitation sise sur la commune de Saint Georges d'Orques suite à la réalisation d'un mur de soutènement par la commune de Saint Georges d'Orques.
- qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille contre le jugement du Tribunal Administratif n°1805306-4 du 19 novembre 2020.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SELARL d'Avocats Gil-Cros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



11 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle IV 627, route de Lavérune
résidence ' Lemon ' Commune de
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de procéder à l'élargissement du cheminement piéton devant la résidence « Lemon » récemment réalisée ;

- **CONSIDERANT** l'accord du syndicat des copropriétaires de la résidence « Lemon », lors de leur assemblée générale, acceptant la cession de la parcelle nouvellement cadastrée IV 627 (126 m²), à l'euro symbolique, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, pour permettre son intégration au domaine public ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du syndicat des copropriétaires de la résidence « Lemon », domicilié à Montpellier (route de Lavérune), la parcelle nouvellement cadastrée IV 627 pour 126 m², permettant l'amélioration et l'élargissement du trottoir au droit de cette résidence, route de Lavérune à Montpellier, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est acceptée à l'euro symbolique, sans versement, compte-tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole, acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marche MOB0116DC
pour l'acquisition par Montpellier
Méditerranée Métropole d'un lot de
manuscrits de CAMBACERES issu de la
collection ARISTOPHIL**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à, Monsieur PENSO Éric, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine Historique,
- VU le devis détaillé et chiffré de Drouot Estimations

Considérant :

- que Montpellier Méditerranée Métropole vient d'acquérir aux enchères lors de la vente du 19 novembre 2020 auprès de Drouot Estimations par préemption un important ensemble de manuscrits des mémoires de CAMBACERES issu de la collection Aristophil;

- que conformément à l'article L.2122-1 du Code de la commande publique et à l'article R.2122-3 qui stipule que les marchés d'acquisition d'une œuvre d'art unique peuvent être passés sans publicité ni mise en concurrence,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°MOB0116DC Acquisition aux enchères d'un important ensemble de manuscrits des mémoires de CABBACERES issu des collections Aristophil à la société Drouot Estimations sise à l'adresse 7, rue Drouot 75009 PARIS, pour un montant de 36 000 euros d'enchères et 10 800 euros de frais.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 11/12/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 15 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
MOD0070AT - travaux d'aménagement de
la rue des Lavandins sur la Commune de
Vendargues - autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric Lafforgue, Vice-Président délégué à la Voirie et l'Espace public,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement de la rue des Lavandins sur la Commune de Vendargues sont nécessaires ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de : 5 mois, période de préparation de 1 mois comprise ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
- Prix pondéré à 60 % ;
 - Valeur technique pondérée à 40 % ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M0D0070AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue des Lavandins sur la commune de Vendargues à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE sise à Vendargues (34740) pour un montant estimatif de 179 923,00 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service de démarrage. Sa durée est de 5 mois période de préparation de 1 mois comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 07 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 08 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 08 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO SIGNE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Service Carrière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise à disposition
d'un agent de catégorie A de la Ville de
Montpellier auprès de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- CONSIDERANT que Madame Corinne CANAYER, attaché à la Ville de Montpellier a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} novembre 2020 ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Corinne CANAYER, attachée territoriale, est mise à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} novembre 2020 pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 3 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 0 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 0 4 DEC. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Service Carrière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision portant mise à disposition de deux
agents de catégorie C de la Ville de
Montpellier auprès de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- **CONSIDERANT** que la Ville de Montpellier met à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole deux agents de catégorie C auprès du pôle Ressources Humaines et Relations Sociales à compter du 1^{er} janvier 2020,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Deux agents de catégorie C, sur leur demande, sont mis à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole auprès du service commun Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales du 1^{er} janvier 2020 :

- Un adjoint technique pour assurer les fonctions d'agent d'accueil pour une durée de 1 an 6 mois
- Un agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe pour exercer les fonctions de Gestionnaire administratif pour une durée de 1 an

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer les conventions de mise à disposition individuelles visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 0 4 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 4 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention mise à disposition janvier à juin 2020
- Projet de convention de mise à disposition
- Projet de convention de mise à disposition

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Service Carrière**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision de mise à disposition de Madame
Monique PEDRO auprès de la Ville de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle portant sur l'adoption des conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des Ressources Humaines et du Dialogue Social ;
- CONSIDERANT que Madame Monique PEDRO a sollicité sa mise à disposition à 100% auprès de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} septembre 2020,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Madame Monique PEDRO, adjoint administratif, est mise à disposition de la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} septembre 2020 et jusqu'au 31 octobre 2020.

ARTICLE 2 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines et au Dialogue Social est autorisé à signer la convention de mise à disposition individuelle visées à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

- 3 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Joël RAYMOND

Publiée le : 04 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de mise à disposition

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au sinistre dommages
ouvrages ayant touché le MIBI -
Indemnités d'Assurances - Acceptation
d'une offre d'indemnisation**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de, hors les marchés publics, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 € ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean François AUDRIN, délégué à « l'Administration générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du patrimoine » ;
- VU la proposition de la SMA COURTAGE, compagnie d'assurance dommages ouvrages de Montpellier Méditerranée Métropole, du versement de l'indemnité d'assurance d'un montant de 30 891.72€ suite à la déclaration de sinistre consécutive à l'affaissement du parvis du MIBI constaté le 05/01/2018,


DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 30 891.72€uros.

ARTICLE 2 : Les recettes relatives à cette affaire sont prévues aux budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer tous documents relatifs à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le **11 DEC. 2020**
Monsieur le Vice-Président
Jean-François AUDRIN

Publiée le : **17 DEC. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au contrat de Prêt à Usage
entre la SA3M et Montpellier
Méditerranée Métropole concernant
l'utilisation des cuisines du Domaine de la
Pompignane**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine »,
- VU la décision MD2020-895 du 20 octobre 2020 concernant la conclusion d'un prêt à usage entre la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole sur l'utilisation de cuisines par le service Protocole au Domaine de la Pompignane

CONSIDERANT :

- que la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), est propriétaire de biens sis Mas de Pastourel à Montpellier, dans le cadre d'une Concession d'Aménagement passée avec la Commune de Montpellier dénommée « Réaménagement du quartier de la Pompignane 2016-2031 », laquelle a été approuvée aux termes d'une délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier, n°2016314 du 29 septembre 2016 ;
- que l'ensemble immobilier dénommé le « Domaine de la Pompignane » a été acquis auprès de la Métropole le 21 novembre 2018 par la SA3M avec des conditions particulières liées à la jouissance du bien concernant une partie de ces parcelles jusqu'au 30 septembre 2020 afin de pouvoir continuer, entre autres, à maintenir l'activité de la « cuisine du protocole de la Métropole » dans les locaux destinés à cet usage situés au rez-de-chaussée de la maison de maître, dans l'attente de sa relocalisation vers de nouveaux locaux en cours de construction ;
- que suite au retard du chantier susvisé dans la livraison des nouveaux locaux, la Métropole et la SA3M ont conclu un prêt à usage afin de permettre au service Protocole de la Métropole d'utiliser les cuisines jusqu'au 30 novembre 2020 ;
- cependant qu'en raison de la crise sanitaire et du retard pris dans les procédures concernant les marchés publics, le service Protocole ne dispose pas encore du matériel indispensable à la bonne exécution de certaines de ces missions, il est donc nécessaire pour Montpellier Méditerranée Métropole de convenir avec SA3M d'un prolongement de la durée du prêt à usage jusqu'au 11 décembre 2020 par voie d'avenant.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole et la société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole signe un Avenant n° 1 à la convention de Prêt à usage à titre gracieux concernant le rez-de-chaussée de la maison de maître aménagé pour accueillir la « cuisine du protocole » ainsi que ses cheminements d'accès, l'ensemble étant situé Mas de Pastourel à Montpellier, parcelle RR 81.

ARTICLE 2 : L'avenant n°1 modifie l'article 2 « Durée et Résiliation » du Prêt à usage en portant le terme du prêt au 11 décembre 2020.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 au prêt à usage SERM Cuisines du Protocole.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une Convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
la parcelle A 2466 sur la commune de
Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux d'une surface de 1004 m², d'une longueur traversée de 2,5 ml et d'une surface occupée de 6 m² environ portant sur la parcelle cadastrée A 2466, sise commune de Sussargues et appartenant à M. CAUPERT Christian Jean-Marie Léon, pour une durée de 3 mois, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu l'extension des réseaux d'assainissement en vue de desservir les parcelles privées rue du Chardonnay à SUSSARGUES en assainissement collectif ;

- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur la parcelle privée traversée par ladite canalisation une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes.

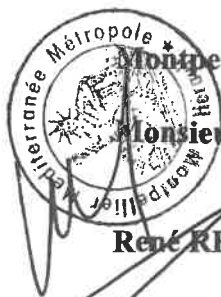
D E C I D E

ARTICLE 1 : Une Convention d'occupation temporaire et de travaux est consentie entre le propriétaire Mr CAUPERT Christian Jean-Marie Léon sis Domaine des Oliviers, 11 allée de la Rougette - 34170 CASTELNAU LE LEZ sur la parcelle A 2466 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole est autorisée à avoir un libre accès sur la parcelle A 2466. La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit pour une durée de 3 mois après signature de chaque partie.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une occupation temporaire sur la parcelle A 2466 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 10 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CAUPERT Christain - COTT signée 121120.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule de marque Peugeot 106
immatriculé CV-003-SC techniquement
réparable et économiquement irréparable -
Abrogation de la décision de réforme
MD2019-773 du 23/07/2019

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- VU la décision MD2019-773 du 23/07/2019 de réforme pour cause de vétusté du véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CV-003-SC ;
- CONSIDERANT** que dans le cadre de la continuité du service et l'ajout de missions supplémentaires, il a été nécessaire de conserver le véhicule CV-003-SC destiné à la réforme jusqu'à son remplacement effectif ;

-CONSIDERANT que le véhicule a subi un sinistre et qu'il a été déclaré par le cabinet d'expertise CEAM, sis 15 rue du Puech Radier 34 871 Lattes, techniquement réparable mais économiquement irréparable,

- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule dont la vétusté est aggravée par un sinistre économiquement irréparable et qu'il convient de réformer le véhicule sur un autre motif que la vétusté ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision de réforme n° MD2019-773 en date du 23/07/2019 concernant la réforme du véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CV-003-SC est abrogée.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme le véhicule techniquement réparable mais économiquement irréparable de marque Peugeot 106 immatriculé CV-003-SC et le cède à la SMACL Assurances, sise 141 avenue Salvadore Allende, CS 20000, 79 031 Niort Cedex 9.

ARTICLE 3 : Le prix de la cession, conformément à l'estimation du cabinet d'expertise CEAM est fixé à 2 600 euros TTC.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 2, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



- 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 16 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au don de Monsieur Marc
LATHAM d'un pastel de Georges Daniel
de MONFREID (Paris 1856 - 1929)
Nu féminin roux, juin 1891

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Marc LATHAM domicilié Domaine du Thou, route de Vendres 34 410 Sauvian, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole un pastel sur papier de Georges Daniel de MONFREID (Paris 1856 - 1929), *Nu féminin roux*, juin 1891, 63 x 47.5 cm d'une valeur de 8 000 € (huit mille euros). Ce pastel sur papier a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'Acquisition Occitanie du 1er octobre.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'accepter le don à Montpellier Méditerranée Métropole, à titre gracieux, de Marc LATHAM domicilié Domaine du Thou, route de Vendres 34410 Sauvian d'un pastel sur papier de

Georges Daniel de MONFREID (Paris 1856 - 1929), *Nu féminin roux*, juin 1891, 63 x 47.5 cm d'une valeur de 8 000 € (huit mille euros).

ARTICLE 2 : que ce pastel sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur Éric PENSO, Vice-Président à la Culture et au Patrimoine historique, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation .pdf
- Visuel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché n°
M0B0087EA - Surveillance et maintenance
des clapets mobiles des seuils Moulin de
l'Évêque et Pont Juvénal

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Véronique NEGRET en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique NEGRET dans le domaine « Littoral, prévention des risques majeurs, GEMAPI » ;

Considérant :

- que la surveillance et maintenance des clapets mobiles des seuils Moulin de l'Évêque et Pont Juvénal sur la commune de Montpellier est nécessaire ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-6 du Code de la commande publique ainsi qu'en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du CCP sous la forme d'un marché à procédure adaptée à bons de commande pour une durée de 3 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise VEOLIA sise 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 MONTPELLIER présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M0B0087EA - Surveillance et maintenance des clapets mobiles des seuils Moulin de l'Evêque et Pont Juvénal à l'entreprise VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 MONTPELLIER. Les prestations concernées pour le présent accord-cadre à bons de commande seront rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U.). Le montant total des commandes du marché est compris entre un minimum et un maximum définis comme suit : sans minimum et un maximum égal à 89 999 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Véronique NÉGRE



Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commande entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier pour un marché
d'Achat de Gaz naturel comprimé pour
véhicules - Montpellier Méditerranée
Métropole coordonnateur**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; et celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- que dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat du gaz naturel comprimé pour véhicules (GNC), conformément à la convention annexée à la présente décision ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. Chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- que les montants estimatifs annuels exprimés en € H.T sont de :

Ville de Montpellier30 000 € HT
Pour Montpellier Méditerranée Métropole : 180 000 € HT

- que sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à exécuter avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour un marché d'achat du gaz naturel comprimé pour véhicules (GNC) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDIER



Publiée le : 17 DEC. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture : 17 DEC. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0C0020VD - Travaux d'entretien et de
reprise de la galerie de pompage des eaux
de drainage - ISDnD Castries - Suivi
décennal**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique zéro déchet ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour l'entretien et la reprise de la galerie de pompage des eaux de drainage de l'ISDnD de Castries ;

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché ordinaire, à prix unitaires (marché rémunéré aux quantités réellement exécutées) pour une durée de 3 mois
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %
 - ° Prix des prestations au regard du montant du DQE : 40 %
- qu'après analyse, l'entreprise STRAS Sasu / Rue René Gomez – CS 70004 – 34535 BEZIERS Cedex présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M0C0020VD - Travaux d'entretien et de reprise de la galerie de pompage des eaux de drainage - ISDND CASTRIES - Suivi décennal - à l'entreprise STRAS Sasu, pour un montant estimatif de 119 120.20 € HT au regard du DQE (marché rémunéré aux quantités réellement exécutées) ;
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15/12/20

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ



Publiée le : 22 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAO VDS.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de Monsieur
Bertrand Talabardon, président de la SAS
Talabardon et Gautier, d'un fusain
d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 -
Paris, 1889), Tête de faune.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que Monsieur Bertrand Talabardon, président de la SAS Talabardon et Gautier, demeurant au 134 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole un fusain, estompe et rehauts de blanc sur papier d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 – Paris, 1889), *Tête de faune*, 52,9 x 40,8 cm d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros). Ce fusain a reçu l'avis favorable de la Commission scientifique régionale d'Acquisition Occitanie du 1er octobre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'accepter le don à titre gracieux de Monsieur Bertrand Talabardon, président de la SAS Talabardon et Gautier, demeurant au 134 rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris, d'un fusain, estompe et rehauts de blanc sur papier d'Alexandre Cabanel (Montpellier, 1823 – Paris, 1889), Tête de faune, 52,9 x 40,8 cm d'une valeur de 4 000 € (quatre mille euros).

ARTICLE 2 : Que ce fusain sera conservé au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15/12/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 15 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de donation .pdf
- Visuel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles en nature de voirie - Domaine
Nicolas - Les Balcons - Val de Combe -
Commune de Saint-Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération 2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 Juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;

- VU l'accord du Groupe GGL Aménagement, par mail en date du 27 novembre 2020, pour céder la parcelle BP 349 (2405 m²) située « Les Balcons », la parcelle AP 365 (1469 m²) située « Domaine Nicolas » et les parcelles AK 171, AK 177, AK 178, AK 191, AK 192, AK 193, AK 213, AK 223, AH 228 (superficie totale 6551 m²) situées « Val de Combe » toutes aménagées en voirie, sur la commune de Saint-Jean de Védas, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain ces parcelles déjà aménagées en voirie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du Groupe GGL Aménagement ou toute autre personne s'y substituant, la parcelle BP 349 (2405 m²) située « Les Balcons », la parcelle AP 365 (1469 m²) située « Domaine Nicolas » et les parcelles AK 171, AK 177, AK 178, AK 191, AK 192, AK 193, AK 213, AK 223, AH 228 (superficie totale 6551 m²) situées « Val de Combe » toutes aménagées en voirie, sur la commune de Saint-Jean de Védas.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature des biens transférés. Les emprises acquises seront intégrées au domaine public de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au don de la Fondation
d'Entreprise du musée Fabre de deux
œuvres d'André VALENSI (1947-1999),
Sans titre, 1983 et Sans titre, 1985**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture et Patrimoine historique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34 960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux œuvres d'André VALENSI (1947-1999), *Sans titre, 1983*, huile sur toile, 177 x 180 cm d'une valeur de 10 112 € (dix mille cent douze euros) et *Sans titre, 1985*, huile sur toile, 201.5 x 201.5 cm d'une valeur de 15 168 € (quinze mille cent soixante huit euros). Ces œuvres ont reçu l'avis favorable de la délégation permanente du 5 novembre 2020.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Max PONSEILLÉ, Président-Directeur Général Oc Santé de deux oeuvres d'André VALENSI (1947-1999), *Sans titre, 1983*, huile sur toile, 177 x 180 cm d'une valeur de 10 112 € (dix mille cent douze euros) et *Sans titre, 1985*, huile sur toile, 201.5 x 201.5 cm d'une valeur de 15 168 € (quinze mille cent soixante-huit euros).

ARTICLE 2 : Ces œuvres seront conservées au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout contrat découlant du don visé à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15/12/20
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 15 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de don Fondation d'Entreprise.pdf
- Visuel Sans titre 1983.pdf
- Visuel Sans titre 1985.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AL 100 rue du Stade Commune de
Saussan

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur FAURE par mail en date du 29 novembre 2020 pour céder la parcelle AL 100, d'une superficie de 291 m², aménagée en voirie, située rue du Stade sur la commune de Saussan, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain, cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur FAURE ou toute personne s'y substituant, la parcelle AL 100 d'une superficie de 291 m², aménagée en voirie, située rue du Stade sur la commune de Saussan en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative au marché
G8D5215 " réfection des tranchées et
investigations complémentaires " -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président Délégué aux Voiries et à l'Espace Public ;
- VU la décision n°2019-687 attribuant le marché n°G8D5215 de réfection des tranchées et d'investigations complémentaires à l'entreprise EUROVIA pour un montant total compris entre 1 000 000€ HT et 4 000 000€ HT.

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de modifier l'article 2 la décision n°2019-687 concernant l'imputation budgétaire en précisant que les dépenses liées à ce marché pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la présente décision modifie l'article 2 de la décision n°2019-687 qui ne comportait pas la bonne imputation budgétaire et que les dépenses liées au marché n°G8D5215 de réfection des tranchées et d'investigations complémentaires pourront être imputées sur le budget principal ou les budgets annexes de la Métropole, tous chapitres confondus.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **30 DEC. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 31 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Kangoo immatriculé CV-977-SB -
Hôtel des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CV-977-SB ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

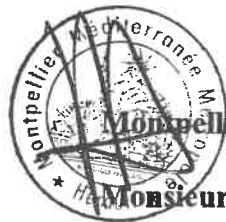
D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Kangoo immatriculé CV-977-SB et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
modèle Kangoo immatriculé EL-916-TR -
Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault modèle Kangoo immatriculé EL-916-TR ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

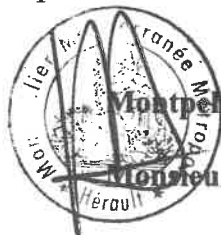
D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault modèle Kangoo immatriculé EL-916-TR et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Toyota
Dyna immatriculé EL-218-FK - Hôtel des
ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Toyota Dyna immatriculé EL-218-FK ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

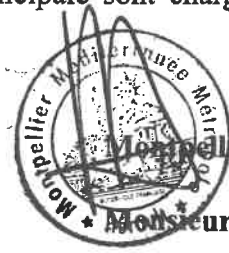
D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Toyota Dyna immatriculé EL-218-FK et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite "Les Terrasses Impériales"
avec la société "SCI IMPERIALE" sur la
commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19, et notamment son article 1, alinéa II ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L332-11-3 du code de l'urbanisme ;
- VU la délibération du Conseil du 15 Juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de « l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la maîtrise foncière » ;
- VU la délibération du conseil de Métropole n°14533, en date du 29/03/2017, fixant le périmètre du PUP « Route Impériale » et la répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP ;

des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention, ci-après annexée à la présente décision, s'élève à 557 536 €.

DECIDE

Article 1 : Le tableau de répartition financière des opérations qui sont, ou seront, développées à l'intérieur du périmètre du PUP « Route Impériale » est modifié conformément au tableau apparaissant à l'annexe 1.

Article 2 : La convention de Projet Urbain Partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et la « SCI IMPERIALE » est approuvée, son projet figure à l'annexe 3.

Article 3 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la société « SCI IMPERIALE », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 557 536 €.

Article 4 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 233 966 €.

Article 5 : La Commune de Baillargues percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 252 604 €.

Article 6 : Le Syndicat Mixte Garrigues campagne percevra directement, auprès de la société ci-dessus citée, 70 966 €.

Article 7 : La durée d'exonération de la part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la convention est de 10 ans.

Article 8 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 9 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial précitée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 10 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/12/2021.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 28.12.2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

28.12.2021.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une Convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
la parcelle A 2468 sur la commune de
Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice6Président ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux d'une surface de 1004 m², d'une longueur traversée de 2,5 ml et d'une surface occupée de 6 m² environ portant sur la parcelle cadastrée A 2468, sise commune de Sussargues et appartenant à M. CAUPERT Didier Marcel Georges, pour une durée de 3 mois, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu l'extension des réseaux d'assainissement en vue de desservir les parcelles privées rue du Chardonnay à SUSSARGUES en assainissement collectif ;

- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur la parcelle privée traversée par ladite canalisation une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes.


DECIDE

ARTICLE 1 : Une Convention d'occupation temporaire et de travaux est consentie entre le Propriétaire Mr CAUPERT Didier Marcel Georges demeurant au 21, rue Lieutenant Joseph Lignon — 34430 SAINT JEAN DE VEDAS au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole est autorisée à avoir un libre accès sur la parcelle A 2468.
La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit pour une durée de 3 mois après signature de chaque partie.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une occupation temporaire sur la parcelle A 2468 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président
René REVOL

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CAUPERT Didier - COTT - signée 011020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C
immatriculé EH-436-LP - Hôtel des ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C immatriculé EH-436-LP ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Iveco 35C immatriculé EH-436-LP et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C
immatriculé EL-574-FR - Hôtel des ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C immatriculé EL-574-FR ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

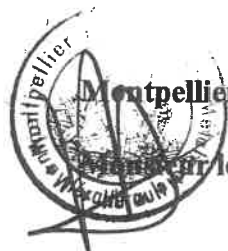
D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Iveco 35C immatriculé EL-574-FR et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 **Montpellier, le - 9 DEC. 2020**
Vice-Président
Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **14 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite 'Chemin du Petit Bonheur '
avec les sociétés ' SCCV NGP19-
IMPERIALE ', ' SCCV Baillargues chemin
du Petit Bonheur ' et ' Société Française
des Habitations Economiques - Société
Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré '
sur la Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) en date du 13/11/2020 ;

D'HABITATION A LOYER MODERE », dans le cadre de la convention précitée, s'élève à 519 439 €.

Article 3 : Montpellier Méditerranée Métropole percevra directement, auprès des sociétés ci-dessus citées, 223 348 €.

Article 4 : La Commune de Baillargues percevra directement, auprès des sociétés ci-dessus citées, 227 043 €.

Article 5 : Le Syndicat Mixte Garrigues Campagne percevra directement, auprès des sociétés ci-dessus citées, 69 048 €.

Article 6 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 10 ans.

Article 7 : Les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 8 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 9 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28.12.2020.

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : 28.12.2020.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28.12.2020-

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau de répartition financière du PUP "Chemin du Petit Bonheur"
- Périmètre d'application de la convention de PUP "Chemin du Petit Bonheur"
- Projet de convention de PUP "Chemin du Petit Bonheur" (bon pour accord promoteurs)

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C
immatriculé EL-772-TR - Hôtel des ventes
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Iveco 35C immatriculé EL-772-TR ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Iveco 35C immatriculé EL-772-TR et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Montpellier le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une remorque vétuste de marque
Rumeau immatriculée EP-803-HK - Hôtel
des ventes de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une remorque vétuste de marque Rumeau immatriculée EP-803-HK ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une remorque vétuste et qu'il convient de la réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté une remorque de marque Rumeau immatriculée EP-803-HK et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le - 9 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une Convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
la parcelle A 2324 sur la commune de
Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux d'une surface de 1173 m², d'une longueur traversée de 36,8 m et d'une surface occupée de 82 m² environ portant sur la parcelle cadastrée A 2324, sise commune de Sussargues et appartenant à Mme CAUPERT Nathalie épouse MOKDADI, pour une durée de 3 mois, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu l'extension des réseaux d'assainissement en vue de desservir les parcelles privées rue du Chardonay à SUSSARGUES en assainissement collectif ;

- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur la parcelle privée traversée par ladite canalisation une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes.


DECIDE

ARTICLE 1 : Une Convention d'occupation temporaire et de travaux est consentie entre le propriétaire Mme CAUPERT Nathalie épouse MOKDADI sis au Lotissement Verger de Montlouis - 69410 CHAMPAGNE-AU-MONT-D'OR sur la parcelle A 2324 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole est autorisée à avoir un libre accès sur la parcelle A 2324. La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit pour une durée de 3 mois après signature de chaque partie.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une occupation temporaire sur la parcelle A 2324 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président
René REVOL

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CAUPERT Nathalie - COTT signée 011120.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule poids-lourd vétuste de
marque Mercedes immatriculé FF-618-QH
- Hôtel des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule poids-lourd vétuste de marque Mercedes immatriculé FF-618-QH ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule poids-lourd vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule poids-lourd de marque Mercedes immatriculé FF-618-QH et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **24 DEC. 2020**
Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : **28 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Peugeot
Boxer benne immatriculé EL-272-FK -
Hôtel des Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Peugeot Boxer benne immatriculé EL-272-FK ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Peugeot Boxer benne immatriculé EL-272-FK et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

11 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une Convention
d'occupation temporaire et de travaux sur
la parcelle 2323 sur la commune de
Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire pour travaux d'une surface de 1120 m², d'une longueur traversée de 36,8 m et d'une surface occupée de 104 m² environ portant sur la parcelle cadastrée A 2323, sise commune de Sussargues et appartenant à Monsieur GRANGE Yvan et Monsieur MAISSE Christian Claude Marcel pour une durée de 3 mois, consenti à titre gratuit au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDÉRANT :

- que la Direction de l'Eau et l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole a prévu l'extension des réseaux d'assainissement en vue de desservir les parcelles privées rue du Chardonay à SUSSARGUES en assainissement collectif ;

- que les négociations amiables menées avec le propriétaire ont conduit à la constitution de servitudes de passage sur la parcelle privée traversée par ladite canalisation une convention de servitude est signée concomitamment aux présentes.


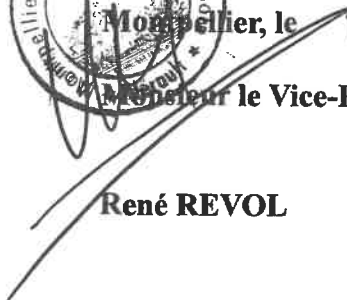
DECIDE

ARTICLE 1 : Une Convention d'occupation temporaire et de travaux est consentie entre les propriétaires Mr GRANGE Yvan demeurant au 9 rue du Chardonay - 34160 SUSSARGUES et Monsieur MAISSE Christian Claude Marcel demeurant au 9 rue du Chardonay - 34160 SUSSARGUES sur la parcelle A 2323 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole est autorisée à avoir un libre accès sur la parcelle A 2323. La présente convention d'occupation temporaire est conclue à titre gratuit pour une durée de 3 mois.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à bénéficier d'une occupation temporaire sur la parcelle A 2323 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention d'occupation temporaire visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Ind GRANGE-MAISSE - COTT signée 191020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public - Rue de Salaison -
Commune de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDÉRANT** la demande d'acquisition d'une emprise de 414 m² faite par la copropriété le Parc de Gouneaud sur la commune de Vendargues, en vue de privatiser l'impasse intérieure à la résidence,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette portion de voie avant de pouvoir la céder,

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 414 m² environ, à extraire du domaine public non cadastré, située rue de Salaison sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 414 m² environ à extraire du domaine public non cadastré, située rue de Salaison sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

17 DEC. 2020

Monsieur la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AO 71 - Route de Murviel -
Commune de Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de la SCI DE LA TRIVIALE par courrier en date du 24 novembre 2020, pour céder la parcelle AO 71, d'une superficie de 340 m², aménagée en voirie, située 9 route de Murviel sur la commune de Cournonterral, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain, cette parcelle déjà aménagée en voirie,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI DE LA TRIVIALE ou toute autre personne s'y substituant, la parcelle AO 71 d'une superficie de 340 m², aménagée en voirie, située 9 route de Murviel sur la commune de Courdonterral , en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré. La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **17 DEC. 2020**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle BL 245 - Rue de Las
Coustierrasses Commune de Grabels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur RICCIO Lenny et Madame DERRIEN Julia pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle BL 245 d'une superficie de 6 m² située sur la commune de Grabels ;
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir l'emprise de 6 m² impactée par l'emplacement réservé n° 9 inscrit au PLU pour élargissement à 8 m de la rue de Las Coustierrasses à Grabels ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur RICCIO Lenny et Madame DERRIEN Julia, la parcelle BL 245 d'une superficie de 6 m², située rue de Las Coustierrasses sur la commune de Grabels.

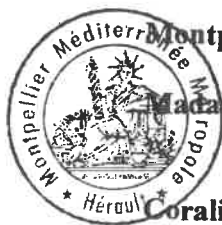
ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 50 €/m² soit un montant total de 300 €.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 30 DEC. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession de la parcelle
AN 53 - avenue de la Cresse Saint Martin -
Commune de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU la décision du Président n° MD Décision MD 2020-665 du 7 septembre 2020 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'une emprise de 460 m² à extraire du domaine public sur la commune de Cournonsec,
- VU l'estimation des Domaines en date du 3 novembre 2020,
- VU la demande d'acquisition présentée par la SCI La Capitelle d'une emprise de 460 m², avenue de la Cresse Saint Martin à Cournonsec,
- **CONSIDERANT** que la parcelle nouvellement cadastrée AN 53 n'est pas affectée à l'usage public, et qu'elle ne présente aucun intérêt pour la Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SCI La Capitelle, ou toute société s'y substituant, la parcelle AN 53 d'une superficie de 460 m², préalablement désaffectée et déclassée.

ARTICLE 2 : La transaction est réalisée au prix de 32 € / m² soit un total de 14720 €, montant compatible avec l'avis des Domaines en date du 3 novembre 2020.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de l'acquéreur. La recette liée à cette transaction sera affectée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative une convention de
constitution de servitude - Parcelle 2468
sur la commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une convention de constitution de servitude doit être établie avec le propriétaire concerné pour y enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires sur la parcelle cadastrée A 2468 d'une surface de 1004 m², d'une longueur de traversée de 2,5 ml et une surface de servitude de 6 m², sur la commune de Sussargues;
- la déclaration du propriétaire que l'emprise objet de la servitude est libre de toute exploitation.

D E C I D E

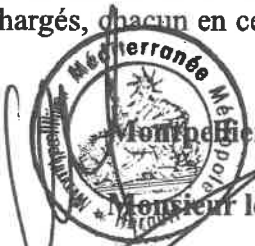
ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude est consentie par le propriétaire Mr CAUPERT Didier Marcel Georges sis 21, rue Lieutenant Joseph Lignon —34430 SAINT JEAN DE VEDAS sur la parcelle A 2468 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de constitution de servitude est consentie à titre gratuit et prendra effet à compter de la date de la signature par les parties valables pendant toute la durée de l'exploitation de la canalisation.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées sur la parcelle A 2468 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : Le « PROPRIETAIRE » autorise une servitude pour enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de constitution de servitude visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 10 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président
René REVOL

Publiée le : 14 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CAUPERT Didier - CS - signée 011020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
constitution de servitude - Parcelle A 2324
sur la commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- qu'une convention de constitution de servitude doit être établie avec la propriétaire concernée pour y enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires sur la parcelle cadastrée A 2324 d'une surface de 1173 m², d'une longueur de traversée de 36,8 ml et une surface de servitude de 50 m², sur la commune de Sussargues ;
- la déclaration du propriétaire que l'emprise objet de la servitude est libre de toute exploitation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude est consentie par la propriétaire Mme CAUPERT Nathalie épouse MOKDADI sise au Lotissement Verger de Montlouis - 69410 CHAMPAGNE-AU-MONT-D'OR sur la parcelle A 2324 au profit de Montpellier Méditerranée Métropole.

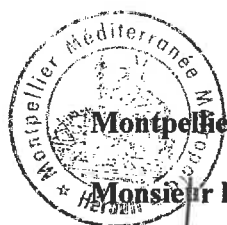
Cette convention de constitution de servitude est consentie à titre gratuit et prendra effet à compter de la date de la signature par les parties, valable pendant toute la durée de l'exploitation de la canalisation.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées sur la parcelle A 2324 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : La « PROPRIETAIRE » autorise une servitude pour enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de constitution de servitude visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

05 JAN. 2021

Monsieur le Vice-Président

Rene REVOL

Publiée le : 06 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CAUPERT Nathalie - CS signée 011120.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
constitution de servitude - Parcelle A 2323
sur la commune de Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- qu'une convention de constitution de servitude doit être établie avec les propriétaires concernés pour y enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires sur la parcelle cadastrée A 2323 d'une surface de 1120 m², d'une longueur de traversée de 36,8 ml et une surface de servitude de 104 m², sur la commune de Sussargues ;
- la déclaration des propriétaires que l'emprise objet de la servitude est libre de toute exploitation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de constitution de servitude est consentie par les propriétaires Mr GRANGE Yvan sis 9, rue du Chardonnay - 34160 SUSSARGUES et Mr MAISSE Christian Claude Marcel sis 9, rue du Chardonnay - 34160 SUSSARGUES sur la parcelle A 2323 sur la commune de

Sussargues au profit de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention de constitution de servitude est consentie à titre gratuit et prendra effet à compter de la date de la signature par les parties, valable pendant toute la durée de l'exploitation de la canalisation.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée de bénéficier d'une servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'évacuation des eaux usées sur la parcelle A 2323 sur la commune de Sussargues.

ARTICLE 3 : Les « PROPRIETAIRES » autorisent une servitude pour enfouir une canalisation de refoulement des eaux usées et leurs accessoires techniques nécessaires.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de constitution de servitude visée à l'article 1 ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

05 JAN. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 06 JAN. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 JAN. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- Ind GRANGE-MAISSE - CS signée 191020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AK 229 - chemin du Cambas -
Commune de Montferrier-sur-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de régularisation foncière formulée par TERRES DU SOLEIL en date du 05 octobre 2020,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière de la parcelle AK 229, située chemin du Cambas à Montferrier-sur-Lez, frappée d'un emplacement réservé (opération D2 du PLU) et constituée d'un transformateur ENEDIS nécessaire au secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès l'aménageur TERRES DU SOLEIL ou toute autre société venant en substitution, la parcelle cadastrée AK 229 d'une superficie de 40 m², en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition emprises
chemin de Bourgidoux - ex-RD n°54E -
Commune de Sussargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la demande de régularisation foncière formulée par Monsieur Pierre DAUMET par courrier en date du 30 septembre 2020,
- VU l'accord de Monsieur Pierre DAUMET sur les termes de la négociation en date du 1^{er} décembre 2020,

- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la propriété foncière des parcelles A 2735 et A 2738, déjà aménagées en voirie, situées chemin de Bourgidoux, ex-RD n°54^E, sur la commune de Sussargues,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Pierre DAUMET, les parcelles cadastrées A 2735 et A 2738, d'une superficie respective de 20 m² et 68 m², en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 30€/m², soit un montant total de 2 640€ (*deux mille six cent quarante euros*).

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

30 DEC. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°
M8B0046DS "achat de matériels pour les
activités pédagogiques du réseau des
piscines de Montpellier Méditerranée
Métropole" - Avenant n° 1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la décision n° MD2018-1180 en date du 29 janvier 2019 attribuant le marché n° M8B0046DS « Achat de matériels pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société LA MAISON DE LA PISCINE, sise ZI de Toctoucau,

Chemin de Lou Tribail, à CESTAS (33 610), pour un montant maximum annuel de 40 000 € H.T. et une durée d'un an reconductible une fois pour un an,

Considérant :

- que les délais imposés par la procédure de lancement d'un nouveau marché rendent nécessaire une prolongation d'une durée de deux mois du marché actuel afin de garantir la continuité de la fourniture de matériels pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole pendant la durée de la procédure,
- que l'économie générale du marché n'est pas remise en cause et qu'il convient de procéder à la conclusion d'un avenant en ce sens,



D É C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 au marché n° M8B0046DS « Achat de matériels pour les activités pédagogiques du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole », avec la société LA MAISON DE LA PISCINE, qui prolonge le marché de deux mois, soit jusqu'au 3 mai 2021, et augmente son maximum, initialement établi à 40 000,00 € H.T., pour le porter à 47 000,00 € H.T.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 31 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 31 DEC. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 31 DEC. 2020
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- M8B0046DS - Avenant n° 1 vd.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
mandat d'études préalables à
l'aménagement d'un parc d'activités sur le
site ' Jules Rimet ' - Commune de
Sussargues - Avenant n°2 - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du développement économique et numérique et plus particulièrement pour la « création, l'aménagement et la gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain et le Schéma d'accueil des entreprises » ;
- VU la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, n° MD2017-825 en date du 24 octobre 2017, confiant à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalable en vue de définir l'opportunité de la réalisation d'une opération d'aménagement à vocation économique sur le secteur « Jules Rimet » sur la commune de Sussargues ;

- VU la décision de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MD2019-703 du 31 juillet 2019, approuvant l'avenant n°1 au mandat d'études.

CONSIDERANT

- Qu'à la date d'expiration du mandat, un certain nombre d'études programmées dans le cadre de la tranche optionnelle, n'ont pas été réalisées ou terminées dans le cadre du mandat, et seront prise en charge dans le cadre de la concession d'aménagement ;
- Que des économies ont été réalisées sur certains postes d'études, réduisant de manière sensible les dépenses à tiers ;
- Qu'en conséquence, le mandant et le mandataire ont convenu de réduire la rémunération de la SA3M, préalablement à la clôture de l'opération.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°2 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur le site Jules Rimet à Sussargues est passé avec la SA3M.

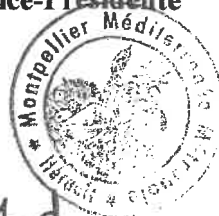
ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'avenant n°2 à la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement d'un parc d'activités sur le site Jules Rimet à Sussargues.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JAN. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 07 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Sports
Service Ressources Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au renouvellement de
l'adhésion à l'Association nationale des
élus en charge du sport (ANDES) pour
l'année 2021**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Christian ASSAF dans le domaine des « Politiques sportives »,

Considérant :

- que le sport en général, et le sport professionnel en particulier, sont en constante évolution, et que leur approche par les collectivités territoriales et leurs groupements nécessite par conséquent d'assurer une veille régulière afin de faire face aux évolutions rapides du secteur sportif,

D É C I D E

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Association nationale des élus en charge du sport (ANDES), dont la cotisation pour 2021, calculée en fonction du nombre d'habitants des communes membres de la Métropole, est fixée à 4 841 €.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal et les budgets annexes de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 31 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président

Christian ASSAF

Publiée le : 31 DEC. 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 31 DEC. 2020
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à l'avenant
n°1 à la convention de dépôt de quatre
œuvres de Hubert Robert du musée Fabre
au CICRP en vue de leurs études et de
leurs restaurations**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celles d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique »,
- **VU** la décision n°MD2019-482 du 13 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leurs études et de leurs restaurations, valable du 30/05/2019 au 30/08/2020,

- VU la décision n°MD2020-475 du 26 juin 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leurs études et de leurs restaurations afin d'étendre sa validité jusqu'au 31 mars 2022 et de prolonger la durée de l'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 31 décembre 2021 portant le nouveau montant des prestations à 18 654,76 € TTC,

CONSIDÉRANT :

- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle relative à l'imputation comptable des dépenses liées à l'avenant n°1 à la convention.

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leur étude et de leur restauration seront imputées sur le Budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15/12/20
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 15 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision modificative relative à l'avenant
n°2 à la convention de dépôt de quatre
œuvres de Hubert Robert du musée Fabre
au CICRP en vue de leurs études et de
leurs restaurations**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président notamment celles d'approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres,
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO, dans le domaine de la « Culture et du Patrimoine Historique »,
- VU la décision n°MD2019-482 du 13 mai 2019 autorisant la signature d'une convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leurs études et de leurs restaurations, valable du 30/05/2019 au 30/08/2020,

-VU la décision n°MD2020-475 du 26 juin 2020 autorisant la signature de l'avenant n°1 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP en vue de leurs études et de leurs restaurations afin d'étendre sa validité jusqu'au 31 mars 2022 et de prolonger la durée de l'accueil des œuvres suscitées jusqu'au 31 décembre 2021 portant le nouveau montant des prestations à 18 654,76 € TTC,

- VU la décision n°MD2020-784 du 15 octobre 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2 à la convention relative au dépôt de quatre œuvres du musée Fabre dans les ateliers du CICRP afin de prendre en compte la réalisation de l'étude scientifique de niveau 3 ainsi que la réalisation des quatre réflectographies supplémentaires. Le montant de l'avenant est de 6 660 € TTC, portant le nouveau montant des prestations à 25 314,76 € TTC,

CONSIDÉRANT :

- que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle relative à l'imputation comptable des dépenses liées à l'avenant n°2 à la convention.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant la convention de dépôt de quatre œuvres de Hubert Robert du musée Fabre au Centre Interdisciplinaire de Conservation et Restauration du Patrimoine (CICRP) en vue de leur étude et de leur restauration seront imputées sur le Budget Principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 15/12/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 15 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15 DEC 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'avenant n°10 à la
convention cadre d'Intermédiation locative
par la SAFER-OCCITANIE - Exploitation
de l'Ilot viticole au lieu-dit ' Valédeau ' -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à madame Isabelle TOUZARD dans le domaine de la Transition Ecologique et Solidaire, la Biodiversité, l'Energie, l'Agroécologie et l'Alimentation ;
- VU le projet d'avenant n°10 à la convention cadre d'intermédiation locative par la SAFER OCCITANIE, dont le siège est 10 chemin de la Lacade à Auzerville-Tolosane BP 22125 - 31321

CASTANET-TOLOSAN Cedex, inscrite au RCS de Toulouse sous le n°086 120 235, par lequel cette dernière s'engage, pour les 10 ha de vignes du Domaine de Valédeau, à proposer à la Métropole des candidats respectant les engagements spécifiques souhaités et à garantir le bon déroulement de l'opération, pour une période couvrant 3 campagnes, prenant fin le 30 septembre 2022 ;

- **CONSIDERANT** que les précédentes missions confiées à la SAFER OCCITANIE pour la gestion de ce domaine ont donné satisfaction ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte les dispositions de l'avenant n°10 à la convention cadre d'intermédiation locative proposée par la SAFER OCCITANIE.

ARTICLE 2 : L'avenant n° 10 couvre la période de trois campagnes et prend fin le 30 septembre 2022.

ARTICLE 3 : La prestation est évaluée forfaitairement à 5 000 € H.T. soit 6 000 € TTC.

ARTICLE 4 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer l'avenant n° 10 et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 05 JAN. 2021

Madame la Vice-Présidente

Isabelle TOUZARD

Publiée le : 07 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la conclusion d'un
avenant n° 2 au contrat de location de
places de stationnement entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la SCI Elphi
Investissements - Parking 157 rue
Messidor à Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU le contrat de location du 28/10/2019 signé entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCI Elphi Investissements concernant la location par la Métropole de 6 emplacements de parking situés au 157 rue Messidor, 34000 Montpellier ;
- VU L'avenant n°1 du 19/02/2020 relatif au passage au trimestre concernant les échéances des loyers ;

-CONSIDERANT :

- que les 6 places de parking louées par Montpellier Méditerranée Métropole actuellement situées au R-2 sont transférées au R-1 ;
- qu'en raison d'un service de sécurité complémentaire sur le parking, le montant du loyer mensuel par place passe à 66,67€ HT, soit 80€ TTC à compter du 1^{er} janvier 2021 ;
- que dans un souci pratique de bonne gestion du contrat, il s'avère nécessaire de signer un avenant n°2 au contrat afin d'y préciser le changement de localisation des places louées ainsi que le nouveau tarif ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un avenant n°2 au contrat de location du 28/10/2019 conclu avec la société SCI Elphi Investissements concernant la location par la Métropole de 6 places de parking situées 157 rue Messidor, 34 000 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le montant du loyer mensuel pour les 6 places de parking passe à 480 € TTC à partir du 1^{er} janvier 2021.

ARTICLE 3 : Les places de parking louées sont transférées au R-1.

ARTICLE 4 : Les autres articles du contrat de location ne sont pas modifiés.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFONT



Publiée le : 21 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Avenant n°3 au marché n° 5024
"Construction de la station d'épuration de
Murviel-lès-Montpellier"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté n°MAR2020-0296 portant délégation à Monsieur René REVOL en matière de « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'Eau et de l'Assainissement »;
- VU la décision n°MD2018-1122 du 28 décembre 2018 attribuant le marché n° 5024EA18 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier au groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 1 675 000 euros HT et pour une durée d'études et de travaux de 15 mois (hors mise en service et assistance à exploitation)

- VU la décision n°MD2019-978 du 03 décembre 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 5024EA18 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 87 820.72 euros HT et prolongeant la durée d'exécution de 5 mois (hors mise en service et assistance à exploitation)

- VU la décision n°MD2020-098 du 13 février 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché n° 5024EA18 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, pour un montant de 29 934.98 euros HT et prolongeant la durée d'exécution de 0.5 mois (hors mise en service et assistance à exploitation)

CONSIDERANT :

- Que : des travaux supplémentaires sont apparus nécessaires en cours de chantier, notamment au regard des cas de modifications autorisées par l'alinéa 2 de l'article 139 du décret 2016-360 du 25 mars 2016
- Que les travaux supplémentaires entraînent la prolongation des délais d'exécution ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché n° 5024EA18 Construction de la station d'épuration de Murviel-lès-Montpellier avec le groupement SYNTEA/VALERIAN dont le mandataire est l'entreprise SYNTEA sise ZAC des Balarucs – 112 rue Toussaint Fléchaire – 84 510 CAUMONT-SUR-DURANCE, avenant d'un montant de 71 104.02 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 1 863 859.72 euros HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution des travaux de 0.25 mois.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

05 JAN. 2021

Monsieur le Vice-Président

René REVOL

Publiée le : 06 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5024 - avenant 3 signé SYNTEA + Pj.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4549 '
Travaux de maintenance des carrefours à
feux tricolores de la Métropole ' - lots 1 et 2
- Avenants n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération du Conseil n°M2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE, en qualité de Vice-présidente,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU la délibération n°MD2018-446 attribuant le marché n°4549 « Travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole » - lots 1 et 2 avec l'entreprise AXIMUM Rgt 320 Avenue des Bigos – 34740 VENDARGUES.-

- VU la décision n°MD2018-446 autorisant la signature des avenants n°1 pour les lots 1 et 2 ;

CONSIDÉRANT :

- Qu'en raison de l'épidémie de COVID-19, d'une part, les modalités de rédaction ont été retardées. D'autre part, le plan de reprise des activités a nécessité beaucoup d'investissement.
- Que pour assurer la continuité du service GEET, dans les missions opérationnelles de sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble des équipements du trafic, il est nécessaire de prolonger l'accord cadre actuel de la durée nécessaire à la passation d'un nouvel accord cadre.
- Qu'il est donc nécessaire de prolonger la durée d'exécution de chacun des deux lots du marché de 6 mois, soit jusqu'au 28 juin 2021.
- Que ces avenants n'ont pas d'incidence financières sur le marché.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants n°2 au marché n°4549 « Travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores de la Métropole » - lot 1 « Travaux de maintenance des carrefours à feux tricolores » et lot 2 « Travaux neufs pour la création de carrefours à feux tricolores » avec l'entreprise Aximum Rgt, sise à Vendargues prolongeant la durée d'exécution du marché actuel de 6 mois soit jusqu'au 28 juin 2021.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer ces avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 23 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **23 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant 1 lot 1 version 241120.docx
- Projet avenant 1 lot 2 version 241120.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle A 1447 - Route de Nîmes -
Commune de Saint-Brès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de Monsieur Jean Philippe MALIGNON et Madame Germaine ALBRESPY pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle A 1447 d'une superficie de 898 m², en contrepartie de la réalisation d'une extension du réseau d'assainissement jusqu'au droit du portail de leur propriété,

- **CONSIDERANT** la nécessité de régulariser la situation juridique de cette emprise de 898 m² aménagée en voirie, située devant la clôture de la propriété privée,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur Jean Philippe MALIGNON et Madame Germaine ALBRESPY, la parcelle A 1447 d'une superficie de 898 m², située route de Nîmes sur la commune de Saint Brès, afin de régulariser la situation juridique de cette emprise déjà aménagée en voirie.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie en contrepartie de la réalisation par Montpellier Méditerranée Métropole, de l'extension du réseau d'assainissement jusqu'au droit du portail de la propriété. Dans l'éventualité, où les aménagements de la voie nécessiteraient la suppression du talus, un mur de soutènement sera érigé.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle CP 125 - chemin de Soriech -
Commune de Lattes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU le procès-verbal de l'Assemblée Générale du syndicat des Copropriétaires de l'immeuble Le Mas de l'Oppidum en date du 14 octobre 2019,
- **CONSIDERANT** qu' il convient d'acquérir la parcelle cadastrée CP 125 située chemin de Soriech à Lattes, afin d'élargir le trottoir au droit de l'opération immobilière "Mas de l'Oppidum",

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès du syndicat des copropriétaires de l'immeuble « Le Mas de l'Oppidum », représenté par Foncia Montpellier, la parcelle cadastrée CP 125 d'une superficie de 56 m², située chemin de Soriech à Lattes, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AE 59 chemin de la Fabrique
Commune de Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de Monsieur et Madame IMBERT par courrier en date du 3 décembre 2020, pour céder la parcelle AE 59 d'une superficie de 199 m², aménagée en voirie, située chemin de la Fabrique sur la commune de Fabrègues, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame IMBERT la parcelle AE 59 d'une superficie de 199 m², aménagée en voirie, située chemin de la Fabrique sur la commune de Fabrègues, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Finances
Service Gestion Comptable

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la régie de recettes des
droits de stationnement parking Vicarello
Modification des modes de recouvrement
de la régie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle du 21 juillet 2020 n° M2020-98 article 3.2 pouvant créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président délégué aux Finances ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22 ;

- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée ;
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- **VU** la délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, donnée à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, et notamment celle de créer, de modifier et de supprimer des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;
- **VU** la décision n° D2020-233 du 5 mars 2020 modifiée, portant création d'une régie de recettes pour les droits de stationnement du parking Vicarello ;
- **VU** l'avis conforme du 8 décembre 2020 de Madame la Trésorière ;

CONSIDERANT

- que pour se conformer au fonctionnement du parking, il convient de modifier les modes de recouvrement de la régie.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision D2020-233 modifiée du 5 mars 2020, est complétée comme suit.

ARTICLE 2 : Il est institué une régie de recettes pour les droits de stationnement (parking Vicarello) situé sur la Commune de Castelnau-le-Lez, auprès de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 3 : Cette régie est installée dans les locaux de EFFIA STATIONNEMENT 595 avenue des Etats du Languedoc 34000 Montpellier,

ARTICLE 4 : La régie encaisse les produits suivants :

- droits de stationnement.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces pour les droits de stationnement horaires en caisse automatique,
- par chèques pour les droits de stationnement abonnés,
- par cartes bancaires pour les droits de stationnement horaires en caisse automatique,

- par prélèvements pour les droits de stationnement abonnés,
- par virement pour les droits de stationnement abonnés,

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets horaires, ou d'une carte d'accès abonné.

ARTICLE 6 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 7 : L'intervention de mandataires a lieu dans les conditions fixées par leur acte de nomination.

ARTICLE 8 : Un fonds de caisse d'un montant de 1 000,00 € est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 9 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 3 000,00 €.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser auprès de la Trésorière Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès de l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14 : Les mandataires suppléants ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

17 DEC. 2020

Monsieur le Premier Vice-Président

Renaud CALVAT

Publiée le :

17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- VALIDATION TRESORERIE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle ZC 440 - Rue de la Fontaine-
Commune de Montaud

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU l'accord de Monsieur ANDRIEUX représentant la SCI AKWABA pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle ZC 440 d'une superficie de 58 m² impactée par l'emplacement réservé n° M2 pour élargissement de la rue de la Fontaine à 8 m,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir cette parcelle en vue de réaliser l'élargissement de la rue de la Fontaine,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI AKWABA représentée par Monsieur Manuel Andrieux, ou toute personne s'y substituant, la parcelle ZC 440 d'une superficie de 58 m², située rue de la Fontaine sur la commune de Montaud, afin de permettre le futur élargissement de la rue de la Fontaine.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 30 € le mètre carré soit un montant total de 1740 euros.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M0C0029VD - Assistance à maîtrise
d'ouvrage pour la collecte des déchets
ménagers métropolitains et le nettoyage
de la ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-président le 15 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur François VASQUEZ dans le domaine de « Collecte, Tri, Valorisation des déchets et Politique zéro déchets »;

Considérant :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour une assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la collecte des déchets ménagers métropolitains et le nettoyage de la ville de Montpellier;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix forfaitaire (phases 1, 2 et 3) et sur la base d'un bordereau des prix unitaires (phases 4 et 5) pour une durée comprise entre 31 et 37 mois à compter du démarrage des prestations.
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du total du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement et du total du DQE : 40%
- qu'après analyse, le groupement NALDEO Stratégies Publiques / JPh Meneau Avocat / Partenaires Finances Locales / ATECSOL présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

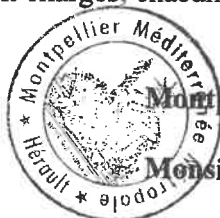
DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché N° M0C0029VD – assistance à maîtrise d'ouvrage pour la collecte des déchets ménagers métropolitains et le nettoyage de la ville de Montpellier au groupement NALDEO Stratégies Publiques / JPh Meneau Avocat / Partenaires Finances Locales / ATECSO, pour un montant estimatif de 122 175 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée prévisionnelle est comprise entre 31 et 37 mois

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2020 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le **29 DEC. 2020**

Monsieur le Vice-Président

François VASQUEZ

Publiée le : **31 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **31 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'adhésion à un
groupement de commandes publiques
entre le Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Achat de pièces
détachées de tous types de véhicules et
d'engins**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoiradjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale, Commande Publique, Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

- CONSIDERANT :

- Que dans un souci d'économies et de rationalisation dans la gestion du Parc Auto mutualisé, il apparaît pertinent de conclure une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et engins ;

- Que la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargée de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;

- Que la procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bon de commandes sans minimum et avec un maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans. Cet accord-cadre est décomposé en une vingtaine de lots d'un montant total maximum de 300 000 € HT par an pour chaque collectivité.

DECIDE

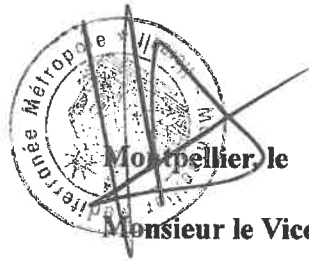
ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'une convention de groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour un marché d'achat de pièces détachées pour tous types de véhicules et engins.

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 3 : De dire que les dépenses concernant Montpellier Méditerranée Métropole seront imputées sur le budget Principal et Annexe tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



04 JAN. 2021

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 06 JAN. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : 06 JAN. 2021
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DA2T)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°M9C0058EP
d'audit de conformité des dispositifs de
modération de vitesse - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans les domaines « Voiries et à l'Espace Public » ;
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire de passer un marché de prestations d'ingénierie relatives à l'audit de conformité des dispositifs de modérateurs de vitesse équipant l'ensemble de la voirie métropolitaine ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du Code de la Commande Publique sous la forme d'un marché ordinaire à phases pour une durée de 12 mois toutes phases confondues ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire mentionné à l'acte d'engagement – 40%
 - ° Valeur technique au regard de la note méthodologique – 60%
- qu'après analyse, l'Entreprise SAFEGE sise Zone du Millénaire – 650 rue Henri Becquerel à Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9C0058EP relatif à l'audit de conformité des dispositifs modérateurs de vitesse à l'entreprise SAFEGE, pour un montant global et forfaitaire de 167 393€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 12 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2020 et suivants de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **3 0 DEC. 2020**

Monsieur le Vice-Président

Frédéric LAFFORGUE



Publiée le : **3 1 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **3 1 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain à la Ville
de Montpellier à l'occasion de l'aliénation
de la propriété de la SCI CLOJY, un local
professionnel avec parkings, lots 10-15-16-
23 copropriété 3 avenue Clemenceau à
Montpellier.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser le retrait de la délégation du droit de préemption urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole.

- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 8 octobre 2020, envoyée par Maître Didier PERREIN notaire à Montpellier, reçue en mairie de Montpellier le 23 octobre 2020, concernant la vente par la SCI CLOJY, d'un local professionnel avec deux parkings et une cave, constituant les lots 10-15-16-23 de la copropriété du 3 avenue Clemenceau à Montpellier, cadastrée section EV 281 et 282, au prix de 260.000 €.

- **CONSIDERANT** qu'afin de permettre la réalisation de la ligne 5 de tramway, projet relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole et de son mandataire la société Transport de Montpellier Méditerranée Métropole (TAM), il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain à la Ville de Montpellier, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner.

DECIDE

ARTICLE 1 : La délégation du droit de préemption urbain sur les parcelles EV 281 et 282 est retirée à la Ville de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI CLOJY, un local professionnel avec deux parkings et une cave, constituant les lots 10-15-16-23 de la copropriété du 3 avenue Clemenceau à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 DEC. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE



Publiée le : **18 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2005132-4 TA - Hicham CHADILI"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

La requête n°2005132-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 13 novembre 2020 par Monsieur Hicham CHADILI tendant à obtenir réparation pour préjudices subis sur son véhicule en raison d'un sinistre survenu rue de Verdun à Montpellier ;

qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005132-4 par Monsieur Hicham CHADILI.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le 16 DEC. 2020
Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 16 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°2005300-4 TA - Dominique RIVIERE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN délégué à l'Administration Générale, à la Commande Publique et à la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

- La requête n°2005300-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 23 novembre 2020 par Monsieur Dominique RIVIERE contre la décision de rejet intervenue le 28 septembre 2020 de la SERM - SA3M refusant la prise en charge de travaux visant à faire cesser les troubles dans les conditions d'accès à sa propriété sise rue Pagésy à Montpellier ;
- Qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;


DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2005300-4 le 23 novembre 2020 par Monsieur Dominique RIVIERE.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats PHELIP.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

 Montpellier, le **16 DEC. 2020**
Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 16 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **16 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°201802929S1801 de maîtrise
d'œuvre pour la réalisation du cimetière
métropolitain - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Régine ILLAIRE, conseillère métropolitaine déléguée au cimetière intercommunal ;
- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;

- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention ;

- CONSIDERANT :

- que le projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier est en cours de réalisation ;

- qu'une procédure concurrentielle avec négociation a été lancée conformément aux articles 71 à 73 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché unique pour une durée de soixante-dix mois.

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 16 octobre 2018 a attribué le marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre au groupement suivant, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse : SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE), domicilié 9 rue Vezian -34000 Montpellier /SITETUDES, domicilié 31 rue Mazenod – 69426 Lyon cedex 03 / CEREG INGENIERIE, domicilié Parc 2000 – 589 rue Favre de Saint Castot – 34080 Montpellier / AGMOE SARL, domicilié 28 rue Jeanne d'Arc – 30470 Aimargues / SARL CALDER INGENIERIE, domicilié 534 rue Marius Petipa – 34080 Montpellier / SEDOA SARL, domicilié 20 impasse de Courpouyran – 34990 Juvignac, pour un montant de 1 329 462,50 euros HT.

- que par décision n° MD2018-955 du 12/11/2018, la SA3M a été autorisée à signer le marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ainsi que plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

- que la commission d'appel d'offres, sans sa séance du 23 juillet 2019, avait émis un avis favorable à la passation de l'avenant n° 1 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier avec le groupement SARL TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) SITETUDES / CEREG INGENIERIE / AGMOE SARL / SARL CALDER INGENIERIE / SEDOA SARL / MCG, pour un montant de 124 449,37 euros HT.

- que par décision n° MD2019-794 du 31/07/2019, la SA3M a été autorisée à signer l'avenant n° 1 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier.

- qu'il s'avère nécessaire pour la bonne exécution du marché n° 201802929S1801 de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier, de passer un avenant n° 2 pour acter :

- La modification de la répartition des montant d'honoraires du mandataire TRAVERSES concernant ses missions DET et AOR relatives aux travaux de Bâtiment des phases 1A et 1B du cimetière métropolitain ;
- Les transferts de montants d'honoraire entre les cotraitants CEREG Ingénierie (BET hydraulique) et SITETUDES (BET VRD) pour leurs missions VISA, DET et AOR du marché, dédiées aux infrastructures, pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain à Montpellier.

- que l'avenant n°2 au marché n°201802929S1801 de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ne constate pas d'incidence financière.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 2 au marché n° 201802929S1801 relatif à la mission de Maitrise d'œuvre pour la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier avec le groupement TRAVERSES PAYSAGISTE ET ARCHITECTE (MANDATAIRE) / SÍTETUDES / CERÉG INGENIERIE / CALDER INGENIERIE / SEDOA / MCG. L'avenant n°2 étant conclu sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JAN. 2021

Madame la Conseillère métropolitaine

Régine ILLAIRE



Publiée le : 07 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au transfert de propriété
dans le patrimoine de Montpellier
Méditerranée Métropole - station
d'épuration - Commune de Murviel-lès-
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- VU la délibération du Conseil Municipal de la Ville de Murviel-lès-Montpellier n° 44/2020 en date du 26 novembre 2020,
- **CONSIDERANT** qu'en application des dispositions de l'article L 5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il convient de mettre en œuvre les modalités de transfert, dans le patrimoine de la Métropole, des biens et droits à caractère mobilier ou immobilier de la Ville de Murviel-lès-Montpellier utilisés pour l'exercice des compétences transférées en application des dispositions de l'article L 5217-2 du même code,

- **CONSIDERANT** que, d'un commun accord, les terrains et ouvrages ci-dessous sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **CONSIDERANT** que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par la commune de Murviel-lès-Montpellier des biens énumérés ci-dessous:

Equipement au titre de la compétence Assainissement

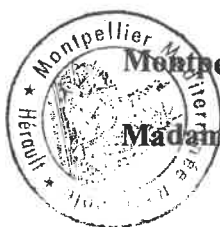
Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance en m ²
Station d'épuration	AY n° 241	2 897
	AY n° 245	7 103
	AY n° 246	5 291
	AY n° 247	9 813

Soit une contenance totale de 25 104m²

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit. Les frais d'actes seront à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
emprise de 67 m² Rue des Clauzes
Commune de Murviel les Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU l'accord de Monsieur et Madame GARCIA par courrier en date du 02 décembre 2020, pour céder une emprise de 67 m², aménagée en voirie, issue de leur parcelle cadastrée AK 379, située rue des Clauzes sur la commune de Murviel les Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur et Madame GARCIA ou toute autre personne s'y substituant, une emprise de 67 m², aménagée en voirie, issue de leur parcelle cadastrée AK 379, située rue des Clauzes sur la commune de Murviel les Montpellier, en vue de son intégration dans le domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie à un euro (1 €) pour tout prix avec dispense de paiement, compte tenu de la nature du bien transféré.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire 30 DEC. 2020

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise à extraire du
Domaine Public - Rue de la Calade -
Commune de Vendargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDÉRANT** la demande d'acquisition d'une emprise de 122 m² faite par la société propriétaire de la parcelle jouxtant l'emprise, afin de régulariser l'assiette foncière de son parking,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement de cette portion d'espace public, avant de pouvoir la céder,

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 65 m² environ à détacher de la parcelle BA 260, et d'une emprise de 57 m² à extraire du domaine public non cadastré, situées rue de la Calade sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 65 m² environ à détacher de la parcelle BA 260, et d'une emprise de 57 m² à extraire du domaine public non cadastré, situées rue de la Calade sur la commune de Vendargues.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 17 DEC. 2020

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 17 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle IV 653 rue de la Figairasse -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- VU le plan d'alignement de la rue de la Figairasse annexé au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la ville de Montpellier, qui prévoit un élargissement de la rue à 12 m,
- VU l'accord de la SCI Le Figuier en date du 10 décembre 2020, pour céder la parcelle cadastrée IV 653 d'une superficie de 18 m², située rue de la Figairasse sur la commune de Montpellier, au profit de Montpellier Méditerranée Métropole, au prix de 60 €/m² ;

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir ce terrain nécessaire à l'élargissement de la rue de la Figairasse à Montpellier, conformément au plan d'alignement,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SCI Le Figuier, la parcelle cadastrée IV 653 d'une superficie de 18 m², afin d'élargir la rue de la Figairasse sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie au prix de 60 €/m² soit un montant total de 1080 € pour 18 m². La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020
Madame la Vice-Présidente

Valérie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Cour d'Appel
de Montpellier - SCI Odysséum Place de
France"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

Considérant

-La déclaration d'appel du 7 décembre 2020 devant la Cour d'Appel de Montpellier déposée par la SCI Odysséum Place de France à l'encontre du jugement n° RG19/01148 du 12 novembre 2020 du Tribunal de Grande Instance de Montpellier déboutant la SCI de sa demande d'annulation de l'avis des sommes à payer émis le 5 décembre 2018 correspondant à la redevance spéciale des déchets non ménagers pour l'année 2018.

-qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant la Cour d'Appel de Montpellier suite à l'appel déposé le 7 décembre 2020 par la SCI Odysséum Place France.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'Avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 16 DEC. 2020

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 16 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 16 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert d'office et
valant classement dans le domaine public
métropolitain Parcelle cadastrée KS 40
"rue Cité du Mas de Tesse" - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière,
- VU le code de la voirie routière, et notamment ses articles L 141-3 et suivants et R 141-4 et suivants,

- VU le code de l'urbanisme, et notamment les articles L 318-3 et R 318-10,
- VU la décision métropolitaine n°D2017-1051 en date du 15 janvier 2018 relative au recours à la procédure de transfert d'office en vue d'intégrer la parcelle cadastrée KS 40 dans le domaine public métropolitain – Commune de Montpellier,
- VU l'arrêté métropolitain n°A2018-0059 en date du 21 février 2018 prescrivant l'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office dans le domaine public métropolitain, parcelle cadastrée KS 40, voie privée « rue Cité du Mas de Tesse » – Commune de Montpellier,
- VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 mars inclus au 05 avril 2018 inclus,
- VU la décision métropolitaine n°D2018-225 en date du 16 mars 2018 relative à la poursuite de la procédure de transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée KS 40, correspondant à la voie privée « rue Cité du Mas de Tesse » – Commune de Montpellier,
- VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 30 avril 2018,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de finaliser ce dossier de transfert d'office de la voie dans le domaine public,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole décide le transfert d'office dans le domaine public métropolitain de la parcelle cadastrée KS 40 correspondant à la voie privée « rue Cité du Mas de Tesse », sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : Il est rappelé que cette décision portant transfert d'office de la parcelle susvisée vaudra classement dans le domaine public métropolitain, que ce classement interviendra sans indemnité et éteindra tous droits réels et personnels sur la parcelle transférée, conformément à l'article L 318-3 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 4 : L'acte de transfert sera dûment enregistré au fichier de la Conservation des Hypothèques de Montpellier I.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Extrait cadastre.pdf
- Rapport CE Transfert d'Office rue Cité du Mas de Tesse 02 mai 2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 aux lots
n°6 et 8 du marché 4715DC17 de travaux
dans les bâtiments culturels de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine « Culture » ;
- VU la décision n°D2017-1006 attribuant le lot n°6 du marché de travaux à bons de commande à l'entreprise DUCROT, sans minimum et sans maximum et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois et la décision MD2018-090 attribuant le lot n°8 du même marché à l'entreprise DUCROT sans minimum ni maximum pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'introduire de nouveaux prix dans le bordereau des prix unitaires sous la forme de tarifs horaires d'intervention

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché de travaux à bons de commande pour la Direction de la Culture – lots 6 et 8 avec l'entreprise DUCROT, avenant n°1.

ARTICLE 2 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants précités et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

28/12/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : **30 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 aux lots
2 et 4 du marché alloti de travaux pour la
construction du nouveau Conservatoire à
Rayonnement Régional (Mandat SA3M)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine « Culture » ;
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole, dont la signature a été approuvée par délibération n°13710 en date du 14 avril 2016 ;
- VU l'avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres en date du 10 novembre 2020 ;
- VU la décision n°MD2018-840 attribuant les lots :

N° 2 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise BRL Espaces Naturels, pour un montant de 247 525.38 euros HT et pour une durée de 20 mois.

N° 4 du marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SOPREMA, pour un montant de 651 020.00 euros HT et pour une durée de 20 mois

Considérant :

- que des travaux supplémentaires sont rendus nécessaires pour le bon déroulement du chantier de réalisation du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional.

DECIDE



ARTICLE 1 : d'autoriser la signature des avenants au marché de travaux de réalisation du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole :

- lot 2 : avec l'entreprise BRL Espaces Naturels, avenant n°1 d'un montant de 33 723.41 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 281 248.79 euros HT
- lot 4 : avec l'entreprise SOPREMA, avenant 1 pour un montant de 54 526.92 euros HT portant le nouveau montant du marché à 705 546.92 euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole; chapitre 903.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants mentionnés à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.


Montpellier, le 28/12/20
Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la désaffectation et au
déclassement du domaine public d'une
emprise d'une superficie de 23 m² -
impasse Georges Brassens - Commune de
Fabrègues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L.141-3 et L.141-12 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, de l'Urbanisme et de la Maîtrise foncière ;
- **CONSIDERANT** la nécessité de constater la désaffectation du domaine public et de prononcer le déclassement d'une emprise de 23 m², située impasse Georges Brassens, entre les parcelles AM 70 et AM 72 sur la commune de Fabrègues avant de pouvoir la céder,

- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est pas affectée à l'usage public et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate la désaffectation de fait d'une emprise d'une superficie de 23 m², à extraire du domaine public non cadastré, située impasse Georges Brassens, entre les parcelles AM 70 et AM 72 sur la commune de Fabrègues.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise d'une superficie de 23 m², à extraire du domaine public non cadastré, située impasse Georges Brassens, entre les parcelles AM 70 et AM 72 sur la commune de Fabrègues.

ARTICLE 3 : L'emprise concernée est intégrée au domaine privé de la Métropole. Les services du cadastre seront sollicités pour procéder à la numérotation cadastrale de l'emprise désaffectée et déclassée.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Mme la Vice-Présidente

Coralie MANTION

30 DEC. 2020

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'exercice du droit de
priorité de l'article L. 240-1 du Code de
l'urbanisme à l'occasion de la mise en
vente par l'Etat de la parcelle RX 17 à
usage de voirie dénommée Impasse
Marconi à Montpellier.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- VU la déclaration de l'Etat du 20 octobre 2020, reçue le 22 octobre 2020, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, d'une parcelle en nature de voirie dénommée Impasse Marconi cadastrée RX 17, au prix de 1 € ;
- **CONSIDERANT :**
 - qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain, une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain ;
 - qu'aux termes de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
 - qu'aux termes de l'article L.5217-2 (I-2-b) du Code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce de plein droit la compétence organisation de la mobilité, notamment la création et l'aménagement de voirie ;
 - que la parcelle mise en vente par l'Etat en nature de voirie desservira le projet de réalisation d'un Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile par A.C.M. Habitat, ainsi que des accès particuliers ;
 - que dans ces conditions, l'acquisition de ce bien, dans le cadre de l'exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme, s'avère nécessaire afin de mener à bien les projets à venir de la Métropole ;
 - que le prix proposé par l'Etat, est correct compte tenu de l'état et de la nature de cette parcelle en voirie ouverte au public ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie d'exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme, de la parcelle cadastrée RX 17 dénommée Impasse Marconi, au prix de 1 € plus les frais liés à la rédaction de l'acte authentique de vente.

ARTICLE 2 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 925.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

23 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : 28 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 28 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
France TV Studio - locaux lieudit Mante,
commune de Fabrègues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n°2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur J-F AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de «Administration Générale, Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine» ;
- CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose de locaux disponibles à la location pour des entreprises ;
- **CONSIDERANT** que la société France TV Studio recherche des locaux afin d'exercer son activité dans les domaines de l'audiovisuel et des industries créatives et culturelles ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société France TV Studio, dont le siège social est situé 26 rue d'Oradour-sur-Glane à Paris (75015).

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, sur la commune de Fabrègues, lieudit Mante, sur la parcelle cadastrée CA 15, tels que définis ci-après :

-des bureaux d'une superficie de 500 m² situés dans le bâtiment administratif à l'entrée du site.

-des locaux à usage d'ateliers pour une superficie de 500 m² dans le bâtiment dénommé UA.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 3 mois à compter du 6 janvier 2021.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer de 14 375 euros TTC.

ARTICLE 5 : Monsieur J-F AUDRIN, Vice-Président délégué est autorisé à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michael DELAFOSSE

Publiée le : 22 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
priorité de l'article L 240-1 du code de
l'urbanisme à l'occasion de la mise en
vente par l'Etat de la parcelle RX 329
située 105 rue Guglielmo Marconi à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans les domaines « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.240-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- VU la déclaration de l'Etat du 02 novembre 2020, reçue le 05 novembre 2020, de mise en vente, dans le cadre de l'application du droit de priorité des articles L 240-1 et L 240-3 du Code de l'urbanisme, d'une parcelle en nature de terrain à bâtir située 105 rue Guglielmo Marconi à Montpellier, cadastrée RX 329, au prix de 205 000 € ;
- VU la délibération du Conseil d'Administration d'A.C.M. Habitat en date du 05 décembre 2019 qui approuve la réalisation de cette opération ;

CONSIDERANT :

- qu'en application des articles L. 240-1 et suivants du Code de l'urbanisme, il est accordé aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain une priorité d'acquisition sur les projets de cession des biens de l'Etat.
- que Montpellier Méditerranée Métropole est titulaire de ce droit de priorité en tant que titulaire du droit de préemption urbain,
- qu'aux termes de l'article L 5217-2-I-3a du Code Général des Collectivités Territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit la compétence en matière de programme local de l'habitat,
- qu'aux termes de l'article L.5217-2-I-3b du Code général des collectivités territoriales, la Métropole exerce de plein droit la compétence de politique du logement et notamment les actions en faveur du logement des personnes défavorisées,
- que la parcelle mise en vente par l'Etat, en nature de terrain à bâtir est destinée à recevoir le Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile d'une capacité de 21 unités de vie dont le projet est porté par A.C.M. Habitat et géré par l'association GAMMES ainsi qu'une résidence sociale de 65 logements,
- que dans ces conditions l'acquisition de ce bien, dans le cadre de l'exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme, s'avère nécessaire afin de mener à bien les projets à venir de la Métropole.
- que le prix proposé par l'Etat, 205 000 €, est correct compte tenu de l'opération développée par A.C.M. Habitat.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur, par voie d'exercice du droit de priorité de l'article L 240-1 du Code de l'urbanisme, de la parcelle cadastrée RX 329 située rue 105 rue Marconi à Montpellier, au prix de 205000 € plus les frais liées à la rédaction de l'acte authentique de vente.

ARTICLE 2 : ACM Habitat interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le

23 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION

Publiée le : **28 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Maîtrise d'Ouvrage**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché M9D0121DC -
Marché de conduite d'exploitation et de
maintenance multitechnique du bâtiment
du nouveau Conservatoire à Rayonnement
Régional de Montpellier Méditerranée
Métropole - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eric PENSO dans le domaine de la « Culture et au Patrimoine Historique » ;

CONSIDERANT :

- la nécessité de conclure un marché public pour les prestations de conduite d'exploitation et de maintenance du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à prix forfaitaire. Une partie des prestations font l'objet d'un accord cadre à bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique, ce afin de pouvoir palier rapidement à l'éventuelle défaillance de pièces hors forfait et n'étant plus sous garantie. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum annuel de 50 000 € H.T et un seul opérateur économique. La durée du marché est de 1 an à compter de sa notification. Le marché est reconductible une fois un an.

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 1 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 % ;
- 2 - Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire et du détail quantitatif estimatif : 40 % ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 octobre 2020 a classé les offres et choisi l'entreprise SME (Services Maintenances Energie), Immeuble le CORNER – Zac Garosud 535 rue Raymond Recouly, 34000 Montpellier, qui présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de conduite d'exploitation et de maintenance du nouveau Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole à l'entreprise SME pour un montant forfaitaire annuel de 124.895 € HT et pour un montant maximum annuel de 50.000 € HT pour les prestations rémunérées aux quantités réellement exécutées du bordereau des prix unitaires. Le marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de un an reconductible un an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



28/12/20

Monsieur le Vice-Président

Eric PENSO

Publiée le : **30 DEC. 2020**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **30 DEC. 2020**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M0B0054EA
- Maîtrise d'œuvre pour la construction de
la station de traitement des eaux usées de
la commune de Montaud - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

Considérant :

- que pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud, une maîtrise d'œuvre est nécessaire ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée pour une durée estimative de 48 mois y compris la période de garantie de parfait achèvement ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%

° Prix des prestations : 40%
- qu'après analyse, le groupement Bureau d'Étude Eysseric Environnement (BEEE) mandataire / ELEV Architecture sis 51 Traverse du Moulin à Vent - 13015 MARSEILLE présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M0B0054EA - Maîtrise d'œuvre pour la construction de la station de traitement des eaux usées de la commune de Montaud au groupement Bureau d'Étude Eysseric Environnement (BEEE) mandataire / ELEV Architecture sis à MARSEILLE pour un montant de 70 691, 00 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'Ordre de Service de démarrage de la mission. Le délai global prévisionnel d'exécution des missions est estimé à 48 mois y compris la période de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 20.

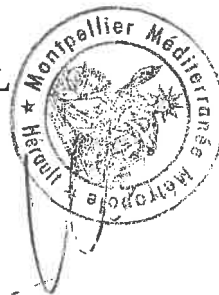
ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 JAN. 2021**

Monsieur le Vice-Président

René REVOL



Publiée le : 06 JAN. 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture : **06 JAN. 2021**
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une tondeuse autoportée vétuste de
marque Kubota n°20851 - Hôtel des ventes
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine» ;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota n° de série 20851 ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une tondeuse autoportée vétuste et qu'il convient de la réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté une tondeuse autoportée de marque Kubota n° de série 20851 et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession pour réforme
d'une tondeuse autoportée vétuste de
marque Kubota n° 10920 - Hôtel des ventes
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale, Commande publique et Gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'une tondeuse autoportée vétuste de marque Kubota n° de série 10920 ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver une tondeuse autoportée vétuste et qu'il convient de la réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté une tondeuse autoportée de marque Kubota n° de série 10920 et la cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 21 DEC. 2020

Monsieur le Président

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au dépôt provisoire et
gratuit du Centre national des arts
plastiques d'une œuvre de Thomas ERMA,
Composition, collage gouaché sur papier
marouflé.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Éric PENSO dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;
- **CONSIDÉRANT :**
 - que le Centre national des arts plastiques (CNAP) représenté par Béatrice SALMON, Directrice, autorise le dépôt provisoire et gratuit au musée Fabre d'une œuvre de Thomas ERMA, *Composition*, collage gouaché sur papier marouflé – FNAC 27809 d'une valeur de 3 000 € (trois mille euros),
 - qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut avec le Centre national des arts plastiques (CNAP) représenté par Béatrice SALMON, Directrice, une convention de dépôt relative au dépôt provisoire et gratuit d'une oeuvre de Thomas ERMA, *Composition*, collage gouaché sur papier marouflé – FNAC 27809, d'une valeur de 3 000 € (trois mille euros).

ARTICLE 2 : Le dépôt, objet du contrat, prendra effet à la date de réception de l'oeuvre par le conservateur du musée Fabre.

L'oeuvre sera enregistrée sur l'inventaire des dépôts du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Le dépôt est consenti pour une durée de cinq ans à compter de la date de signature de la convention par la Directrice du Centre national des arts plastiques. Toute demande de prorogation devra être faite au moins deux mois à l'avance avant la fin du dépôt et devra être soumise à la commission consultative des prêts et des dépôts.

ARTICLE 4 : Monsieur Éric PENSO en qualité de Vice-Président est autorisé à signer le contrat susvisé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction dans le domaine «Culture et Patrimoine historique» ;

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le **30 DEC. 2020**

Monsieur le Président

Michaël DELAFOS



Publiée le : **30 DEC. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **30 DEC. 2020**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0D0015RI
d'acquisition des licences ALFRESCO et
développements informatiques pour le
système d'information**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine « Développement économique, et numérique » ;

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'acquérir les licences ALFRESCO et assurer les développements informatiques pour le système d'information ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à accord-cadre pour une durée de 24 mois à compter de sa notification ;
- que l'accord-cadre avec un mini et un maximum est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code la Commande Publique pour une durée de deux an à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - analyse de la valeur technique – 60% ;
 - analyse au regard du prix des prestations – 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise ATOL C&D SAS, ZAE Les terres d'Or, 21220 GEVREY CHAMBERTIN, présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre à bons de commande n°M0D0015RI d'acquisition des licences ALFRESCO et d'assurer les développements informatiques pour le système d'information, à l'entreprise ATOL C&D SAS comme suit :

- pour un montant avec un minimum de 15 000 € H.T. et avec un maximum de 200 000 € H.T. pour la durée totale du marché ;
- forme de prix :
 - prix du bordereau des prix unitaires.
 - prix du ou des catalogues du fournisseur auxquels sera appliqué le rabais de 10 %.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de deux ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900 et 930.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JAN. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 07 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5056EA18 -
Prestations topographiques associées aux
travaux sur les réseaux humides et leurs
ouvrages - Modification de la décision n°
MD2018-856**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ;

- VU la décision n° MD2018-856 du 14 novembre 2018 attribuant le marché n°5056EA18 - Prestations topographiques associées aux travaux sur les réseaux humides et leurs ouvrages sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **Considérant :**

- qu'il est nécessaire que le marché n°5056EA18 puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n° MD2018-856 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÊCHE

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché 3984TV15 -
Modification de la décision n° MD2019-
1209**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie FRÊCHE dans le domaine du Transport et des Mobilités actives,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

- VU la décision n° MD2019-1209 du 19 décembre 2019 prorogeant par avenant n°2 la durée de l'accord cadre 3984TV15 relatif à des missions de géomètres, de levés topographiques, d'établissement de plans, de contrôles et de récolements ;

- Considérant :

- qu'il est nécessaire que le marché n°3984TV15 puisse s'exécuter sur tous les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- que de fait, il est nécessaire de modifier la décision n° MD2019-1209 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que la dépense sera prévue sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 30 DEC. 2020

Madame la Vice-Présidente

Julie FRÉCHE

Publiée le : 30 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 30 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
convention constitutive d'un groupement
de commandes entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier afin de renouveler la
maintenance du logiciel commun de
gestion de la dette et de ses prestations
connexes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle procéder : dans la fonction Développement économique et numérique, comprenant notamment le domaine Equipement, maintenance et formation informatique des services, dématérialisation et e-administration, à la signature de tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ; En matière de marchés publics, de procéder à la signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Hind EMAD dans le domaine du Développement économique et numérique ;

- CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont chacune des besoins en matière de gestion active de dette, d'ingénierie financière, de suivi de l'actualité des marchés financiers, d'observatoire des conditions de financements : souvent commercialisée sur la base de tarifs individuels parfois élevés compte-tenu de sa technicité et son caractère innovant, une solution commune de gestion de la dette a été mise en place en 2018 afin de répondre à l'ensemble des besoins. Le prestataire actuel détient un droit exclusif d'intervention sur les sources de cette application et ne délègue à aucun tiers le droit d'assurer la maintenance et la formation sur cette application.

- qu'afin de faciliter les économies d'échelle, de coordonner et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé de mutualiser les procédures de passation de marché public par la constitution d'un groupement de commandes. Ce groupement de commandes ayant pour objet le renouvellement de la maintenance du logiciel commun de gestion de la dette et de prestations connexes, pour 1 an renouvelable 3 fois.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de signer la présente convention et de constituer un groupement de commandes ayant pour objet le **renouvellement de la maintenance du logiciel commun de gestion de la dette et de ses prestations connexes**, pour 1 an renouvelable 3 fois, conformément aux articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 2 : Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure jusqu'à la notification du marché pour le compte des membres du groupement.

ARTICLE 3 : Le montant maximum du marché, sur la durée totale, est estimé à 85 600 euros HT avec la répartition suivante : 52 000 euros à la charge de la Montpellier Méditerranée Métropole et 33 600 euros à la charge de la Ville de Montpellier. Chacun des membres du groupement procédera aux commandes et s'acquittera des factures correspondantes à ses besoins propres.

ARTICLE 4 : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au développement économique et numérique de Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° MAR2020-0301 du 6 août 2020 portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 6 : La convention constitutive d'un groupement de commandes pour le renouvellement de la maintenance du logiciel commun de gestion de la dette et de ses prestations connexes, pour 1 an renouvelable 3 fois, sera présentée dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil de Métropole et à celle du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 06 JAN. 2021

Madame la Vice-Présidente

Hind EMAD



Publiée le : 07 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Les Lavandières ' avec la
société ' SAS CASTRIES LES
LAVANDIERES ' sur la Commune de
Castries**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévu à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;
- VU les articles L.332-11-3, L.332-11-4 et suivants du Code de l'urbanisme ;
- VU l'avis du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) en date du 25/11/2020;
- VU l'avis de la Commune de Castries en date du 04/12/2020;

Article 5 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 10 ans.

Article 6 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de Projet Urbain Partenarial et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **23.12.2020.**

Madame la Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **28.12.2020.**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **28.12.2020.**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau de répartition financière - PUP "Les Lavandières" avec la société SAS CASTRIES LAVANDIERES
- Périmètre d'application de la convention de PUP avec la SAS CASTRIES LES LAVANDIERES
- Projet de convention de PUP "Les Lavandières" avec la SAS CASTRIES LES LAVANDIERES

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du Mandat
de Maitrise d'ouvrage déléguée
n°M9D5019DM18 pour l'étude et la
réalisation de la 2ème phase de la ligne 5
de tramway de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie Frêche, en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Julie Frêche dans le domaine du Transport et des Mobilités actives ; dont la délégation accorde les mêmes conditions en cas d'absence ou d'empêchement à Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président puis Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

- VU la délibération n°11737 du 25 juillet 2013, de la Métropole prononçant d'intérêt général la réalisation de l'opération 5^{ème} ligne de tramway. Puis, l'arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault déclarant d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

- VU l'arrêté préfectoral n°2018-I-638 en date du 13 juin 2018, de Monsieur le Préfet a prorogé la déclaration d'utilité publique pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 27 août 2023.

- CONSIDERANT :

- La nécessité de confier à un prestataire, en qualité de mandataire pour le compte de la Métropole, la mission de faire réaliser la seconde phase de cette opération de « 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole » pour l'ensemble des missions restant nécessaires à la mise en service de la 5^{ème} ligne conformément à la Déclaration d'Utilité Publique.

- qu'une consultation a été lancée selon une procédure négociée passée conformément aux dispositions des articles 26-2° et 74 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Cette consultation est divisée en une tranche ferme et trois tranches optionnelles suivant les dispositions de l'article 77 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 susvisé.

- Qu'un avis d'appel public à la consultation a été envoyé à la publication le 7 mars 2019 et qu'une seule candidature a été reçue dans les délais.

- Qu'après analyse de la candidature, il a été jugé que la candidature de Transport de l'Agglomération de Montpellier (TAM) était recevable au regard des éléments relatifs à la capacité technique et professionnelle.

- Qu'après dépôt de son offre, une négociation a été engagée avec l'entreprise,

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : 60% pour la valeur technique et 40% pour le prix des prestations ;

- Que l'offre de la société TaM constitue une offre économiquement avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage pour l'étude et la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway (phase 2) avec l'entreprise TaM, de Montpellier (34), pour un montant total de 22 053 084 € HT soit 26 463 700,80 € TTC, décomposé comme suit :

- Tranche ferme Ligne 5 10 332 371,45 € H.T ;
- Tranche ferme dépôt 4 887 924, 55 € H.T ;
- Tranche ferme opérations connexes 2 772 948,00 € H.T ;
- Tranche optionnelle n°1 1 353 280 € H.T ;
- Tranche optionnelle n°2 1 353 280 € H.T ;
- Tranche optionnelle n°3 1 353 280 € H.T .

ARTICLE 2 : Dire que les crédits nécessaires à cette opération seront inscrits sur l'année 2021 ultérieurement en tant que de besoin, au budget principal, tous chapitres confondus.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun qui le concerne de l'exécution de la présente décision.



Montpellier, le 23 DEC. 2020

Monsieur le Directeur Général des Services
Olivier NYS

Publiée le : 23 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise d'ouvrage (DEA)**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°M9D0139EA Travaux d'aménagement
de la basse vallée de la Mosson**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique Négret, déléguée au Littoral, la Prévention des risques majeurs et à la gestion des milieux aquatiques et préventions des inondations ;

Considérant :

- que les Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson et notamment les travaux d'arasement, de création, de confortement de digues et la réalisation d'ouvrages associés, dans le cadre de la réalisation des travaux d'aménagement de protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson sont nécessaire ;

- qu'une procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions des articles R2123-1 et R2123-4 à R 2123-6 du Code de la Commande Publique a été lancée pour un marché de travaux dont le délai d'exécution des travaux est de 15 mois y compris une période de préparation de 3 mois

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- ° valeur technique au regard du détail quantitatif et estimatif : 40%

- que l'offre du groupement Vinci construction /Philip Frères a été jugée économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché M9D0139EA Travaux d'aménagement de la basse vallée de la Mosson au groupement Vinci construction /Philip Frères, pour un montant estimatif de 3 147 216 € HT ;

- le début d'exécution du marché part de sa date de notification ;
- le délai d'exécution des travaux est de 15 mois y compris une période de préparation de 3 mois ;
- le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 décembre 2020

Madame la Vice-Présidente

Véronique NEGRET



Publiée le : 29 DEC. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29 DEC. 2020

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Décision d'ester en justice "Juge de l'Expropriation - SCI TELECOM"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans les domaines de l'Administration Générale, de la Commande Publique et de la gestion active et optimisée du patrimoine ;

Considérant

La nécessité de saisir le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix d'un local d'activités appartenant à la SCI TELECOM, cadastré CH n°112, sis ZAC des Commandeurs à Lattes et ce, dans le cadre du droit de préemption exercé par La Métropole ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée CH n°112 en ce qu'elle comprend les lots 1,3,4,5,6 et 7.

ARTICLE 2 : la défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés.

ARTICLE 3 : les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JAN. 2021

Monsieur le Vice-Président

Jean-François AUDRIN



Publiée le : 07 JAN. 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JAN. 2021

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ARRETES INDIVIDUELS

N°ARRÊTE	TITRE DES AFFAIRES	PAGES
MAI2021-0013	MAINLEVÉE de l'arrêté de péril ordinaire n°MAI2019-0067 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 16 rue Henri René	454
MAI2021-0016	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	456
MAI2021-0017	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement GERMAIN TRAITEUR dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2021 à 2026	464
MAI2020-0119	Autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement GERMAIN TRAITEUR dans le système de collecte et de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole aux conditions décrites dans le présent arrêté pour les années 2020 à 2025	471



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**MAINLEVÉE de l'arrêté de
péril ordinaire n°MAI2019-0067
Commune de Montpellier
Immeuble sis 16 rue Henri René**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU l'avertissement envoyé à Monsieur Gilles Raffard demeurant au 16 avenue Pasteur à Bergerac (24100) propriétaire de l'immeuble parcelle cadastrée EW 85, sis 16 rue Henri René à Montpellier (34000) ;
- VU le procès-verbal de constat dressé par la SCP Le Doucen – Candon et Associés, en la personne de Monsieur Patrick Candon, huissier de justice, le 12 novembre 2020, attestant de la conformité des travaux réalisés.

AR R E T E

ARTICLE 1 : Sur la base du procès-verbal de constat de Monsieur Patrick Candon, huissier de justice, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n° MAI2019-0067 pris le 5 juin 2019, pour l'immeuble sis 16 rue Henri René à Montpellier (34000) (parcelle EW 85) dont le propriétaire est Monsieur Gilles Raffard, demeurant au 16 avenue Pasteur à Bergerac (24100).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au propriétaire.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 21 janv. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22/01/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-153517-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/01/21

Réception en Préfecture : 21/01/21

Notifié le : 22/01/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Etablissement
CHATEAU DE FLAUGERGUES dans le
système de collecte et de traitement de
Montpellier Méditerranée Métropole aux
conditions décrites dans le présent arrêté
pour les années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- VU le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- VU le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- VU le règlement du service de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- VU la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- VU l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans les domaines de l'eau et de l'assainissement ;

CONSIDÉRANT :

- que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES,
dont le siège social est situé au 1744 avenue de Albert Einstein à Montpellier 34000,
- représenté par Messieurs DE COLBERT Henri et Pierre, en qualité de Propriétaire et Gérant,
- situé au 1744 avenue de Albert Einstein à Montpellier 34000,
- implanté sur les parcelles dont les références cadastrales sont : RE 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37,38, 39, 40, 41, 42, 43, 55, 58, 63, 64, ~~67, 68~~, 74 (parcelles concernées par le présent arrêté).
ci-après désigné « l'Etablissement »

est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées uniquement domestiques et assimilées domestiques, issues des activités de : Structure commerciale de produits et de services, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Etablissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 1744 avenue de Albert Einstein à Montpellier 34000

Les références de l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES sont :

- N° SIRET : 312 411 192 00015
- Code APE : 4725Z

Cet Etablissement se compose de 3 entités qui sont les suivantes :

- 1) SARL CHATEAU DE FLAUGERGUES
Avec sa structure de production PIERRE DE COLBERT

Ces activités sont les suivantes :

- Exploitation vinicole,
- Caveau.
- Réception des vendanges,
- Vinification traditionnelle : fermentation alcoolique,
- Mise en bouteille ou tout autre contenant,
- Expédition

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 312 411 192 00015
- Code APE : 4725Z

L'Etablissement est une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement ou est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Rubrique	Activité	Autorisation/Déclaration
2251-B2	Préparation et conditionnement de vins supérieure à 500hl et inférieure ou égale à 20 000hl	Déclaration

2) FOLIA, RESTAURANT DE FLAUGERGUES

Ces activités sont les suivantes :

- Restaurant
- Salles de réception et de séminaires.

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 522 326 255 00018
- Code APE : 5610A

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est soumis pas à d'autres contraintes réglementaires.

3) HENRI DE COLBERT, MONUMENT HISTORIQUE

Ces activités comportent sont les suivantes :

- Gestion du Château
- Jardin et parc aménagés,

Les références de l'Etablissement sont :

- N° SIRET : 310 507 462 00011
- Code APE : 011G

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est soumis pas à d'autres contraintes réglementaires.

Ces entités sont régies par 4 structures :

- GFA de FLAUGERGUES (Foncier viticole de 26 ha)
- GE La Mejanne (Gestion du personnel)
- Le Bati de Flaugergues (Gestion des biens immobiliers)
- Artflau (Association culturelle, entretien des Monuments Historiques)

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Etablissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Etablissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Etablissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Etablissement après notification.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES, dont le déversement des eaux usées, uniquement domestiques et assimilés domestiques, est autorisé par le présent arrêté, n'est pas soumis au paiement d'une redevance non domestique dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). En effet la qualité des rejets de l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES est d'ordre domestique et assimilé domestique. Ses rejets autres que domestiques sont évacués par des sociétés spécialisées pour des traitements de destruction (produits chimiques) ou de valorisation (produits vinifiés).

Si la qualité des rejets domestiques, évoluait, la tarification de cette redevance non domestique serait appliquée et cette dernière pourrait être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Etablissement.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Etablissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Etablissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Etablissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Etablissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

ARTICLE 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

ARTICLE 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filère eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement CHATEAU DE FLAUGERGUES sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Etablissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Etablissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Etablissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Etablissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Etablissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Etablissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Etablissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Etablissement. Ce

contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Etablissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non respect par l'Etablissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Etablissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Etablissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Etablissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 10 févr. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 10/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-154144-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/02/21

Réception en Préfecture : 10/02/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD CHATEAU DE FLAUGERGUES 2020-2025 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Établissement
GERMAIN TRAITEUR dans le système
de collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2021 à 2026**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** la délibération du Conseil du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- **Vu** le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **Vu** le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- **Vu** le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- **Vu** le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- **Vu** le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- **Vu** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- **Vu** le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;
- **Vu** le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;

- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement GERMAIN TRAITEUR;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;

CONSIDÉRANT :

- que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement GERMAIN TRAITEUR,

- dont le siège social est situé au 996 Rue de Croix de Lavit à Montpellier 34090,
- est représenté par Monsieur GERMAIN Morgan et Madame, LALOUETTE Caroline, en qualité de Gérants,

L'Établissement GERMAIN TRAITEUR

- est situé au 996 Rue de Croix de Lavit à Montpellier 34090,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : TC 11,

ci-après désigné « l'Établissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Traiteur, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 996 Rue de Croix de Lavit à Montpellier 34090.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de transformation culinaire,
- Plonge,
- Locaux technique,
- Zone de stockage des déchets, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 393 835 806 00026
- Code NAF ou APE : 5621Z.

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
HACCP

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement GERMAIN TRAITEUR doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis

délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement GERMAIN TRAITEUR, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

ARTICLE 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement GERMAIN TRAITEUR désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixées par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

ARTICLE 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement GERMAIN TRAITEUR devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement GERMAIN TRAITEUR et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement GERMAIN TRAITEUR s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

ARTICLE 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement GERMAIN TRAITEUR, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement GERMAIN TRAITEUR de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filiale eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement GERMAIN TRAITEUR sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

ARTICLE 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'Etat, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 10 févr. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 10/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-154349-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/02/21

Réception en Préfecture : 10/02/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD GERMAIN TRAITEUR 2021 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Maîtrise du Service Public

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Autorisant le déversement des eaux usées
autres que domestiques de l'Établissement
GERMAIN TRAITEUR dans le système
de collecte et de traitement de Montpellier
Méditerranée Métropole aux conditions
décrites dans le présent arrêté pour les
années 2020 à 2025**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu le décret n°1605 du 23 décembre 2014 publié au JO du 26/12/14 portant transformation de Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Vu le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T) et notamment les articles L. 2224-7 à L. 2224-12 et R. 2224-19-6 ;
- Vu le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1331-10 et L. 1337-2 ;
- Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article L.214-14 ;
- Vu le Décret n°2000-237 du 13/03/2000 pris pour l'application des articles L. 2224-7 à L. 2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales et modifiant le Code des Communes ;
- Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Vu le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur Maera adopté par la délibération du Conseil du 30 octobre 2014 et avec prise d'effet au 1er janvier 2015 ;

- Vu le règlement du service de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole adopté par délibération du Conseil en date du 18/12/14 ;
- Vu la délibération n°12658 du 27 novembre 2014 adoptant un tarif pour les rejets non domestiques ;
- Vu la demande de l'établissement GERMAIN TRAITEUR;
- Vu l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;
- Vu la délibération n° M2020-94 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Mr Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Mr René REVOL dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement ;
- Considérant que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;
- Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée.

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Établissement GERMAIN TRAITEUR,

- dont le siège social est situé au 996 Rue de Croix de Lavit à Montpellier 34090,
- est représenté par Monsieur GERMAIN Morgan et Madame, LALOUETTE Caroline, en qualité de Gérants,

L'Établissement GERMAIN TRAITEUR

- est situé au 996 Rue de Croix de Lavit à Montpellier 34090,
- est implanté sur la parcelle dont la référence cadastrale est : TC 11,

ci-après désigné « l'Établissement »

- est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de : Traiteur, pour une période de 5 ans à partir de la date de notification à l'Établissement, dans le réseau séparatif, via un branchement situé au 996 Rue de Croix de Lavit à Montpellier 34090.

Ces activités comportent les opérations industrielles suivantes :

- Laboratoire de transformation culinaire,
- Plonge,
- Locaux technique,
- Zone de stockage des déchets, etc.

Les références de l'Établissement sont :

- N° SIRET : 393 835 806 00026
- Code NAF ou APE : 5621Z.

L'Établissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement mais il est soumis à d'autres contraintes réglementaires :

Autres contraintes réglementaires
HACCP

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Président, Monsieur Mickaël DELAFOSSE, ou son Vice-Président délégué dans le domaine du service public de l'eau et de l'assainissement Monsieur René REVOL, compétent en matière d'assainissement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, reçoit dans le réseau d'assainissement, puis traite dans la station d'épuration, les effluents de nature non domestique en provenance de l'Établissement, dans les conditions spécifiées ci-après.

La gestion du service assainissement du secteur raccordé à la station d'épuration Maera (Lattes) a été confiée par Montpellier Méditerranée Métropole, à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX située, 765 rue Henri Becquerel, CS 29045-34967 Montpellier Cedex 2 dont le siège social est : 52 rue d'Anjou, 75384 Paris cedex, représentée par son Directeur Région Sud, Monsieur Olivier SARLAT, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, ci-après désignée « l'Exploitant ».

Le présent arrêté ne dispense pas l'Établissement de prendre en compte la réglementation existante tant au titre :

- du raccordement sur le réseau public (le Règlement Sanitaire Départemental de l'Hérault et le Règlement de service de l'Assainissement collectif en vigueur dans Montpellier Méditerranée Métropole)
- de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) actuelle ou future qui pourrait exister dans son secteur d'activité
- et toute autre contrainte réglementaire qui pourrait lui être opposée.

En outre, l'Établissement reste seul responsable des rejets liés à son activité ainsi qu'à celle de ses commettants ou préposés. A ce titre, le présent arrêté d'autorisation devra être communiqué sans délai à l'assureur Responsabilité Civile de l'Établissement après notification.

Article 2 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

2.A. PRESCRIPTIONS GENERALES

D'une manière générale, et sans préjudice des lois et réglementations en vigueur, tout déversement d'eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement doit être compatible avec les objectifs de préservation suivants :

- Protéger la santé du personnel qui travaille dans les systèmes de collecte et de traitement,
- S'assurer de la compatibilité qualitative et quantitative de l'effluent avec le réseau en respectant les prescriptions techniques,
- Vérifier la traitabilité de l'effluent par la station d'épuration (STEP) en contrôlant l'absence de matières ou de substances susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé humaine, la flore ou à la faune aquatiques et les écosystèmes, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,

- Assurer un fonctionnement optimal des équipements d'épuration et leurs équipements connexes et ne pas endommager ces équipements de collecte et de traitement,
- Respecter les objectifs de qualité des eaux réceptrices en aval des systèmes de traitement et donc protéger la faune et la flore aquatique,
- Ne pas nuire à la dévolution finale des boues, et de leurs sous-produits, susceptibles d'être valorisées en agriculture,
- Connaître les sources et les vecteurs de la contamination chimique et organique,
- Respecter la transparence des responsabilités et des engagements entre les acteurs concernés.

En outre, pour les déversements autorisés par le présent arrêté, l'Établissement GERMAIN TRAITÉUR doit se conformer aux dispositions du règlement du service de l'assainissement.

2.B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, doivent respecter les prescriptions techniques particulières jointes en annexe 3 du présent arrêté et à l'avis délivré par la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval, à savoir Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 3 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'Établissement GERMAIN TRAITÉUR, dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, est soumise au paiement d'une redevance dont le tarif est fixé dans la délibération n°12658 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier du 27 novembre 2014 (Cf. Annexe 4). La tarification de cette redevance peut être modifiée par une nouvelle délibération, qui sera alors notifiée à l'Établissement.

La facturation est effectuée semestriellement, par le délégataire en charge des équipements collectifs de l'assainissement. Les délais de paiement sont précisés sur la facture.

Article 4 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 (cinq) ans, à compter de la date de notification du présent arrêté. Sur cette période, l'arrêté s'impose aux délégataires, en charge du transport et/ou de l'épuration des eaux usées, désignés actuels ou futures.

Si l'Établissement GERMAIN TRAITÉUR désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, par écrit, 3 (trois) mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté. Conformément aux prescriptions de l'article 1331-10 du Code de la Santé Publique, « l'absence de réponse à la demande d'autorisation plus de quatre mois après la date de réception de cette demande vaut rejet de celle-ci ».

En cas de cession de l'Établissement, l'arrêté d'autorisation de déversement est transféré de plein droit et dans les mêmes conditions au concessionnaire dans la mesure où la même activité industrielle est poursuivie.

A cet effet, l'Établissement s'engage à porter à la connaissance du cessionnaire du présent arrêté et à introduire dans l'acte de cession une clause de respect par le cessionnaire des conditions fixé par le présent acte.

L'Établissement s'engage à notifier à Montpellier Méditerranée Métropole la cession qui donnera lieu ou non, pour acte du changement du titulaire, à la rédaction d'un avenant à cet arrêté d'autorisation. L'Établissement reste engagé à l'égard de Montpellier Méditerranée Métropole jusqu'à la notification, si nécessaire, de cet avenant d'arrêté d'autorisation.

Si un changement notable des activités du cessionnaire entraîne une variation des caractéristiques du rejet, Montpellier Méditerranée Métropole doit en être informé et peut alors décider d'établir un nouvel acte.

Article 5 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Établissement GERMAIN TRAITEUR devra en informer le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Toute modification apportée par l'Établissement GERMAIN TRAITEUR et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'Établissement GERMAIN TRAITEUR s'engage à ne pas procéder à de telles modifications en cas de désaccord motivé de Montpellier Méditerranée Métropole faute de quoi la présente autorisation serait abrogée.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive et faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Article 6 : INCIDENTS

6.A. PRINCIPES

L'Établissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

Les rejets d'eaux usées consécutifs à des opérations exceptionnelles telles que nettoyages exceptionnels, vidanges de bassin, etc, sont autorisés à condition d'en répartir les flux de pollution sur 24 heures ou plus, afin de ne pas dépasser les valeurs maximales des flux journaliers et des concentrations fixées par le présent arrêté d'autorisation de déversement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance Montpellier Méditerranée Métropole et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté

En cas d'accident susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté d'autorisation, l'Établissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant,

- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées autre que domestiques si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur une demande justifiée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Exploitant.

Une réunion entre l'Établissement GERMAIN TRAITEUR, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès-verbal mettra en demeure l'Établissement GERMAIN TRAITEUR de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduaires par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Établissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Établissement GERMAIN TRAITEUR sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

6.B. CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, L'Établissement s'engage à en informer Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant conformément aux dispositions de l'article 7.A, et à soumettre à ces derniers, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant se réservent le droit :

- de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement,
- de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du (ou des) branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Établissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ce cas, Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant :

- informeront l'Établissement de la situation et de la (ou des) mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettront en demeure d'avoir à se conformer au respect des valeurs limites et aux dispositions définies dans le présent arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

6.C. CONSEQUENCES FINANCIERES

L'Établissement est responsable des conséquences dommageables subies par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non-conformité des dits rejets et les dommages subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Établissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Établissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 7 : SANCTION, CONTESTATION ET RESPONSABILITES

7.A. SANCTION

L'Établissement a obligation de procéder à l'information, sous 48 h, de toute non-conformité à Montpellier Méditerranée Métropole et l'Exploitant. Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux établis par les services territoriaux, ou de l'État, compétents et poursuivies conformément aux lois, et aux prescriptions du règlement d'assainissement, en vigueur.

A titre d'information, le Code de la Santé Publique précise dans l'article L1337-2: qu'« est puni de 10 000 Euros d'amende le fait de déverser des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte des eaux usées sans l'autorisation visée à l'article L. 1331-10 ou en violation des prescriptions de cette autorisation ».

7.B. CONTESTATION

Les litiges non résolus à l'amiable et résultant de l'application du présent arrêté seront soumis à une commission d'arbitrage. Cette commission sera composée du représentant de l'Établissement, d'un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole et d'un représentant de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Dans le cas où un projet de protocole transactionnel ne pourrait être arrêté dans un délai de 60 jours francs, à compter de l'évènement à l'origine du litige, ce dernier pourra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

7.C. RESPONSABILITE

L'Établissement est responsable de la qualité et des quantités des effluents produits par son activité.

L'Établissement est tenu d'effectuer les analyses de ses rejets selon les paramètres et la fréquence précisés dans le présent arrêté (Annexe 3, paragraphe 4.5.4). Ces analyses, accompagnées du bilan 24 heures, doivent être communiquées à Montpellier Méditerranée Métropole dès réception des résultats par l'Établissement.

En cas de non réalisation de ces analyses ou de la non communication de ces résultats à Montpellier Méditerranée Métropole, la redevance non domestique sera calculée sur les résultats d'analyses d'un (des) contrôle(s) inopiné(s) (Annexe 3, paragraphe 4.5.5) sur les rejets de l'Établissement. Ce contrôle, effectué par Montpellier Méditerranée Métropole ou son mandataire, sera à la charge de l'Établissement.

Montpellier Méditerranée Métropole reste responsable de la collecte, du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval et de leur impact sur l'environnement. Cependant, en cas de non-respect par l'Établissement de ses obligations, Montpellier Méditerranée Métropole se réserve le droit d'entreprendre toute action envers l'Établissement.

L'Exploitant est responsable du fonctionnement de ses ouvrages et de leur impact sur l'environnement. Il est détenteur d'une copie de l'arrêté, qui lui est notifié en même temps que l'Établissement, afin de lui permettre de prendre connaissance des obligations réglementaires de l'Établissement, du type de rejets, de contrôler et d'intervenir autant que de besoin selon les articles afférents de son contrat d'affermage.

Montpellier, le 5 janv. 2021

Monsieur le Vice-Président

Signé.

René REVOL

Publiée le : 06/01/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201224-152353-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/01/21

Réception en Préfecture : 06/01/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AAD GERMAIN TRAITEUR 2020 annexe

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE **4**
ARRETES REGLEMENTAIRES

N°ARRÊTE	TITRE DES AFFAIRES	PAGES
MAR2021-0001	Arrêté d'ouverture d'enquête publique relative au transfert d'office des parcelles cadastrées AS 83, EZ 176, EZ 178 et IT 63 dans le domaine public métropolitain - Commune de Montpellier	
MAR2021-0008	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	
MAR2021-0012	Représentation du Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) par M. Jacques MARTINIER	
MAR2021-0013	Délégations de signature - Département des Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET)	
MAR2021-0016	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 15 au 21 février 2021 inclus	
MAR2021-0018	Renonciation au transfert des pouvoirs de police en matière d'accueil et habitat des gens du voyage et de circulation et stationnement	



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Arrêté d'ouverture d'enquête publique
relative au transfert d'office des parcelles
cadastrées AS 83, EZ 176, EZ 178 et IT 63
dans le domaine public métropolitain -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L.318-3, R.318-7, R.318-10 et R.318-11,
- **VU** le Code de la voirie routière, et notamment les articles L.141-3, L.141-12 et R.141-4 à R.14110,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **VU** la décision métropolitaine n° MD2020-1081 en date du 13 janvier 2021 relative à l'intégration dans le domaine public à Montpellier et autorisant le recours à une enquête publique :
 - de la parcelle cadastrée AS 83 située route de Mende, nécessaire à la réalisation de la ligne 5 du tramway ;
 - des parcelles cadastrées EZ 176 et EZ 178 situées dans la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, nécessaires au classement de la totalité de la voie dénommée rue des Gabares ;
 - de la parcelle IT 63 située boulevard Paul Valéry permettant d'assurer la continuité publique du cheminement piéton conduisant au collège Marcel Pagnol depuis le boulevard Paul Valéry ;
- **VU** les pièces composant le dossier soumis à enquête publique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'intégration dans le domaine public à Montpellier, visée dans la décision n° MD2020-1081 en date du 13 janvier 2021 :

- de la parcelle cadastrée AS 83 située route de Mende, nécessaire à la réalisation de la ligne 5 du tramway ;

- des parcelles cadastrées EZ 176 et EZ 178 situées dans la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer, nécessaires au classement de la totalité de la voie dénommée rue des Gabares ;
 - de la parcelle IT 63 située boulevard Paul Valéry permettant d'assurer la continuité publique du cheminement piéton conduisant au collège Marcel Pagnol depuis le boulevard Paul Valéry ;
- Cette enquête se déroulera pendant une durée de quinze jours.

ARTICLE 2 : Monsieur Jean-Pierre CHALON, ingénieur retraité des ponts, des eaux et des forêts demeurant à Agde (34300) est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 3 : Un exemplaire du dossier, ainsi qu'un registre d'enquête publique à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le Commissaire-Enquêteur sera déposé en Mairie de Montpellier, et au siège de la Métropole, du lundi 3 mai 2021 inclus au mardi 25 mai 2021 inclus.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie de Montpellier et au siège de la Métropole, du lundi au vendredi, à partir du lundi 3 mai 2021 inclus au mardi 25 mai 2021 inclus. Les horaires pourront être modifiés en fonction des dispositions liées à la crise sanitaire.

Par ailleurs, le public pourra adresser ses observations écrites au Commissaire-Enquêteur à l'adresse suivante :

Montpellier Méditerranée Métropole
Monsieur le Commissaire-Enquêteur
Procédure de transfert d'office
DAFI – Service Foncier Espaces Publics
CS 39556 – 50 place Zeus
34961 Montpellier Cedex 2

ARTICLE 4 : Monsieur Jean-Pierre CHALON, Commissaire-Enquêteur désigné, se tiendra à la disposition du public à la Mairie de Montpellier :

- le lundi 3 mai 2021 de 09h00 à 12h00 ;
- le mardi 25 mai 2021 de 14h00 à 17h00.

ARTICLE 5 : Un avis au public portant les indications du présent arrêté métropolitain, sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête.

Cet avis sera aussi publié sur les sites internet de la Ville et de la Métropole, quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

En outre, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute sa durée, il sera procédé à l'affichage du présent arrêté au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et en Mairie de Montpellier, ainsi que sur les lieux concernés. Ces mesures d'affichage seront justifiées par un certificat signé par Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Maire de Montpellier ou leurs délégataires.

ARTICLE 6 : A l'expiration du délai d'enquête prévu par l'article 3, les registres seront clos, paraphés et signés par Monsieur le Commissaire-Enquêteur, qui disposera d'un délai de trente jours pour transmettre à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier avec son rapport qui fera état de ses conclusions motivées.

Le rapport et les conclusions motivées de Monsieur le Commissaire-Enquêteur pourront être consultés au siège de Montpellier Méditerranée Métropole pendant un an, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au Titre I de la Loi du 17 juillet 1978.

ARTICLE 7 : Une copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Département de l'Hérault,
- Monsieur le Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 8 : Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur le Maire de Montpellier et Monsieur le Commissaire-Enquêteur sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 23 févr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-153373A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 23/02/21

Réception en Préfecture : 23/02/21

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage

- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAUQUIER, Madame Claire AEBERHARDT, Monsieur Julien PRADE, Monsieur Michel HILAIRE, Madame Sophie MENANTEAU, Monsieur William MEALIER, Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Monsieur Patrick POUGET et Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif, et au responsable du service Rayonnement et Développement culturel.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5-1 : Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christophe GENEIX, administrateur général du Musée Fabre par intérim.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Monsieur Christophe GENEIX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Monsieur Christophe GENEIX et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Julien CARTERRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et Monsieur Julien CARTERRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Julien CARTERRE et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9 : Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT et Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORIS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET et Madame Marion LORIS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Marie FEURTRET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIS et Monsieur Jean-Marie FEURTRET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIS, Monsieur Jean-Marie FEURTRET et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9-1 : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN ;
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT ;
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Aline JARROUSSE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI ;
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS ;
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE ;
- pour la médiathèque William Shakespeare, Monsieur Lionel HAURAIX. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions Madame Perrine MOURIES ;
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA ;
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS ;
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame François DAUDE ;

- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM ;
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON ;
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ ;
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT ;
- pour la médiathèque Jules Verne, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Patricia GUIRAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Jean-Marie FEURTET.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et Madame Nathalie GANDREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, Madame Nathalie GANDREAU et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, Madame Florence MOUSSET et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-4 : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Pascal CAPRON, pour la piscine olympique d'Antigone
- Monsieur Laëtitia MELLET, pour le centre nautique Neptune
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany
- Monsieur David JACQUET, pour les piscines Pitot et Caron
- Monsieur Gwenaël LE HENAFF, pour la piscine Nakache
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert
- Madame Florence PONTHER, pour la piscine Berlioux
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris
- Monsieur Malik SI BELKHIR, pour la piscine Vivès
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides
- Le responsable de l'équipement, pour la piscine Poséidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 févr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-153988-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/02/21

Réception en Préfecture : 12/02/21

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation du Président
à la présidence de la Commission de
Délégation de Service Public (CDSP)
par M. Jacques MARTINIER**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) en date du 12 octobre 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Jacques MARTINIER pour siéger au sein de la Commission de Délégation de Service Public, en qualité de représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public. Dans ce cadre, Monsieur Jacques MARTINIER est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

Montpellier, le 21 janv. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/01/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-154252-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/01/21

Réception en Préfecture : 21/01/21

Notifié le : 21/01/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Département des Services Publics
de l'Environnement et des Transports
(DSPET)

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Services Publics de l'Environnement et des Transports (DSPET) est composé des pôles et directions suivants :

- Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), lui-même composé des directions suivantes :
 - Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
 - Direction des Services aux Territoires (DST)
- Direction des Mobilités (DM)
- Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD)
- Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA)
- Direction Paysage et Biodiversité (DPB)

Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint en charge du Département Services Publics de l'Environnement et des Transports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier MERLIAUD, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Le Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS) est composé des deux directions et des deux services suivants :

- Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T)
- Direction des Services aux Territoires (DST)
- Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion
- Service Atelier

Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, directrice du Pôle Proximité et Espaces Publics (PEPS), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus, sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1 : La Direction de l'Appui Technique aux Territoires (DA2T) est composée des services suivants :

- Etudes et Travaux
- Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion
- Pluvial urbain
- Eclairage public

Monsieur Stéphane ESCOBAR, directeur de l'Appui Technique aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-1 : Monsieur Stéphane PIC, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Travaux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;

- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Emmanuel GUIGOU, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Emmanuel GUIGOU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Emmanuel GUIGOU, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-2 : Monsieur Thomas COMTE, responsable du service Coordination des Politiques d'exploitation et de gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas COMTE, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Guilhem ANDRE, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE et de Monsieur Guilhem ANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas COMTE, de Monsieur Guilhem ANDRE, de Monsieur Stéphane ESCOBAR, de Monsieur Stéphane PIC et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-3 : Monsieur David AUPERT, responsable du service Pluvial Urbain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
 - En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
 - En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AUPERT et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David AUPERT, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-1-4 : Monsieur Nicolas MARSAC, responsable du service Eclairage public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Thierry COUTELLIER, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC et de Monsieur Thierry COUTELLIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane PIC.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER et de Monsieur Stéphane PIC, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Stéphane ESCOBAR.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC et de Monsieur Stéphane ESCOBAR, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas MARSAC, de Monsieur Thierry COUTELLIER, de Monsieur Stéphane PIC, de Monsieur Stéphane ESCOBAR et de Madame

Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2 : La Direction des Services aux Territoires (DST) est composée des pôles suivants :

- Pôle territorial Cadoule et Bérange
- Pôle territorial Littoral
- Pôle territorial Piémont et Garrigues
- Pôle territorial Plaine ouest
- Pôle territorial Vallée du Lez
- Pôle territorial de Montpellier

Monsieur David TOURNIER, directeur des Services aux Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur David TOURNIER, de Monsieur Denis CRETIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-1 : Monsieur Denis CRETIER, directeur adjoint et responsable du service Pôle Territorial de Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires en lien avec des travaux ou des interventions de gestion du domaine public pour les voies situées sur le territoire de Montpellier et hors agglomération ;
- En matière de délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Aurélien CHAREIRE, chef de service adjoint, responsable Subdivision 1.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur Aurélien CHAREIRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur Aurélien CHAREIRE, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-2 : Madame Caroline MICHALAKIS, responsable du pôle territorial Cadoule et Béranger, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline MICHALAKIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yoann RENAULT, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS et de Monsieur Yoann RENAULT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline MICHALAKIS, de Monsieur Yoann RENAULT, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Madame Marie-Laure Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-3 : Monsieur Eric LAUER, responsable du pôle territorial Littoral, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric LAUER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Didier BORIE, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER et de Monsieur Didier BORIE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric LAUER, de Monsieur Didier BORIE, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-4 : Monsieur Philippe MAUGER, responsable du pôle territorial Piémont et Garrigues, reçoit sous sa surveillance et sa responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle.
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre du patrimoine et des voies relevant de sa responsabilité ;
- En matière de police de circulation, délégation de signature pour les arrêtés de circulation et de stationnement temporaires pour les voies hors agglomération placées sous son autorité.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MAUGER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick ARNAU, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER et de Monsieur Patrick ARNAU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe MAUGER, de Monsieur Patrick ARNAU, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-5 : Monsieur Pierre DABOSI, responsable du pôle territorial Plaine ouest, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre DABOSI, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre DABOSI, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER, et de Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-2-6 : Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, responsable du pôle territorial Vallée du Lez, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son pôle :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les déclarations de projet de travaux, les déclarations d'intention de commencement des travaux, relevant de la Métropole, qu'elle soit gestionnaire ou maître d'ouvrage ainsi que les arrêtés individuels en matière d'alignement, cette délégation s'entendant dans le périmètre en agglomération de son pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier RICHARD, responsable de la cellule Ingénierie du pôle.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS et de Monsieur Olivier RICHARD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Denis CRETIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD et de Monsieur Denis CRETIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David TOURNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER et de Monsieur David TOURNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Stephen BREMOND-LOUIS, de Monsieur Olivier RICHARD, de Monsieur Denis CRETIER, de Monsieur David TOURNIER et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-3 : Madame Julie ROUSSEL, responsable du service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Audrey ASPA-SERRANO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL et de Madame Audrey ASPA-SERRANO, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie ROUSSEL, de Madame Audrey ASPA-SERRANO et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Arnaud BURTIN, responsable du service Atelier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;

- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- En matière de police administrative, délégation de signature pour les avis techniques ainsi que toutes les permissions de voirie relevant de l'urgence ou de l'entretien courant ;
- En matière de travaux, délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud BURTIN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Philippe CLAVEL, responsable de service adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN et de Monsieur Philippe CLAVEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud BURTIN, de Monsieur Philippe CLAVEL et de Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : La Direction des Mobilités (DM) est composée des services et unité suivants :

- Service Exploitation des services de déplacement
- Service Gestion Exploitation des Equipements du Trafic
- Service Déplacements et sécurité routière
- Unité Régulation modale du trafic (Pétrarque)

Monsieur Yannick JACOB, directeur des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yannick JACOB et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-1 : Madame Sandrine UGUEN, directrice adjointe et responsable du service Exploitation des services de déplacement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Madame Magali MISTRAL, chargée des investissements et du patrimoine au sein de la Direction des Mobilités, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité délégation de signature pour signer les documents attestant de la conformité des opérations de génération et de conservation des clés de sécurité de la mise en billettique.

Madame Magali MISTRAL est également responsable de la procédure de mise en circulation des véhicules affectés au service des transports publics de Montpellier Méditerranée Métropole. Dans le cadre cette mission, procuration pour effectuer les démarches et délégation de signature sont accordées à Madame Magali MISTRAL pour signer les documents utiles à l'immatriculation des véhicules affectés au service des transports publics propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Magali MISTRAL ces délégations sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Hervé VEBER, responsable du service Gestion Exploitation des Equipements du trafic, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hervé VEBER et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Hervé VEBER, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-3 : Madame Sophie BIENVENU, responsable du service Déplacements et Sécurité routière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie BIENVENU et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie BIENVENU, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3-4 : Monsieur Pierre GARCIA, responsable de l'unité PC régulation multimodale du trafic (Pétrarque), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son unité :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Sandrine UGUEN.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre GARCIA et de Madame Sandrine UGUEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yannick JACOB.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre GARCIA, de Madame Sandrine UGUEN et de Monsieur Yannick JACOB, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4 : La Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets (DPVD) est composée des services suivants :

- Tri et valorisation des Déchets
- Collecte et nettoyage
- Régie de collecte
- Ressources transversales

Le directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM, directeur Adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Karl ABRAHAM, directeur adjoint et responsable du service Tri et Valorisation des Déchets, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Pour les déchèteries, Monsieur Pascal DUSSEAU reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal DUSSEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Olivier PRADEAU. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pascal DUSSEAU et de Monsieur Olivier PRADEAU, cette délégation est accordée à Monsieur Karl ABRAHAM.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jean-David CADET, responsable du service Collecte et Nettoyement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-David CADET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-David CADET, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

Concernant les dépôts de plainte relatifs à la dégradation des mobiliers urbains nécessaires à la collecte (bacs, conteneurs) et pour les dépôts illicites de déchets sur le domaine public, délégation

de signature est accordée à Monsieur Luis MARQUEZ. En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luis MARQUEZ, la délégation est accordée à Monsieur Norbert GARZONIO. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ et de Monsieur Norbert GARZONIO, la délégation est accordée à Madame Claire LACOUTURE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luis MARQUEZ, de Monsieur Norbert GARZONIO et de Madame Claire LACOUTURE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-David CADET.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Yann EVEN, responsable du service Régie de Collecte, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yann EVEN, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yann EVEN, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Edgard ALEXANDRE, responsable du service Ressources transversales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Edgard ALEXANDRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Karl ABRAHAM.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE et de Monsieur Karl ABRAHAM, les délégations ci-dessus sont accordées au directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Edgard ALEXANDRE, de Monsieur Karl ABRAHAM et du directeur de la Propreté et de la Valorisation des Déchets, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5 : La Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) est composée des services suivants :

- Maîtrise d'ouvrage

- Gestion intégrée de l'eau
- Maitrise du service public
- Risques pluvial et inondation
- Service administratif et financier

Madame Florence FUCHS, directrice de l'Eau et de l'Assainissement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 40 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence FUCHS et de chaque chef de service de la direction en ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD, directrice Adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Madame Florence FUCHS, de chacun des chefs de service de la direction en ce qui le concerne et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-1 : Madame Laurence BURGAUD, directrice adjointe et responsable du service Maitrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-2 : Monsieur Arnaud VESTIER, responsable du service Gestion Intégrée de l'Eau, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Arnaud VESTIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Arnaud VESTIER, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-3 : Le responsable du service Maîtrise du Service Public reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Maîtrise du Service Public, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Maîtrise du Service Public, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-4 : Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, responsable du service Risques Pluvial et Inondation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour les demandes de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas ZUMBIEHL, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 5-5 : Le responsable du service Administratif et Financier reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de son service :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution, et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est inférieur à 40 000 € HT ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Administratif et Financier, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Laurence BURGAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administratif et Financier et de Madame Laurence BURGAUD, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Florence FUCHS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Administratif et Financier, de Madame Laurence BURGAUD et de Madame Florence FUCHS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6 : La Direction Paysage et Biodiversité est composée des services suivants :

- Jardins et espaces naturels
- Bureau d'études et paysage
- Gestion des ressources

Monsieur Patrick BERGER, directeur du Paysage et de la Biodiversité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent GUILLAUME, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick BERGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick BERGER, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-1 : Madame Pauline LAMBREY, responsable du service Jardins et espaces naturels, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline LAMBREY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline LAMBREY, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-2 : Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, responsable du service Bureau d'études et paysage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène CHAMAYOU-STEINIGER, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 6-3 : Madame Patricia CLAVEL, responsable du service Gestion des ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia CLAVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Laurent GUILLAUME.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL et de Monsieur Laurent GUILLAUME, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Patrick BERGER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia CLAVEL, de Monsieur Laurent GUILLAUME et de Monsieur Patrick BERGER, les délégations ci-dessus sont accordées Monsieur Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 févr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 12/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-154809A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 12/02/21

Réception en Préfecture : 12/02/21

Notifié le : 12/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 15 au 21 février 2021 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection du Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, sera absent du 15 au 21 février 2021 inclus, et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période ;

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, du 15 au 21 février 2021 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Adjoint ;

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 12 févr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-155659-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/21

Réception en Préfecture : 15/02/21

Notifié le : 15/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Renonciation au transfert des pouvoirs de
police en matière d'accueil et habitat des
gens du voyage et de circulation et
stationnement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2 et L. 5211-9-2 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 5217-2 ;
- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 et L. 5217-3 relatifs à la police de la circulation et du stationnement ;
- VU l'article 9 de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relatif à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- VU les arrêtés des maires des communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézery, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone portant opposition au transfert du pouvoir de police administrative spéciale en matière d'accueil et d'habitat des gens du voyage ;
- VU les arrêtés des maires des communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-les-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézery, Saint-Geniès-des-Mourgues, Saint Georges d'Orques, Sain-Jean-de-Vedas, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-les-Maguelone portant opposition au transfert du pouvoir de police administrative spéciale en matière de circulation et de stationnement ;

CONSIDERANT que lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est compétent en matière d'accueil et d'habitat des gens du voyage et de circulation et stationnement, les maires des communes membres de celui-ci transfèrent au Président de cet établissement les attributions lui permettant de réglementer cette activité ;

CONSIDERANT que ce transfert est effectué de plein droit sauf opposition de la part du maire dans un délai de six mois suivant l'élection du président ;

CONSIDERANT qu'en cas d'opposition d'au moins un maire au transfert des pouvoirs de police dans un domaine, le président peut renoncer au transfert des pouvoirs de police de ce domaine sur l'ensemble du territoire métropolitain dans un délai d'un mois suivant la fin de la période pendant laquelle les maires étaient susceptibles de faire valoir leur opposition ;

CONSIDERANT que par arrêté notifié au Président de la Métropole les maires des communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Courmonsec, Courmonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Pérols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Bres, Saint-Drezery, Saint Georges d'Orques, Saussan, Sussargues, Villeneuve-les-Maguelone s'opposent au transfert du pouvoir de police en matière d'accueil et habitat des gens du voyage ;

CONSIDERANT que par arrêté notifié au Président de la métropole les maires des communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Courmonsec, Courmonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montaud, Montferrier-sur-Lez, Murviel-les-Montpellier, Perols, Pignan, Prades-le-Lez, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drezery, Saint-Geniès-des-Mourgues, Saint Georges d'Orques, Sain-Jean-de-Vedas, Saussan, Sussargues, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone s'opposent au transfert du pouvoir de police en matière de circulation et stationnement ;

CONSIDERANT que dans un souci de cohérence sur la mise en œuvre des pouvoirs de police sur l'ensemble du territoire métropolitain, le Président renonce à l'exercice de ces pouvoirs ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole renonce à l'exercice du pouvoir de police administrative spéciale en matière d'accueil et habitat des gens du voyage et de circulation et stationnement sur l'ensemble du territoire de la Métropole.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à l'ensemble de maires des communes membres de la Métropole.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant une durée de deux mois à compter de sa signature et sa transmission au contrôle de légalité.

Montpellier, le 15 févr. 2021

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15/02/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210104-155709-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 15/02/21

Réception en Préfecture : 15/02/21

Notifié le : 15/02/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

